

## LA REPRESSION DU PHENOMENE SECTAIRE EN ITALIE

### Textes de référence :

- ✓ Le rapport de la Direction Centrale Police de Prevention - Département de la Sécurité Publique – Ministère de l'Intérieur Italien.
- ✓ Arrêt de la Cour de Cassation - Décision du 8 octobre 1997 sur l'Eglise de Scientologie. (traduction Cesnur 1997)
- ✓ Arrêt de la Cour de Cassation - Décision du 22 Mai 1995 n° 5838 sur l'Eglise de Scientologie.
- ✓ Normes sur les différents cultes autre que le catholique. Document informatif du Ministère de l'Intérieur italien, Avril 1998.

### Table des matières

A. L'activité du Ministère de l'Intérieur sur les sectes religieuses et les nouveaux mouvements religieux : la prévention plutôt que la répression. ....	3
1. Terminologie et classification : .....	4
2. Implications pénales.....	6
a) L'utilisation, afin de recruter des nouveaux adeptes et de maintenir ceux qui le sont déjà, de moyens de fascination et du lavage du cerveau ou toute autre méthode pour limiter la liberté d'auto-détermination. ....	6
b) L'intérêt à l'enrichissement matériel des leaders charismatiques par l'extorsion d'argent et la vente de marchandises et de services divers (séances de thérapie et cours de perfectionnement...).	6
c) Cacher, derrière une apparence respectable, des comportements immoraux ou des conduites illicites. ....	7
d) Le développement de doctrines fortement irrationnelles qui pourraient pousser des adeptes à des comportements déviés et dangereux pour la sécurité publique.....	7
e) La poursuite d'objectifs différents de ceux déclarés, voire la mise en place de projets de déstabilisation. ....	7
B. La jurisprudence italienne sur l'Eglise de la Scientologie .....	8
1. La jurisprudence du premier et second degré.....	8
2. La décision de la Cour de Cassation.....	9
C. Annexes .....	15
1. Sectes religieuses et Nouveaux Mouvements Magiques, Rapport de la Direction Centrale Police de Prevention - Département de la Sécurité Publique – Ministère de l'Intérieur Italien. ....	15
2. Cour de Cassation Décision du 8 octobre 1997 sur la Scientologie (traduction Cesnur 1997).....	38

3. Cour de Cassation - Décision n° 5838 du 22 Mai 1995 sur l'Eglise de Scientologie .....	71
4. Normes sur les différents cultes autre que le catholique. Document informatif du Ministère de l'Intérieur italien, Avril 1998.....	84

## Introduction

Depuis quelques dizaines d'années dans le monde occidental, on a assisté à la prolifération de petits groupes ou de véritables communautés organisées inspirées de nouvelles formes de spiritualité, en rupture ou non avec les religions traditionnelles.

En Italie aussi, nation peu habituée au pluralisme religieux par tradition historique, des formes associatives plus ou moins structurées se sont rapidement multipliées, avec une imprévisible rapidité. Leur intégration dans la société à presque toujours été possible sans grandes difficultés, le meilleur exemple étant l'augmentation progressive du nombre d'adeptes. Beaucoup d'Italiens, tout en pratiquant la religion catholique, se sont rapprochés vers des croyances particulièrement suggestives qui constituent l'humus culturel propre à quasiment toutes ces formations<sup>1</sup> (réincarnation, facultés paranormales, capacité de prévision du futur, remèdes thérapeutiques alternatifs, possibilités de favoriser ou éviter certains événements etc.).

Toutefois on a assisté à une préoccupation croissante dans l'opinion publique, préoccupation causée par l'ampleur du phénomène en Italie et par aussi certains faits divers au niveau national<sup>2</sup> et international<sup>3</sup>.

De plus l'approche du jubilé de l'an 2000 a certainement renforcé les craintes d'un développement massif de ce phénomène ou d'actions éclatantes et dangereuses. C'est pour ces raisons que depuis quelques années aussi en Italie les autorités publiques ont commencé à s'interroger sur ce phénomène.

**Le droit italien ne possède pas une législation spécifique sur les sectes**, mais fait le plus souvent recours aux dispositions générales existantes pour sanctionner les comportements illicites. Le système semble assez efficace dans la mesure où le phénomène sectaire peut ne pas être considéré un véritable problème de société en Italie. Il est cependant incontestable que certains éléments méritent une réflexion plus approfondie.

Premièrement, si l'application des normes existantes peut suffire pour une sanction correcte des agissements de la part de personnes ou de groupes organisés, le droit italien souffre d'une lacune évidente depuis l'abrogation du délit de plagio par la Cour

---

<sup>1</sup> Cfr. le rapport de Février 1998 du Ministère de l'Intérieur italien sur les sectes et les nouveaux mouvements religieux en Italie (voir ci-après et en annexes).

<sup>2</sup> Pour ne citer que les plus éclatants: le procès aux " Enfants de Satan Lucifériens " avec ses accusations de pédophilie contre ses adeptes et en particulier contre leur chef spirituel Marco Dimitri; le cas de " Mamma Ebe ", fondée par Ebe Giorgini, pseudo ordre religieux dénommé " Pia Unione di Gesù misericordioso ", jamais reconnu par l'Eglise, qui avait une quinzaine de " centres " dans toute l'Italie. Elle fut arrêtée en 1984 et par la suite condamnée pour associations de malfaiteurs, escroquerie, séquestration de personne, abandon de malades, exercice abusif de la profession médicale.

<sup>3</sup> Le cas de la secte de David Koresh, avec ses 84 morts de Waco, Texas; le suicide / homicide de 64 adeptes du Temple du Soleil de Luc Jouret; le suicide en 1997 à San Diego, Californie, de 39 appartenants à la secte technologico-esoteriste Heaven's Gate.

Constitutionnelle en 1981<sup>4</sup>. Le juge constitutionnel, en se basant sur l'article 25 de la Constitution italienne qui impose à la loi pénale de déterminer les incriminations avec des contours précis, avait déclaré l'article 603 (plagio) du code pénal italien inconstitutionnel. Il s'agissait effectivement d'un article assez peu précis et qui laissait une place trop grande place à l'arbitrarité absolue du juge, car cet article pouvait s'appliquer à tout fait qui impliquait une dépendance psychique d'une personne à une autre, dépendance qui pouvait être de nature sentimentale, religieuse, idéologique etc.

Deuxièmement, le système italien prévoit une liberté totale des confessions religieuses devant la loi<sup>5</sup> et offre même la possibilité d'ententes entre l'Etat et les confessions religieuses<sup>6</sup>. De plus l'article 20 de la Constitution italienne garantit aucune limitation législative pour les associations ou les institutions de nature religieuse, et prévoit même des avantages de nature fiscale. Se pose donc la question de définir, un mouvement, une association, un groupe comme confession religieuse.

Afin de mieux cerner le système juridique italien actuel, nous proposons un aperçu des deux récents documents concernant le phénomène sectaire et les nouveaux mouvements religieux : le rapport du ministère de l'intérieur italien et l'arrêt du 8 octobre 1997 de la Cour de Cassation italienne sur l'Eglise de la Scientologie.

### **A. L'activité du Ministère de l'Intérieur sur les sectes religieuses et les nouveaux mouvements religieux : la prévention plutôt que la répression.**

Le premier recensement italien des religions alternatives date de 1994 et est issu du Ministère de l'Intérieur italien. Selon ce rapport, 366 sectes officielles sont présentes sur le territoire national. Mais les chiffres qui concernent les différents mouvements non officiels sont bien plus inquiétants : 800 entre sectes et cultes divers concentrés essentiellement entre Turin, Rome et les villes de la Venetie.

Enorme est aussi le chiffre d'affaires : tous les ans entre objets, potions, cours et autres activités les italiens dépensent 1000 milliards de liras.

Mais c'est au début de 1998 que le Ministère de l'Intérieur lance le signal d'alarme sur les sectes et les nouveaux mouvements religieux. Plus de 80.000 adhérents dans 137 groupes bien structurés et organisés. Ce long rapport<sup>7</sup> a été envoyé à la commission des affaires constitutionnelles de la Chambre de Députés. Ce rapport de police s'efforce de fournir non pas seulement un fichier analytique du phénomène sectaire en Italie, mais aussi de cerner des

---

<sup>4</sup> Cour Constitutionnelle, arrêt n.96 du 09/04/1981, Giustizia Penale 198, I, p.226 et les nombreux articles en la matière.

<sup>5</sup> Article 8 de la Constitution italienne.

<sup>6</sup> Idem, le système des ententes, qui garantit une reconnaissance évidente de la nature de confession religieuse a commence à être utilisé seulement récemment (en dehors de la religion catholique) à partir des années 80. Pour un panorama actuel voir en annexes.

<sup>7</sup> Voir en annexes le texte du rapport.

questions de nature sociologique, historique et bien évidemment en matière pénale. Il est intéressant de noter que le rapport provient de la Direction Centrale de la Police de Prévention. Cela nous démontre bien que le Ministère de l'Intérieur Italien avoulu faire savoir<sup>8</sup> qu'il existe un recensement et un contrôle du territoire et que l'on veut intervenir notamment au niveau de la prévention plutôt que celui de la répression. Dans le cadre de cette étude nous préférons porter notre attention surtout sur l'introduction, sans nous arrêter sur la plus ample partie du rapport qui fait une classification des mouvements présents sur le territoire italien.

L'introduction présente le phénomène des nouveaux mouvements religieux en Italie en précisant qu'à côté de certaines réalités qui se sont adaptées pacifiquement et sans problèmes, il existe un certain nombre de mouvements qui ont causé des réactions de méfiance, voire de rejet. Comme nous l'avons déjà remarqué, le rapport trouve aussi sa justification " dans l'alarme sociale croissante " liée à l'approche de l'an 2000 et les troubles possibles que des groupes incontrôlés pourraient faire en occasion des célébrations liées à l'année du Jubilé: " il est devenu nécessaire d'examiner le phénomène et de vérifier l'existence conséquente d'un danger pour l'ordre et la sécurité ou d'éventuels autres aspects d'intérêt pour la police ".

Il est mis en évidence que, s'il est vrai qu'en Italie existe la liberté de religion, au sens de l'article 8 de la Constitution italienne, les statuts que les confessions religieuses, autres que celle catholique ont le droit de se donner, " ne contrastent pas les institutions juridiques ". De plus si " quiconque a le droit de professer librement la propre foi religieuse en n'importe quelle forme, individuelle ou associative, et de faire propagande, d'exercer le culte en privé ou en public "<sup>9</sup> il est impératif qu'il ne s'agisse pas de rites contraires à l'ordre public.

## 1. Terminologie et classification :

Après avoir remarqué les énormes difficultés d'une recherche exhaustive en la matière, le rapport propose une approche sur la terminologie et sur la classification des mouvements.

En ce qui concerne la **terminologie** le rapport propose une analyse sur le terme " secte ", tout en affirmant que dans le langage actuel ce terme a finalement une connotation négative<sup>10</sup> et que les experts en la matière préfèrent utiliser les expressions " **nouveaux mouvements religieux** " et " **nouveaux mouvements magiques** ".

Le législateur italien n'a jamais voulu donner une définition précise de **religion**, et dans la constitution italienne le terme religion n'apparaît jamais : on préfère les expressions de " confession religieuse " et " profession de foi ". Actuellement pour qualifier une organisation comme **confession religieuse** (question importante, comme nous l'avons vu, pour pouvoir bénéficier d'importants avantages et/ou exonérations d'ordre fiscal), le seul critère utilisable

---

<sup>8</sup> Même si le texte du rapport est considéré comme confidentiel au regard des chiffres, des noms figurent notamment dans la deuxième partie du dit rapport, celle qui concerne le recensement véritable du phénomène sectaire.

<sup>9</sup> Article 19 de la Constitution italienne.

<sup>10</sup> Il est toutefois intéressant d'observer que le rapport de dédaigne pas d'utiliser le terme sectes à plusieurs reprises.

et celui du juge constitutionnel<sup>11</sup> qui affirme que la nature de “ confession religieuse ” peut découler de indices suivants :

- ✓ · l’existence d’une entente avec l’Etat (article 8 de la Constitution);
- ✓ · des formes de reconnaissance/existence précédentes;
- ✓ · une “ autoqualification ” expresse dans le statut;
- ✓ · une commune considération.

Dans cette première partie du rapport se manifeste la difficulté évidente de se démêler dans les problèmes liés à la définition de religion dans une société comme la société italienne où il n’existe plus une idée de religion d’Etat et où le récent afflux d’immigration apporte dans la culture italienne de nouvelles croyances et de nouvelles formes du sacré. Il est donc nécessaire d’établir des critères afin de ne permettre à personne de commettre des actes contraires à la loi au nom d’une “ religion ”.

En ce qui concerne la **classification**, le rapport se consacre à une tentative de catalogage des nouveaux mouvements religieux, sur la base d’éléments de nature historique, plutôt que sur des considérations d’ordre sociologique (comme une structure organisée, hiérarchique - un leader charismatique - un prosélytisme agressif...).

Cette classification distingue :

- ✓ des mouvements occidentaux d’innovation, sur lesquels se concentrent les principales accusations de déstructuration mentale et d’enrichissement au dépens de ses adeptes. On les définit aussi comme les *psichosectes* ou *auto religions*;
- ✓ des mouvements de dérivation chrétienne, classifiés en cinq groupes différents (voir le Rapport en annexe). Le rapport manifeste une attention particulière sur trois groupes (messianique, syncrétistes et les fausses églises) à cause des agissements de certains “ prophètes - messies ”.
- ✓ des mouvements d’inspiration orientale, dans lesquels on trouve certains groupes comme la *Soka Gokkai*, qui utilisent des rituels très différents des confessions d’origine, ou comme les *Anada Marga* ou les *Oranges* qui ont fait l’objet de poursuites pénales dans d’autres pays, mais en Italie n’ont, jusqu’à présent, jamais posé aucun problème.

Dans le rapport on sépare ces groupes, qui ont une référence plus ou moins éloignée d’une notion de religion, de ceux que l’on considère les **nouveaux mouvements magiques**. Ces derniers sont similaires au précédents mais attribuent un sens quasiment instrumental avec une dimension transcendentale. Dans ces groupes, l’on trouve des mouvements en relation directe avec l’occultisme, la magie, le satanisme, les groupes néo païens, le New Age etc.

Toutes ces classifications semblent assez exhaustives car elles permettent de s’orienter dans un panorama très étendu et en perpétuelle évolution, sans pour autant poser une ligne de démarcation rigide, notamment entre religion et magie.

---

<sup>11</sup> Cour Constitutionnelle, arrêt n° 195 du 19/4/1993.

## 2. Implications pénales

Après s'être arrêté sur des considérations en matière de terminologie et de classification, le rapport aborde " les dangers possibles et les implications pénales liées à l'activité de certains mouvements ". Ces implications pénales peuvent se manifester, selon les auteurs du rapport, de plusieurs façons :

*a) L'utilisation, afin de recruter des nouveaux adeptes et de maintenir ceux qui le sont déjà, de moyens de fascination et du lavage du cerveau ou toute autre méthode pour limiter la liberté d'auto-détermination.*

Il est prouvé, selon ce rapport, grâce à beaucoup de témoignages et de nombreuses enquêtes de police judiciaire, que certains mouvements (notamment les " psycho-sectes ") utilisent des techniques bien connues<sup>12</sup> pour détourner les systèmes de défense des personnes en les " portant vers un comportement absent de toute critique, ainsi qu'à une obéissance aveugle ".

Après avoir rappelé que le code pénal italien ne prévoit plus le délit de plagio<sup>13</sup>, le Rapport met en évidence que, en dehors du délit d'abus d'incapable (en France l'abus de faiblesse), une personne, avec un caractère faible et influençable, mais juridiquement capable, pourrait être dépourvue de toute protection pénale contre toute forme de conditionnement mental. En effet, même si le Code pénal prévoit en l'article 661, une infraction concernant l'abus de la crédulité du peuple, cette infraction est conçue comme une simple contravention, et ne suffirait pas pour garantir une fonction efficace de prévention-répression.

*b) L'intérêt à l'enrichissement matériel des leaders charismatiques par l'extorsion d'argent et la vente de marchandises et de services divers (séances de thérapie et cours de perfectionnement...).*

On veut attirer l'attention sur ceux qui utilisent la nature religieuse d'un groupe, seulement comme prétexte pour accumuler de l'argent, grâce notamment aux dispositions législatives concernant les exonérations fiscales prévues par la loi italienne pour les confessions religieuses.

Certes, la Cour de Cassation (voir ci-après) à propos de l'affaire sur l'Eglise de Scientologie a reconnu qu'une activité organisée systématique et même agressive de vente de biens et de services peut ne pas laisser préjuger sur le caractère de confession religieuse. Cela ne doit pas être un obstacle à d'éventuelles enquêtes d'office de la part de la police judiciaire et de l'inspection des finances.

Par contre, les agissements de certains " gourous " peuvent être bien plus difficilement sanctionnés. Notamment en cas d'escroqueries, même prouvées, il y a souvent des problèmes de procédure liés à l'absence de plainte de la part des victimes, qui difficilement admettent le fait d'avoir été escroqués<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> Le rapport décrit le processus du conditionnement de la pensée: isolement, endoctrinement, maintien.

<sup>13</sup> Cour Constitutionnelle, arrêt cité n.96 du 09/04/1981.

<sup>14</sup> Voir notamment les statistiques du téléphone " antiplagio " italien.

*c) Cacher, derrière une apparence respectable, des comportements immoraux ou des conduites illicites.*

En principe, le thème de la moralité de citoyens seuls ou en association, ne concerne pas le droit pénal. D'éventuels actes de simple immoralité qui touchent la vie privée des individus ne doivent pas être pénalement sanctionnés. De plus, en Italie il n'existe pas le *cult crime model*, le prototype anglo-saxon du délit rituel. Toutefois la liberté d'agir d'une façon immorale trouve sa limite pénale quand cette immoralité se traduit dans des actes précis qui sont prévus en tant que délits par la loi, comme par exemple l'outrage à la pudeur, le viol, la pédophilie. En plus, si un groupe de personnes, unies entre elles par la même profession de foi, s'unissent pour réaliser des délits, dans ce cas précis peut être appliqué les incriminations de nature associative, telle que l'association de malfaiteurs<sup>15</sup>.

Il faut noter que jusqu'à présent aucun mouvement n'a été définitivement condamné pour des délits de cette nature. Des initiatives judiciaires contre des groupes sataniques<sup>16</sup> se sont conclues avec la relaxe de prévenus, ou sont en voie de définition<sup>17</sup>. Au regard, encore une fois, de l'Eglise de Scientologie, même si une récent arrêt de la Cour de Cassation du 8/10/1997, que nous verrons par la suite, lui est assez favorable, le Rapport nous rappelle que la procédure à l'égard de ce mouvement n'est pas encore terminée<sup>18</sup>, et que les arrêts précédents l'accusaient d'être une véritable association de malfaiteurs.

*d) Le développement de doctrines fortement irrationnelles qui pourraient pousser des adeptes à des comportements déviés et dangereux pour la sécurité publique.*

Le rapport exprime une forte préoccupation pour les agissements des groupes qui voient en l'an 2000, une échéance ultime, une telle crainte trouve une explication dans les manifestations prévues en Italie pour l'année du Jubilé, car c'est une occasion unique de se faire connaître par des gestes de nature éclatante.

*e) La poursuite d'objectifs différents de ceux déclarés, voire la mise en place de projets de déstabilisation.*

S'il existe des groupes qui ont une finalité non seulement spirituelle, mais aussi politique, il ne semble pas qu'en Italie actuellement ils possèdent, pour le moment une structure et des moyens pouvant constituer un véritable danger.

---

<sup>15</sup> Article 416 du Code pénal.

<sup>16</sup> Le procès contre les *Enfants de Satan Lucifer*

<sup>17</sup> Le parquet de Syracuse a ouvert une procédure contre inconnus pour connaître les raisons d'un suicide d'un supposé membre d'une secte satanique locale.

<sup>18</sup> En effet, la Cour de Cassation a cassé avec renvoi.

Même l'omniprésente Eglise de Scientologie ne serait pas un danger en ce sens, bien qu'elle ait une ramification internationale et que dans certains pays comme l'Allemagne et la France elle soit considérée comme une véritable menace pour les institutions démocratiques.

La deuxième et troisième parties du Rapport comprennent des fiches sur 70 nouveaux mouvements religieux et magiques classifiés selon le schéma de l'introduction. En réalité ces 70 fiches " ...sont seulement une description de certains groupes actifs sur le territoire national (p.15) ". Le rapport note que les autorités de police font une oeuvre de monitoring sur 137 groupes, et que les 70 fiches veulent proposer non pas une liste détaillée des groupes et sous groupes, mais ont pour objectif principal de donner un panorama global du territoire italien.

## **B. La jurisprudence italienne sur l'Eglise de la Scientologie**

### **1. La jurisprudence du premier et second degré**

L'affaire relative à l'Eglise de Scientologie est emblématique et révélatrice de l'énorme série de problèmes que le phénomène des nouveaux mouvements religieux pose à un Etat laïque et démocratique, notamment en ce qui concerne les critères qui peuvent déterminer une notion de confession religieuse ou de secte. L'Eglise de Scientologie - qui se présente comme un mouvement religieux, un lieu de cure, fait des adeptes avec des modalités typiquement commerciales. D'un côté, elle a parfois obtenu les privilèges fiscaux prévus par la loi italienne pour les confessions religieuses, de l'autre coté, elle a été accusée d'association de malfaiteurs et aussi condamné pour escroquerie.

Comme c'est le cas dans d'autres pays, en Italie, il existe de nombreuses décisions sur ce mouvement<sup>19</sup>, mais trois décisions sont particulièrement importantes. Les activités de l'Eglise de Scientologie ont été minutieusement examinées par quelques unes des plus importantes juridictions italiennes notamment celles de Rome, de Turin et de Milan et enfin par la Cour de Cassation.

Le 28 Janvier 1997, dans un arrêt définitif, la **Cour d'appel de Rome** a considéré l'Eglise de Scientologie comme une " philosophie religieuse appliquée ". Contrairement à la décision de première instance, la Cour d'appel a jugé que la vente de services rémunérés était encore " intrinsèquement inhérente au but religieux institutionnel de l'organisation " et n'a pas remis en cause son statut religieux.

**Le Tribunal de Turin**, dans un autre arrêt du 29 Mars 1996 lui aussi devenu définitif, a relaxé 21 scientologues poursuivis pour dix chefs d'accusation pour fraude fiscale, essentiellement pour avoir revendiqué le statut religieux d'exonération fiscale à propos d'une organisation non-religieuse. Le procès a duré 10 ans et la décision a comporté une longue discussion sur le statut de l'Eglise de Scientologie.

---

<sup>19</sup> Pour de plus amples détails voir les articles de M.Introvigne sur le site [www.cesnur.org](http://www.cesnur.org).

En critiquant une décision de 1993 de la Cour d'appel de Milan, le Tribunal de Turin a observé que les juges ne peuvent pas éviter la question de la définition de la religion, puisque “ la loi italienne accorde un certain nombre de droits et de privilèges aux organisations religieuses, sans aucunement définir ce qu'est une organisation religieuse. ” Les juges turinois ont également relevé que “ demander à de simples juges (qui ne sont certainement pas des experts en matière religieuse) de statuer en ce domaine pourrait sembler irréaliste ”, car “ même parmi les experts, il n'y a pas une définition de la religion acceptée par tous ”.

Toutefois, parmi les définitions possibles, le tribunal en a choisi une, qui définit la religion comme “ un système de relations entre les êtres humains et le sacré, où les hommes ressentent et savent qu'ils dépendent du sacré et cherchent à l'atteindre par une forme de culte ou d'adoration ”. A l'issue d'une discussion approfondie, le tribunal a conclu que l'Eglise de Scientologie est bien une religion selon cette définition, quoique peut-être une religion “ synchrétique ”, “ hédoniste ” ou même “ païenne ”. Selon les juges turinois, l'Eglise de Scientologie est une religion même si elle n'est pas une église puisque le nom d'église devrait être préférablement “ réservé aux communautés partageant les valeurs de la tradition chrétienne ”.

**La Cour d'appel de Milan** était parvenue à une conclusion différente. En réformant un arrêt de première instance favorable à l'Eglise de Scientologie, le 5 Novembre 1993, les juges milanais avaient déclaré un certain nombre de scientologues coupables de divers délits, tous prétendument commis avant 1981, sans se préoccuper de la question de savoir si ce mouvement était une religion.

Par décision du 9 Février 1995<sup>20</sup>, la Cour de Cassation italienne a cassé la décision milanaise de 1993 avec renvoi, en demandant à la Cour d'appel de réexaminer si l'Eglise de Scientologie n'était pas en réalité une religion. Par arrêt du 2 Décembre 1996, la Cour d'appel de Milan a obtempéré, mais a décidé que l'Eglise de Scientologie n'était pas une religion. Les scientologues milanais pouvaient donc être condamnés notamment pour association de malfaiteurs, dans un arrêt très souvent cité dans les controverses internationales sur les sectes.

Comme leurs homologues turinois, les juges d'appel milanais ont relevé qu' “ il n'existe pas de définition législative de la religion ” et que “ nulle part dans la loi [italienne], on ne trouve d'éléments utiles pour distinguer une organisation religieuse d'autres groupes sociaux ”.

Cependant, parmi un certain nombre de définitions possibles, les juges milanais en ont choisi une qui définit la religion comme “ un système de doctrines centrées sur la supposition de l'existence d'un Etre Suprême, qui a une relation avec les hommes, ces derniers ayant à Son égard un devoir d'obéissance et de vénération ”. D'autres critères fondés sur la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle italienne étaient pris en considération, mais ils étaient nettement accessoires par rapport à la définition principale.

## 2. La décision de la Cour de Cassation

Le 8 Octobre 1997, la Cour de Cassation a également cassé la décision milanaise de 1996, de nouveau avec renvoi (ce qui signifie qu'une autre chambre de la Cour d'appel de Milan devrait réexaminer les faits de l'affaire).

---

<sup>20</sup> Voir en Annexes.

La Cour de Cassation a considéré la définition théiste de la religion par les juges milanais comme “ inacceptable ” et “ erronée ”, parce qu’elle était “ uniquement fondée sur le paradigme des religions bibliques ”. Une telle définition exclurait le Bouddhisme, dont la principale organisation italienne, l’Union Bouddhiste Italienne, a été reconnue en Italie comme “ confession religieuse ” depuis 1991. Le bouddhisme, selon la Cour de Cassation, “ n’affirme certainement pas l’existence d’un Etre Suprême et, en conséquence ne propose pas une relation directe de l’être humain avec Lui ”.

Il est vrai, observe la Cour de Cassation, que “ le fait qu’un groupe se définisse lui-même comme religieux ne suffit pas à le faire reconnaître comme une véritable religion ”. La décision milanaise de 1996 citait la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle italienne et sa référence à l’ “ opinion commune ” pour décider si un groupe est une religion. Toutefois, l’opinion commune à retenir, selon la Cour de Cassation, est plutôt “ l’opinion des spécialistes ” que l’opinion publique. Cette dernière est normalement hostile aux minorités religieuses et, de plus, difficile à appréhender : on se demande, relève la Cour de Cassation, “ par quel moyen les juges milanais ont pu avoir connaissance de l’opinion publique de l’ensemble de la communauté nationale ”.

D’un autre côté - selon la Cour de Cassation - la plupart des universitaires semblent préférer une définition de la religion suffisamment large pour inclure l’ Eglise de Scientologie et, lorsqu’ils sont interrogés, certains d’entre eux concluent que l’ Eglise de Scientologie est bien une religion, car elle a pour but “ la libération de l’esprit humain par la connaissance de l’esprit divin qui réside en chaque être humain ”.

La décision de 48 pages de la Cour de Cassation a également examiné certains des arguments avancés (notamment par les juges milanais en 1996) pour dénier à la Eglise de Scientologie le statut de religion. Cinq arguments principaux sont discutés.

En premier lieu, les critiques se fondaient sur des éléments tels que l’Eglise de Scientologie est “ syncrétique ” et ne propose aucune “ croyance ” réellement “ originale ”. Ceci est dénué de pertinence, répond la Cour de Cassation, car le syncrétisme “ n’est pas rare ” parmi les véritables religions et de nombreuses confessions chrétiennes récemment établies présentent de très rares “ caractères propres ” lorsqu’on les compare à des confessions plus anciennes.

Deuxièmement, il est prétendu que l’Eglise de Scientologie est présentée aux adeptes potentiels du prosélytisme comme étant une “ science ” et non comme étant une “ religion ”. La Cour de Cassation répond que, au moins depuis l’époque de Thomas d’Aquin, la théologie chrétienne affirme être une science. D’un autre côté, une science affirmant aboutir à des résultats non empiriques tels qu’ “ une connaissance de Dieu ” (ou la constatation que “ les êtres humains sont des dieux ”) est peut-être de la “ mauvaise science ”, mais elle est “ intrinsèquement religieuse ”.

Troisièmement, les critiques font référence à d’anciens membres qui affirment que l’Eglise de Scientologie n’est pas une religion mais seulement une façade pour cacher des activités criminelles. La Cour de Cassation se demande comment il est possible de savoir si l’opinion d’anciens membres mécontents est représentative et digne de considération. D’autres anciens membres ont, en effet, comparu comme témoins de la défense, et de toute façon, le nombre d’anciens membres de la Eglise de Scientologie semble être assez important.

Quatrièmement, des textes de L. Ron Hubbard, fondateur de la secte en question, et d'anciens responsables italiens semblent impliquer que l'objectif de base de la Eglise de Scientologie est de faire de l'argent. L'importance accordée à l'argent dans ces textes est, selon la Cour de Cassation, " excessive ", mais elle " apparaît peut-être bien moins excessive si nous considérons la manière dont l'Eglise catholique Romaine s'est procurée de l'argent dans le passé ". Ces dernières observations, selon la Cour de Cassation, confirment que les services rémunérés sont plus répandus au sein des religions que les juges milanais de 1996 ne semblaient le croire.

En ce qui concerne l'Eglise de Scientologie, la Cour de Cassation a poursuivi en observant que les textes les plus " troublants " sur l'argent ne constituent qu'une partie minime de l'énorme production littéraire d'Hubbard (qui comprend " environ 8.000 ouvrages ") ; et qu'il s'agissait essentiellement de lettres circulaires ou de bulletins à l'intention " des responsables des finances et de la structure économique, non pas destinés aux membres moyens ". Même si l'on devait conclure que l'activité essentielle de la Eglise de Scientologie est la " vente " de la Dianétique, ceci ne signifierait pas, selon la Cour de Cassation, que l'Eglise de Scientologie ne soit pas une religion.

Quel est, en fait, le but ultime de " la vente de la Dianétique et de l'Eglise de Scientologie " ? La Cour de Cassation estime qu'il n'existe pas de preuve que de telles " ventes " soient organisées pour le seul bénéfice personnel des dirigeants. Si elles constituent un outil de " prosélytisme ", le fait de faire de l'argent ne représente qu'un objectif intermédiaire. L'objectif ultime est le " prosélytisme " et ce but " pourrait difficilement être plus caractéristique d'une religion ", même si " selon la stratégie du fondateur [Hubbard], la conversion de nouveaux membres est recherchée et organisée grâce à la vente et à la livraison de la Dianétique et de la Eglise de Scientologie ".

Une cinquième objection discutée par la Cour de Cassation est que l'Eglise de Scientologie n'est pas une religion puisqu'il était établi, dans l'affaire de Milan elle-même, qu'un certain nombre de scientologues étaient coupables de " techniques de ventes frauduleuses " ou avaient abusé de clients particulièrement faibles, lors de la vente de la Dianétique ou de la Scientologie. Ces activités illégales, observe la Cour de Cassation, devraient faire l'objet de poursuites, mais il n'est pas démontré qu'elles représentent au plus que " des activités déviantes occasionnelles " d'un certain nombre de responsables et de membres de la branche milanaise " sans portée générale " sur la nature du mouvement.

La décision de la Cour de Cassation italienne de 1997 relative à la Eglise de Scientologie comporte l'une des discussions les plus importantes - à ce jour et au niveau international - sur la manière dont les tribunaux peuvent appliquer les lois existantes leur imposant apparemment de décider si un groupe spécifique est, ou n'est pas, une religion. Elle considère que le défaut de définition juridique de la religion en Italie (et ailleurs) " n'est pas le fait du hasard ". Toute définition deviendrait rapidement dépassée et, en fait, restreindrait la liberté religieuse. Il vaut bien mieux, selon la Cour de Cassation italienne, " ne pas limiter avec une définition, toujours restrictive par nature même, le domaine plus large de la liberté religieuse. " La religion est un concept en constante évolution et les tribunaux ne peuvent l'interpréter que dans le cadre d'un contexte historique et géographique spécifique, en tenant compte de l'opinion des experts.

En définitive, en matière de religion, l'absence d'une définition, si d'une part, peut être critiquée car elle entraîne un manque de clarté ou de précision de la loi, d'autre part, cela permet de ne pas fixer d'une façon rigide un concept dynamique par sa nature même.

Lorsque l'on examine ces décisions, deux impressions subsistent. La première est que les juges sont vraiment perplexes et quelque peu perturbés lorsqu'on leur demande de définir la religion et qu'en même temps la loi ne leur fournit aucun critère. L'opinion exprimée en 1997 par la Cour de Cassation italienne selon laquelle il est préférable de ne pas avoir de définition juridique, de façon à permettre une plus grande liberté religieuse, n'est apparemment pas partagée par de nombreuses autres juridictions soucieuses du respect du principe de légalité.

En second lieu, il est difficile d'éviter l'impression d'une application sélective de certains critères en fonction du résultat souhaité, celle-ci étant elle-même gouvernée par la conviction préalable qu'un mouvement mérite protection ou sanction. Certes le fait reste qu'après onze ans, une double condamnation en appel pour association de malfaiteurs, un double renvoi de la part de la Cour de Cassation, grâce aussi à d'habiles et célèbres avocats de la défense<sup>21</sup>, le procès contre l'Eglise de Scientologie semble infini. A ce propos, l'actuel Président de la Chambre des Députés, Monsieur Luciano Violante commentait que " le délit de *plagio* devrait être réintroduit pour la seule affaire de la Scientologie<sup>22</sup> ”.

De plus, le fait que le débat se soit concentré sur la nature de confession religieuse de l'Eglise de Scientologie et sur l'éventuelle application des incriminations concernant l'association de malfaiteurs, a fait perdre de vue les délits individuels qui, selon de nombreux juges, ont été commis au cours de son activité<sup>23</sup>.

## Conclusion

Contrairement à ce qui s'est passé en France<sup>24</sup> et en Belgique<sup>25</sup>, il n'existe en Italie de véritables rapports parlementaires sur la question sectaire, ni une structure organisée comme l'Observatoire français sur les sectes, ni encore un projet d'une mission interministérielle sur cette question. Les raisons de ce choix peuvent être multiples, mais essentiellement nous soutenons la thèse qui veut l'approche italienne plus souple notamment par rapport aux autres

---

<sup>21</sup> L'avocat Giuliano Spazzali et l'ancien ministre de la justice et garde des sceaux Alfredo Biondi.

<sup>22</sup> Il fut par la suite victime d'un battage diffamatoire sur les principaux quotidiens italiens; le management de Scientology acheta des espaces publicitaires où était reporté sa photo en le décrivant comme semeur de haine.

<sup>23</sup> Voir G. Long, *Il caso Scientolgy: confessione religiosa o associazione per delinquere*, en *Diritto Penale e Processo*, 1998, n.4, p.489

<sup>24</sup> Assemblée Nationale, Les sectes en France. Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les sectes, Les Documents d'Information de l'Assemblée Nationale, Paris 1996.

<sup>25</sup> Chambre des Représentants de Belgique, Enquête parlementaire visant à élaborer une politique en vue de lutter contre les pratiques illégales des sectes et le danger qu'elles représentent pour la société et pour les personnes, particulièrement les mineurs d'âge, 2 voll., Chambre des Représentants de Belgique, Bruxelles 1997.

pays européens<sup>26</sup>. D'une part, le rapport du Ministère italien ne propose pas vraiment une liste détaillée des sectes. D'autre part, il ne prend pas position contre ce phénomène. Certes, une structure de police ne pourrait pas se permettre une position nette, notamment dans le cadre des dispositions italiennes en la matière.

Il est toutefois incontestable que la lecture approfondie des deux principaux documents, objets de la présente étude montre **certaines lacunes du système législatif italien**:

- ✓ premièrement (les policiers italiens le font discrètement relever), le vide laissé par l'abrogation de l'article 603 concernant le délit de plagio doit être rapidement comblé. Si ce délit a été déclaré inconstitutionnel par manque de clarté-précision, cela ne veut pas dire qu'il soit inexistant. Le rapport affirme que le conditionnement mental existe bien et que *de iure condendo* est en discussion la possibilité d'introduire une incrimination concernant l'agression à la liberté psychique<sup>27</sup>.
- ✓ deuxièmement l'approche italienne qui préfère la prévention à la répression, ne peut être laissée seulement dans les seules mains du Ministère de l'Intérieur. Il serait souhaitable la mise en place d'une structure permanente d'observation du phénomène sectaire.

Reste le fait que le ou les phénomènes sectaires posent de véritables problèmes à tout Etat démocratique, problèmes dans lesquels la liberté et la sécurité se chevauchent. Dans le débat qui s'est tenu en 1984 au Parlement Européen sur la Résolution sur une action commune des Etats Membres en la matière<sup>28</sup> il avait été noté que "...si nous repoussons la motivation Cottrell<sup>29</sup> les sectes auront gagné et se glorifieront de leur victoire. Si par contre nous l'approuvons, nous aurons violé le principe de liberté de religion et aurons rendu l'Europe un peu moins libre..<sup>30</sup>". La Résolution fut approuvée et heureusement la liberté de religion n'est pas disparue en Europe. Il faut cependant éviter le recours à des normes de droit *ad hoc*, instrument qui peut certes offrir une voie rapide et efficace<sup>31</sup> mais risque de piétiner le

---

<sup>26</sup> Voir la discussion sur le point 18 de l'ordre du jour de la 54ème session de la Commission de Droits de l'Homme des Nations Unies, qui s'est tenue à Genève du 16 mars au 24 avril 198. On a loué la position plus tolérante de l'Italie vers les minorités religieuses, par rapport aux autres pays.

<sup>27</sup> Voir notamment sur cette question F.Coppi, *Plagio*, en Enciclopedia del Diritto, XXXIII, Milano, 1983; G. Raymondi, *Considerazioni sulla colpa cosciente e sul dolo eventuale con particolare riferimento ai c.d. culti emergenti*, en *Giurisprudenza di merito*, 1987, II, p.421; M.C.Del Re, *Riti e crimini del satanismo*, Milano, 1996, p.139 " *En accueillant les instances qui moi aussi je soutient du projet pour un nouveau code pénal italien, le plagio, le lavage du cerveau le conditionnement psychique doivent être sanctionnée sous la typologie juridique plus précise de l'agression à l'intégrité psychique, agression qui peut se pratiquer avec des moyens chimiques, chirurgiques et psychiques* "

<sup>28</sup> Parlement Européen. Résolution approuvée le 22/5/1984, en JOCE n.C172 du 2/7/1984 sur " *une action commune des Etats Membres de la Communauté Européenne contre les différentes infractions à la Loi par les récentes organisations qui oeuvrent en se cachant derrière la liberté de religion* "

<sup>29</sup> Du nom du parlementaire européen qui présenta la résolution.

<sup>30</sup> Député Nyborg, discussions du Parlement Européen, séance du 22/5/1984 n.1-314/46.

<sup>31</sup> M.L. Jordan, *Aproximation al tema de las sectas pseudo religiosas*, en *Dimnsiones Juridicas del Factor Religioso*, Murcia 1987, p.266.

libre choix de l'individu<sup>32</sup>. Une application correcte et ponctuelle du droit existant, tout en comblant les lacunes laissées par le Juge constitutionnel italien en 1981, est suffisant pour garantir en Italie une sanction efficace contre les agissements des personnes ou des mouvements qui auraient des comportements illicites, sans pour autant parler de répression systématique.

---

<sup>32</sup> I.C. Ibàn, *Nuovi Movimenti Religiosi. Problemi giuridici*, en *Diritti dell'uomo e Libertà dei gruppi religiosi*, sous la direction de Silvio Ferrari, Padova 1989.

## C. Annexes

### **1. Sectes religieuses et Nouveaux Mouvements Magiques, Rapport de la Direction Centrale Police de Prevention - Département de la Sécurité Publique – Ministère de l'Intérieur Italien.**

*Vives remerciements au G.R.I.S. (Gruppo di Ricerca e di Informazione sulle Sette), et tout particulièrement au Prof. Ferrari du siège central de Bologne, pour nous avoir gentiment mis à disposition une copie du rapport.*

#### INDICE

##### INTRODUZIONE

Le radici del fenomeno e l'allarme sociale  
Distinzioni terminologiche e classificazioni  
Pericoli e possibili implicazioni penali nell'attività di alcuni movimenti  
Il problema delle stime numeriche

##### I - NUOVI MOVIMENTI RELIGIOSI

Movimenti Profetici  
Movimenti messianici  
Sincretismi Cristiani  
False chiese  
Gruppi orientalisti fondati da "guru" italiani  
Movimenti per lo sviluppo del potenziale  
Eglise de Scientologie- Dianetica

##### II - NUOVI MOVIMENTI MAGICI MOVIMENTI ESOTERICI ED OCCULTISTICI

Gruppi iniziatici, fraternità universali, ordini pitagorici  
Ordini Rosicruciani  
Gruppi gnostici  
Gruppi dediti a magia cerimoniale

##### SPIRITISMO

##### CULTI UFOLOGICI

##### NEOPAGANESIMO E NEW AGE

##### SATANISMO E LUCIFERISMO

##### MINISTERO DELL'INTERNO

##### DIPARTIMENTO DELLA PUBBLICA SICUREZZA

##### DIREZIONE CENTRALE POLIZIA DI PREVENZIONE

## SETTE RELIGIOSE E NUOVI MOVIMENTI MAGICI IN ITALIA

Febbraio 1998

### INTRODUZIONE

#### 1. LE RADICI DEL FENOMENO E L'ALLARME SOCIALE

Negli ultimi decenni, in tutto il mondo occidentale si è assistito al proliferare di piccoli gruppi o vere e proprie comunità organizzate ispirate a forme di religiosità nuove, esotiche e comunque alternative rispetto alle confessioni tradizionali, oppure a dottrine di tipo magico.

Molte sono state le spiegazioni formulate al riguardo da sociologi, psicologi ed antropologi: la diffusa aspirazione a stabilire un contatto con la realtà trascendente più diretto e genuino di quello consentito nelle grandi chiese, ritenute, per molti aspetti, eccessivamente gerarchizzate e burocratizzate; il tentativo di recupero della dimensione misteriosa dell'esistenza, inesplorata dalla scienza moderna; la continua ricerca di valori assoluti, in opposizione al relativismo imposto dalla continua trasformazione dei sistemi sociali.

Anche in Italia, nazione poco avvezza per tradizione storica al pluralismo religioso, risultano essersi moltiplicate, con imprevedibile rapidità, forme associative, più o meno strutturate, dedite a culti di vario tipo o asseritamente depositarie di conoscenze segrete e verità universali.

La loro integrazione si è quasi sempre realizzata senza particolari traumi; anzi, è progressivamente cresciuto il numero delle persone che, pur continuando a professare la fede cattolica, hanno aderito ad alcune credenze particolarmente suggestive e costituenti l'humus culturale comune a quasi tutte queste formazioni (la reincarnazione, la presenza latente, in ogni essere umano, di facoltà medianiche o parapsicologiche, l'efficacia di alcuni rimedi terapeutici "naturali", la veridicità delle previsioni astrologiche, la possibilità di propiziare o scongiurare attraverso determinate pratiche, eventi desiderati o temuti). Tuttavia, soprattutto in tempi più recenti, non sono mancate reazioni di rigetto; e una parte della pubblica opinione nazionale, dalla curiosità iniziale, si è talvolta attestata su posizioni che vanno dalla prudente diffidenza all'insofferenza aggressiva.

Le motivazioni di tale mutamento di tendenza sono facilmente intuibili.

In primo luogo, non si è ancora attenuata l'eco di alcuni atti riconducibili ad espressioni di cieco fanatismo e follia distruttiva, come gli agghiaccianti suicidi di massa compiuti dagli adepti di alcune congregazioni<sup>1</sup> e lo sciagurato attentato perpetrato a Tokyo dai seguaci della setta Aum Shinriki<sup>2</sup>.

Contemporaneamente, l'informazione mediatica ha sempre più spesso richiamato l'attenzione sui pericoli insiti nell'espansione di alcune compagini settarie, accusate di plagiare subdolamente i propri affiliati e di perseguire finalità illecite.

Di conseguenza, soprattutto in vista dell'anno giubilare, si è ormai diffuso il timore che singoli o gruppi incontrollati, in preda a qualche sacro delirio ed attribuendo un particolare significato simbolico allo scadere del secondo millennio, possano rendersi responsabili di atti cruenti o comunque di gravi devianze.

A fronte del crescente allarme sociale, si è quindi ravvisata la necessità di esaminare il fenomeno e verificare la correlata esistenza di un concreto pericolo per l'ordine e la sicurezza o di eventuali altri aspetti d'interesse ai fini di polizia.

Infatti, se in base al dettato costituzionale “tutte le confessioni religiose sono libere di fronte alla legge” (art. 8), è necessario che i rispettivi statuti “non contrastino con l’ordinamento giuridico”; e inoltre, se “tutti hanno diritto di professare liberamente la propria fede religiosa in qualsiasi forma, individuale o associata, di farne propaganda e di esercitarne in privato o in pubblico il culto” (art. 19), è pur sempre imprescindibile che “non si tratti di riti contrari al buon costume”.

Questo Ufficio ha pertanto avviato un’ampio monitoraggio sul variegato panorama delle sette italiane, avvalendosi della collaborazione delle dipendenti strutture periferiche, i cui rilevamenti costituiscono la base del presente studio, finalizzato a discernere i fondamenti storici ed i presupposti dogmatici delle dottrine propugnate dalle varie congregazioni, per capire se nel messaggio trasmesso, nei fini perseguiti e nei metodi adoperati, si ravvisino aspetti antiggiuridici o antisociali.

L’impresa, però, si presenta assai ardua: bisogna districarsi in mezzo ad una nebulosa di formazioni, sia strettamente “localizzate” che di respiro internazionale, sia uniche ed originali che mere filiazioni o emanazioni di grandi movimenti, caratterizzate in genere da un’estrema fluidità e dalla tendenza a fondere e confondere insegnamenti della dottrina cristiana, principi estratti dai sistemi filosofico-religiosi orientali, nozioni elementari di psicologia transpersonale, elementi di esoterismo, occultismo e spiritismo e, soprattutto, fantasiose elaborazioni concettuali (cui, magari, si pretende di attribuire un fondamento di scientificità).

Per orientarsi appare quindi indispensabile definire in via preliminare alcuni concetti fondamentali e fissare una terminologia convenzionale.

## 2. DISTINZIONI TERMINOLOGICHE E CLASSIFICAZIONI

Nel linguaggio comune è abitudine piuttosto ricorrente denominare in maniera indifferenziata (e spesso impropria) “sette religiose ed esoteriche” tutte quelle aggregazioni di ordine relativamente recente, ispirate alla predicazione di un capo spirituale o a dottrine di tipo iniziatico, i cui principi appaiono diversi da quelli delle confessioni religiose tradizionali (Cristianesimo, Ebraismo, Islamismo, Buddismo, Induismo, Confucianesimo) e dei grandi sistemi filosofici occidentali.

Ed in effetti il termine setta, derivato dalla stessa radice del verbo latino sector (rafforzativo di sequor = seguire), originariamente indicava l’insieme dei “seguaci” di un maestro di vita o di una data scuola di pensiero (sectae, ad esempio, erano quella degli Aristotelici, degli Stoici e degli Scettici).

Successivamente, però, prevalse l’etimologia che lo ricollegava al verbo secare (= tagliare, staccare), e quindi cominciò ad essere utilizzato per indicare le congreghe di natura ereticale, distaccatesi, appunto, da una chiesa madre (come, in ambito cristiano, le sette degli Albiges, dei Catari e dei Valdesi), assumendo una valenza sostanzialmente negativa.

E’ per questo che, ad oggi, gli studiosi della materia preferiscono adoperare le espressioni “nuovi movimenti religiosi” e “nuovi movimenti magici”.

A questo punto occorre:

delimitare i concetti di religione e magia

determinare in che cosa risieda il carattere di “novità” delle fenomenologie in argomento.

Secondo un'idea abbastanza diffusa, e recepita anche nel diritto ecclesiastico, per religione deve intendersi la fede in un Essere perfetto e sovranaturale che voglia il bene degli uomini.

Una simile formulazione, ispirata alle concezioni monoteiste giudaico-cristiano-islamiche, oltre ad essere smentita dalla più recente giurisprudenza (Cassazione, sez. VI, sentenza n. 1329 dell'8.10.1997 pronunciata nell'ambito del procedimento in atto contro aderenti alla Chiesa di Scientology), non appare condivisibile nel merito, in quanto contrastante con la natura indiscutibilmente religiosa di alcune credenze che non presuppongono l'esistenza di un Essere Supremo (es. Buddismo, Scintoismo).

In realtà il legislatore italiano non ha mai dato una precisa definizione di religione, in quanto, stante la complessità e polivalenza della nozione, elaborare una formula precostruita avrebbe potuto pregiudicare l'ampia libertà assicurata in materia di culto dalla Costituzione; nella quale, non a caso, il sostantivo "religione" non compare mai, essendosi adoperate in sua vece le espressioni "confessione religiosa" (art. 8) e "professione di fede" (art. 19).

Per individuare quali strutture sociali siano giuridicamente qualificabili come confessioni religiose (questione rilevante anche ai fini della loro ammissione a particolari benefici ed esenzioni di carattere fiscale), l'unico criterio attualmente disponibile è quello fornito dal giudice costituzionale nella sentenza n. 195 del 19.4.1993, laddove si esplicita che la natura di confessione religiosa può essere desunta dai seguenti indici:

- la sussistenza di un'intesa con lo Stato ex art. 8 Costituzione;
- i "precedenti riconoscimenti pubblici";
- l'autoqualificazione espressa nello statuto;
- la "comune considerazione".

Dal punto di vista sociologico, invece, il concetto di religione può essere esplicitato come "relazione esistente tra l'uomo ed il sacro, inteso come realtà trascendente che supera il mondo fisico".

La religione, in pratica, intende fornire risposte ultime ai quesiti esistenziali dell'Uomo, mettendolo in contatto con la dimensione sovranaturale.

Neanche tale formulazione, però, appare del tutto esaustiva; è stato acutamente evidenziato che la religione presuppone qualcosa di più che vaghe linee di tendenza, ed in particolare richiede anche una struttura stabile, una gerarchia ed un rituale che consenta e controlli la ripetizione delle stesse esperienze.

Ed è proprio sul diverso livello organizzativo che si fonda la distinzione, elaborata da alcuni sociologi anglosassoni, tra:

- client cults, costituiti dall'insieme di coloro che hanno contatti diretti, sia pure occasionali, con soggetti che offrono, gratuitamente o a pagamento, "prestazioni" di un certo tipo (guaritori, maghi, indovini, medium, consulenti spirituali);

- audience cults, formati dall'uditorio che circonda alcuni personaggi dotati di una certa notorietà, che comunicano le loro idee in maniera impersonale attraverso libri, conferenze e trasmissioni televisive;

- cult movements, ovvero i movimenti religiosi veri e propri.

Per quanto attiene i caratteri sostanziali che differenziano i "nuovi movimenti religiosi" (o sette religiose in senso "tecnico") da quelli tradizionali, una corrente minoritaria di pensiero, pretende d'individuare nel "proselitismo aggressivo" e nella forte intolleranza

verso il credo altrui; ma, a ben vedere, questi aspetti possono rinvenirsi anche in alcune religioni tradizionali o nelle rispettive correnti scismatiche ed integraliste.

Secondo altri, invece, in tali compagini risulta prevalente l'aspetto carismatico; nascono intorno agli insegnamenti di un leader, s'infoltiscono con il crescere della sua personale notorietà e si sciolgono alla sua morte.

Se questo è vero (quasi, ma non sempre) per alcuni piccoli gruppi profetico-messianici, in molti altri casi anche dopo la scomparsa del fondatore il movimento sopravvive e magari continua a crescere.

Meglio argomentata appare la tesi che, basandosi su un'analisi storica, preliminarmente distingue tra:

- movimenti d'innovazione occidentali
- movimenti di derivazione cristiana
- movimenti d'ispirazione orientale.

Il primo gruppo è formato dai "movimenti per lo sviluppo del potenziale" (self-improvement), detti anche "psicosette" o "autoreligioni", spesso basati su pretesi fondamenti scientifici, che promettono ai partecipanti purificazioni, illuminazioni, incrementi di capacità.

Sono queste, peraltro, le "sette" che appaiono degne di maggiore attenzione, in quanto principalmente su di esse si accentrano le accuse di "destrutturazione mentale" e d'indebito arricchimento ai danni degli affiliati.

La loro "novità" attiene proprio la data recente della rispettiva comparsa; si sono infatti formati tutti nell'ultimo trentennio.

Diversamente accade nell'ambito dei movimenti "di derivazione cristiana", ove, assumendo l'epoca della Riforma come cesura nella storia della cristianità, tra i numerosi "non conformisti cristiani" si considerano "nuovi" quelli che intendono andare oltre le stesse posizioni dei padri del Protestantismo (Lutero e Calvino) proprie delle chiese evangeliche riformate, ritenute ancora troppo vicine all'ortodossia cattolica.

In tali contesti, si badi bene, la "parentela" con il Cristianesimo è spesso assai lontana e si limita alla condivisione di alcune tematiche veterotestamentarie, mentre cambiano completamente le concezioni teologiche, le visioni escatologiche, i precetti e le liturgie, tanto che si parla anche di "sette cristiane".

A questa categoria, piuttosto affollata, appartengono:

movimenti "apocalittico-millenaristi", convinti dell'imminenza della fine del mondo (profetizzata nell'Apocalisse, ovvero la rivelazione dell'apostolo Giovanni), prima della quale, però, Cristo tornerà sulla terra ed instaurerà, insieme con tutti i giusti (vivi o risorti nella circostanza) un regno destinato a durare per un periodo di mille anni (cd. "Millennio felice"). Una simile prospettiva accomuna avventisti e restituzionisti; gruppi Antipapisti e Scismatici; gruppi profetico-messianici; sincretismi cristiani; "false chiese".

Quelli riportati nei primi due punti non evidenziano elementi d'interesse ai fini del presente studio, sebbene siano spesso oggetto di critiche per la forte avversione dimostrata nei confronti delle chiese cristiane maggioritarie, l'intensa e spesso talvolta invadente opera missionaria (il famoso "porta a porta"), il pervicace rigetto di numerose regole e convenzioni, che ne accentua il distacco dal restante corpo sociale, ed alcune caratteristiche piuttosto singolari della loro dottrina e ritualità.

A quelli citati nei punti 3, 4 e 5, invece, si ritiene opportuno riservare un approfondimento, atteso che i vaneggiamenti di alcuni profeti-messia destano ragionevoli

perplessità, mentre su alcuni gruppi (in particolare il paraguayano Popolo di Dio) circolano notizie alquanto preoccupanti.

In dettaglio si tratteranno anche alcune “false chiese”.

Per quanto attiene, infine, i culti d'ispirazione orientale, che pure rappresentano una parte assai consistente del fenomeno settario nel suo insieme, la questione appare più complessa, potendosi individuare tre tipologie:

- movimenti creati da occidentali suggestionati dalla cultura orientale;
- movimenti considerati giù nuovi nel paese in cui sono sorti ed importati in Occidente da maestri orientali intenzionati a proporre messaggi tipici della propria tradizione (in proposito si parla anche di “missioni” indiane o giapponesi);
- gruppi orientalisti fondati da “guru” italiani.

I primi due tipi, che pur appaiono connotati da dottrine e pratiche rituali spesso molto distanti dalle confessioni di origine (basti pensare al buddismo della Soka Gakkai, basato sul Sutra di Loto, che la massima autorità buddista sulla terra, il Dalai Lama, non riconosce) ed alcuni dei quali, in certi paesi, sono stati perseguiti penalmente (Ananda Marga, Arancioni di Raineesh), in Italia non hanno mai dato adito a rilievi di sorta; esuleranno, quindi, dalla nostra analisi.

Saranno invece oggetto di esame i gruppi orientalisti nostrani, in cui facilmente possono “mimetizzarsi”, ribattezzandosi con nomi esotici e accreditandosi come “guru”, personaggi ambigui o con intenzioni truffaldine.

Dalla religione, intesa come esperienza del sacro ricercata per se stessa (ierofonia), va tenuta distinta la magia, come esperienza di potere (cretofania) destinata a migliorare la condizione di chi la pratica.

Di conseguenza i cosiddetti “movimenti magici”, pur apparendo sociologicamente simili a quelli “religiosi”, appaiono caratterizzati dal significato diverso e quasi strumentale attribuito al rapporto con la dimensione trascendente.

In pratica, assumendo come punto di partenza l'inesplicabile, perseguono un'elevazione spirituale o più concretamente il potere di travalicare i limiti imposti all'uomo dalle leggi fisiche, mediante:

- il graduale apprendimento di un sapere antico, tramandato all'interno di segrete confraternite e riservato a pochi iniziati, che contempla formule per influenzare l'ordine degli eventi (esoterismo, occultismo, magia iniziatica e cerimoniale, satanismo);
- la comunicazione con entità non divine, ma comunque sovrumane (spiritismo e culti ufologici);
- il contatto diretto con le forze occulte e con le energie vitali della natura, che consentirebbe di ritrovarsi “in armonia con l'Universo” (neopaganesimo e New Age).

L'aggettivo “nuovi” riferito a questi gruppi assume un valore meramente “cronologico”, come già per i movimenti “di sviluppo del potenziale”, identificando quelli che sono diventati visibili nella loro forma presente a partire dalla seconda guerra mondiale.

In conclusione è bene ribadire che tutte le terminologie e classificazioni finora esposte non vanno mai intese in senso assoluto, bensì come riferimenti di massima per orientarsi nel

panorama sterminato e sempre mutevole di quello che gli studiosi chiamano il cultic milieu, ovvero il mondo delle sette.

In questo settore, infatti, non esistono linee di demarcazione nette; e sono frequenti i casi in cui l'esperienza religiosa e quella magica (secondo i significati sopra attribuiti alle parole "religione" e "magia") sono congiunte o sovrapposte, rappresentando diversi aspetti di una stessa concezione della vita.

### **3. PERICOLI E POSSIBILI IMPLICAZIONI PENALI NELL'ATTIVITA' DI ALCUNI MOVIMENTI**

Indipendentemente da ogni possibile considerazione sulla fondatezza delle molteplici accuse rivolte alle sette nel loro complesso, ai fini di polizia interessa verificare, osservando l'operato dei singoli gruppi, la rilevanza penale e la conseguente perseguibilità di particolari pratiche, nonché l'atteggiamento d'indifferenza o di rifiuto rispetto ai principi su cui si fonda la convivenza civile, che può manifestarsi negli aspetti di seguito analizzati:

**a) L'utilizzo, allo scopo di reclutare nuovi seguaci e mantenere quelli già "caduti nella rete", di meccanismi subliminali di fascinazione e del cosiddetto "lavaggio del cervello" (brainwashing) o altri consimili metodi atti a limitare la libertà di autodeterminazione del singolo.**

E' un dato ormai acquisito, sulla scorta delle testimonianze prestate da molti fuoriusciti, ma anche di accertamenti condotti da organi di polizia giudiziaria, che taluni movimenti (specialmente le "psicosette"), sia nella fase di proselitismo che in quella d'indottrinamento degli adepti, ricorrono a sistemi scientificamente studiati per aggirare le difese psichiche delle persone irretite, inducendole ad un atteggiamento acritico e all'obbedienza cieca.

Questo risultato si otterrebbe imponendo un percorso articolato in tre tappe:

#### **ISOLAMENTO:**

Allontanamento dalla comunità sociale e dal contesto familiare, per indurre la perdita di ogni altro punto di riferimento;

Senso di superiorità, per spezzare tutti i rapporti precedenti

Bomba di affettuosità ("love bomb"), per rinsaldare il senso di appartenenza al gruppo

Rimozione della privacy, per impedire l'esame personale

Obbligo del conferimento al gruppo di tutti i propri averi, per indurre dipendenza finanziaria

#### **INDOTTRINAMENTO:**

Rigetto sistematico ed aprioristico dei vecchi valori

Sottoposizione a letture di difficile comprensione

Incoraggiamento all'obbedienza cieca, al senso gerarchico ed all'aprobabilità

Richiesta di conformità a codici di vestiario, per accentuare l'idea della diversità da tutti gli altri

Senso del mistero, della partecipazione ad un disegno insondabile

Uso di preghiere o formule ripetitive, che riducono il senso critico

MANTENIMENTO:

Attività fisica prolungata, impegno mentale continuo e privazione del sonno, accompagnati da un'alimentazione poco equilibrata per creare uno stato di affaticamento (che inibisce la ribellione) e di reattività agli stress emozionali

Deresponsabilizzazione, per scoraggiare iniziative personali

Pressione psicologica costante da parte degli altri membri, per evitare improvvisi ripensamenti

Induzione di senso di colpa e paura di punizione in caso di dubbi e pensieri negativi

Abitudine ad usare un linguaggio criptico, per rendere più difficile la comunicazione con l'esterno

Occorre però rammentare che nel nostro codice penale, nonostante de iure condendo si discuta sull'opportunità d'introdurre la fattispecie "aggressione alla libertà psichica", non è più previsto il reato di plagio (L'art. 603 del codice penale, che lo contemplava (chiunque sottopone una persona al proprio potere, in modo da ridurla in totale stato di soggezione...) è stato dichiarato costituzionalmente illegittimo con sentenza della Corte Costituzionale del 9/4/1981 n. 96) .

Pertanto, quest'opera di "condizionamento mentale", quand'anche rivolta a soggetti caratterialmente deboli ed influenzabili, ma "capaci" in senso giuridico, potrebbe non essere perseguibile in termini di legge ove non si dimostri il ricorso a tecniche ipnotiche e suggestive, a somministrazione di sostanze alcoliche o stupefacenti, a minaccia o altra forma di violenza.

**b) L'interesse, più che all'arricchimento spirituale degli adepti, a quello materiale dei capi carismatici (spesso soggetti truffaldini o mossi da intenti meramente speculativi), che si realizza attraverso l'esazione di contributi, condotta con metodiche aggressive, e la vendita di merci (libri, oggetti di culto, talismani) e servizi vari (in genere sedute psicoterapeutiche e "corsi di perfezionamento").**

Ben diversa è l'ipotesi che la stessa natura religiosa del gruppo sia un mero pretesto per introitare denaro, usufruendo di esenzioni fiscali; infatti, se pur lo svolgimento di un'attività organizzata, sistematica e "aggressiva" di raccolta fondi, nonché la vendita di beni e servizi, non pregiudicano da sé il riconoscimento del carattere di confessione religiosa, come peraltro sostenuto dalla Corte di Cassazione a proposito della Chiesa di Eglise de Scientologie(Cassazione, sez. VI, sentenza n. 1329 dell'8.10.1997 pronunciata nell'ambito del procedimento in atto contro aderenti alla Chiesa di Scientology), in molti casi appaiono l'unica vera finalità del gruppo, la cui professione di fede sarebbe perciò strumentale a realizzare un utile, abusando della credulità altrui.

In tale eventualità ricorrono senz'altro gli estremi per condurre, d'ufficio, mirati accertamenti di polizia giudiziaria e tributaria.

Tuttavia, le manovre truffaldine di alcuni sedicenti “guru” (non di rado pregiudicati per vari reati, specialmente contro il patrimonio), anche quando incontrovertibilmente accertate, risultano in concreto difficilmente sanzionabili, soprattutto per mancanza di condizioni di procedibilità; è poco frequente, purtroppo, che i rispettivi “devoti” si convincano di essere stati raggirati e si decidano a sporgere formale querela.

**c) Il celare, dietro un'apparenza talora rispettabile e al di là dei fini dichiarati, comportamenti immorali o condotte illecite.**

Circa la discussa immoralità di alcuni gruppi, all'interno dei quali vige una diversa gerarchia di valori etici e conseguentemente anche una certa promiscuità e disinvoltura (se non sfrenatezza) nelle pratiche sessuali, è di tutta evidenza come si tratti di scelte e comportamenti che attengono esclusivamente la vita privata degli interessati (purché, ovviamente, avvengano in luogo privato e non coinvolgano persone non consenzienti, incapaci o minori).

Se invece risulta che un determinato gruppo di persone accomunate da una medesima professione di fede è dedito a traffici delittuosi, nessun limite si pone nel configurare i reati comuni previsti dal codice penale, ivi compresi quelli di tipo associativo; nel diritto italiano, infatti, non risulta codificato quello che i giuristi anglosassoni chiamano “cult crime model”, vale a dire il prototipo del delitto rituale, per cui i crimini connessi a manifestazioni di culto sono trattati come reati comuni a tutti gli effetti, fatte salve le valutazioni morali riferite al movente.

Sotto questo profilo, bisogna rivelare che attualmente in Italia non risultano formalmente contestati delitti di sorta a nessun movimento religioso o magico.

Alcune iniziative giudiziarie a carico di compagini sataniste si sono concluse con l'assoluzione di tutti gli imputati, mentre altre sono ancora in corso di definizione.

Anche l'ultima e più volte citata sentenza pronunciata dalla Cassazione nel procedimento (non ancora concluso) che vede coinvolta la Chiesa di Scientology, accusata di costituire una vera e propria “associazione per delinquere”, è decisamente favorevole alla setta.

E' altresì vero, però, che in un recente passato non sono mancati, anche nel nostro paese, esempi di come alcune comunità religiose o parareligiose possano costituire la copertura di attività illecite: basti pensare alla clamorosa vicenda di “Mamma Ebe” o a quella, meno nota e per certi versi ancora non del tutto chiarita, dell'inquietante “Gruppo del Rosario”.

**d) La propugnazione di dottrine connotate da elementi fortemente irrazionali, che potrebbero obnubilare gli adepti e spingerli a comportamenti devianti e pericolosi per la sicurezza pubblica.**

Per quanto riguarda la presunta minaccia rappresentata da alcune compagini, le maggiori preoccupazioni sembrano comunemente rivolte, oltre che alle congreghe sataniste, a quelle caratterizzate da due opposti modelli di atteggiamento:

una frenesia d'innovazione e trasformazione dell'ordine sociale, ritenuta necessaria per la sopravvivenza e l'elevazione spirituale del genere umano;

il convincimento dell'inellutabilità di una palingenesi universale.

Orbene, i movimenti di questo tipo, stante il respiro ecumenico del progetto perseguito (“migliorare il mondo” o, più esattamente, conformarlo alla propria utopia) tendono a coinvolgere più gente possibile ed a guadagnare consenso in ogni ambiente; difficilmente, quindi, si renderebbero protagonisti di atti che arrechino loro una fama sinistra o quantomeno una pubblicità negativa.

Uno scrupolo analogo non è invece presente in quei movimenti i cui affiliati, ritenendosi gli eletti o comunque gli unici degni di “salvarsi”, tendono a radicalizzare la propria separazione da tutti gli altri, per evitare “contaminazioni”; in questo caso è proprio il pervicace distacco dal restante corpo sociale e la “fuga” dalla dimensione ordinaria dell’esistenza che li rende disinteressati a proiezioni esterne, ivi comprese conflittualità di sorta.

Da costoro ci si possono aspettare, con maggiore probabilità, gesti anticonservativi.

Certo, specialmente nella prospettiva del Giubileo, non può escludersi in via ipotetica l’eventualità che qualche esaltato, inserito in una formazione dell’uno o dell’altro tipo e cosciente che nella circostanza l’Italia assurgerà a palcoscenico e megafono internazionale, decida di commettere un atto eclatante per lanciare un “messaggio” all’intera umanità; ma si tratta di un’incognita che in ricorrenze di tale rilievo è sempre presente, considerando che di mitomani e sconsiderati ne esistono anche, ed in percentuale non minore, all’esterno dei movimenti religiosi.

Anche da parte dei satanisti sembrano improbabili iniziative che possano renderli individuabili, considerato che il loro interesse primario è piuttosto rimanere nell’ombra e nell’anonimato, onde preparare indisturbati l’avvento dell’Anticristo, ritenuto da taluni imminente.

### **e) Il perseguimento di obiettivi diversi da quelli dichiarati, se non addirittura di piani eversivi o destabilizzanti dissimulati dal “pretesto religioso**

Particolare attenzione va riservata all’ipotesi che il fine reale di alcuni movimenti sia condurre gradualmente la società ad un nuovo assetto non solo spirituale, ma anche politico. Ovviamente un disegno così ambizioso, per apparire realisticamente perseguibile, necessita di una struttura organizzativa efficiente e ben distribuita sul territorio, di consistenti finanziamenti, e, preferibilmente, di accrediti o “aderenze” presso ambienti influenti.

Al momento, nessuno dei movimenti presenti in Italia sembra possedere tutti e tre questi requisiti; nemmeno la Chiesa di Scientology, che pure in ambito internazionale ha raggiunto una ramificazione ragguardevole, tanto che in alcuni paesi (soprattutto la Germania) è considerata una seria minaccia per le istituzioni democratiche. Bisogna tener conto, però, che molte delle nuove sette importate dall’estero hanno assunto una fisionomia affatto diversa da quella della patria di origine; ad esempio Ananda Marga, che da noi appare come uno dei tanti movimenti induisti basata sui principi dello yoga e del vegetarianesimo, in India è stata equiparata ad un’organizzazione terroristica (auspicando un governo mondiale retto dal fondatore); mentre la Soka Gakkai italiana appare molto distante (anzi, sembra sia stata addirittura “scomunicata”) dalla “casa madre” giapponese.

Di conseguenza, non può ragionevolmente escludersi che, in un prossimo futuro, alcuni gruppi possano differenziare la loro attività: ed in particolare che quelli maggiormente ambiziosi e “politicizzati” si risolvano ad esperire strategie ritenute “più incisive” per ampliare la propria sfera d’influenza, oppure che qualche leader carismatico (avvezzo ad

esercitare un potere incontrastato e “totalitario” nei confronti dei suoi fedeli, disciplinandone tutti gli aspetti della vita sociale ed individuale), decida imprevedibilmente di tentare soluzioni “forti” per imporre anche ad altri la propria “verità”.

Per questo appare importante seguire attentamente l’evolversi del fenomeno, verificando per ciascun movimento sia la consistenza numerica raggiunta, sia la coerenza dell’attività effettivamente svolta alla dottrina apertamente professata ed ai fini dichiarati.

A tal fine il presente studio è stato corredato da una descrizione di alcuni gruppi attivi sul territorio nazionale, scelti tra quelli che appaiono di maggior interesse in quanto già diffusi in altri paesi, oppure operanti solo in Italia, ma dotati di un numero rilevante di aderenti e magari di più sedi in diverse province, o ancora di dimensioni modeste e confini angusti, ma espressivi di una più ampia corrente o sintomatici di una generale tendenza.

#### **4. IL PROBLEMA DELLE STIME NUMERICHE**

Fornire dati esatti sulle dimensioni del fenomeno, quantificando le “sette” del tipo in esame presenti in Italia e specificando per ognuna la consistenza degli aderenti, è alquanto difficile, stante l’eterogeneità delle fonti da cui è possibile attingere informazioni, rappresentate dai movimenti stessi, dai loro fuoriusciti, dai mezzi di comunicazione di massa e dagli studiosi della materia.

Le cifre cambiano anche a seconda che ci si limiti a prendere in considerazione i soli movimenti con una certa diffusione e popolarità sul piano nazionale ed internazionale e con un seguito rilevante, oppure s’includano nel computo anche le formazioni, sia pur consistenti, di carattere esclusivamente localistico, nonché i piccoli gruppi con poche decine di affiliati.

Ovviamente tutte le ricerche e le indagini conoscitive, per quanto seriamente ed approfonditamente condotte, non possono dar conto dei fenomeni associativi “clandestini” o comunque privi di visibilità all’esterno della ristretta cerchia degli affiliati, che si riuniscono solo in private abitazioni, astenendosi da ogni forma di pubblicità e proselitismo.

Ancora più problematica è la stima delle persone effettivamente coinvolte.

Innanzitutto, anche sotto questo aspetto le proporzioni mutano in base al criterio adoperato per determinare l’ambito di riferimento.

Ad esempio, in seguito ad alcuni rilevamenti effettuati dall’ISPES sul panorama italiano delle credenze nel paranormale, nell’occultismo, nell’esoterismo e nel satanismo, è emerso che in Italia operano attivamente e si riconoscono in associazioni, sindacati e gruppi ben settantamila maghi, astrologhi, chiaroveggenti e guaritori, i cui “utenti” sarebbero addirittura milioni; ma tale censimento ricomprende tutti quelli che precedentemente sono stati definiti client cults, non limitandosi ai cult movements veri e propri.

Un’altra complicazione è poi rappresentata dalla circostanza che nei nuovi movimenti sia religiosi che magici esistono vari gradi di adesione: accanto ai vari “profeti”, “ministri di culto”, “maestri”, e “grandi iniziati”, vi sono i “membri attivi” (che seguono e finanziano tutte le iniziative del gruppo), coloro che ne condividono intimamente la dottrina, ma non vi aderiscono formalmente, ed infine i semplici simpatizzanti o curiosi.

E’ quindi intuibile che, per avere un’idea di quanti siano i seguaci di un determinato gruppo, non è sufficiente nemmeno constatare direttamente la frequentazione della relativa sede (ove esistente), ma bisogna giocoforza interpellarne i rappresentanti e portavoce, che, nella maggior parte dei casi, tendono a riferire cifre esagerate.

Anche la consultazione degli elenchi o “indirizzari” degli affiliati, quando previsti e semprechè resi disponibili, può risultare fuorviante.

Infatti, molti movimenti, specialmente tra quelli definiti “per lo sviluppo del potenziale” o “psicosette”, organizzano brevi seminari e corsi d’introduzione alle discipline insegnate, attraendo un certo numero di curiosi, con cui successivamente non avranno più alcun contatto; eppure queste persone rimangono in qualche modo “registrate” agli atti del movimento stesso ed incluse nelle statistiche volta per volta fornite dai responsabili per dimostrarne la crescita.

Paradigmatico, a riguardo, è il caso di Scientology, che dichiara oltre 27000 adepti, numero decisamente abnorme e verosimilmente raggiunto calcolando tutti coloro che, almeno una volta, si sono sottoposti al famoso “test di misurazione della personalità” gratuitamente offerto, anche per corrispondenza, al fine d’incentivare l’ingresso nell’organizzazione.

In ogni caso, qualunque statistica esprime la situazione corrispondente al momento in cui è stata compiuta, senza rendere il senso del continuo ed elevato turnover delle persone coinvolte, che, invece, si presenta come un elemento caratterizzante delle aggregazioni esaminate.

Fatte salve queste premesse, ed attenendosi ai criteri di classificazione indicati nei paragrafi precedenti, si può tracciare un quadro d’insieme che renda in maniera approssimativa le dimensioni del fenomeno, secondo quanto emerso dai rilevamenti compiuti dalle Questure negli ultimi due anni:

#### NUOVI MOVIMENTI RELIGIOSI

TIPOLOGIA	GRUPPI	ADERENTI
Movimenti per lo sviluppo del potenziale	15	8500
Movimenti di matrice cristiana	31	45000
Movimenti occidentali con tendenze orientaleggianti	5	500
Gruppi orientalisti sorti in Italia	7	500
Culti orientali importati in Occidente	18	24000
TOTALE	76	78500

#### NUOVI MOVIMENTI MAGICI

TIPOLOGIA	GRUPPI	ADERENTI
Movimenti esoterici ed occultistici	18	1200
Spiritismo	4	150
Culti ufologici	2	50
Sette satanico-luciferine	9	200
Movimenti neopagani e New Age	28	3000
TOTALE	61	4600

I dati sopra forniti, da interpretarsi, ovviamente, tenendo in debito conto la prospettata difficoltà di un censimento esaustivo, possono essere altresì compendiate nei seguenti grafici, che illustrano anche la distribuzione delle singole componenti sul territorio nazionale.

#### NUOVI MOVIMENTI RELIGIOSI

Movimenti di matrice cristiana	40%
Culti orientali importati in occidente	24%
Movimenti per lo sviluppo del potenziale	20%
Gruppi orientalisti sorti in Italia	9%
Movimenti occidentali con tendenze orientaleggianti	7%

#### NUOVI MOVIMENTI MAGICI

Movimenti neopagani e New Age	45%
Movimenti esoterici ed occultistici	30%
Sette satanico-luciferino	15%
Spiritismo	7%
Culti ufologici	3%

#### MOVIMENTI PROFETICI

In ambito cristiano il profetismo è da sempre un fenomeno piuttosto diffuso e, in certa misura, persino tollerato dalle Chiesa Cattolica e Protestante.

Numerosissimi, infatti, risultano i profeti-veggenti ed i profeti-guaritori che, ai margini di alcune comunità parrocchiali, raccolgono un discreto seguito di devoti o quantomeno di “clienti” affezionati.

Nella maggior parte dei casi, si presentano come semplici “mediatori” tra i fedeli e Dio e le “rivelazioni” che asseriscono di ricevere nel corso delle proprie esperienze mistiche non si discostano troppo dagli insegnamenti della chiesa di origine.

Pertanto, anche quando intorno ad essi si formano aggregazioni che adottano particolari liturgie, non può parlarsi di fenomeni di nuova religiosità, bensì di semplici momenti di “risveglio” o “revival” nell’ambito della confessione di appartenenza.

Nell’esperienza italiana è altresì piuttosto frequente che questi personaggi, lungi dall’avventurarsi in speculazioni dottrinali (spesso al di là della loro portata), si dedichino ad esercitare pretese qualità taumaturgiche ed a compiere (o promettere) azioni miracolose dietro versamento di oboli sostanziosi, con cui danno vita ad organizzazioni parareligiose capaci di raggiungere un numero apprezzabile di affiliati.

Tuttavia, vi sono anche casi in cui la figura carismatica del “profeta” assume un profilo quasi sovranaturale, tanto che all’interno del gruppo l’esperienza di fede si risolve nel contatto personale con lui; ed è molto facile, a questo livello, che vengano elaborate teologie eterodosse, da cui emergono movimenti con caratteristiche affatto originali.

#### MOVIMENTI MESSIANICI

Il “messia” si differenzia dal profeta perché, a differenza di quest’ultimo, si proclama non semplice intermediario, ma diretta incarnazione della divinità (di una persona della Trinità cattolica o di un altro principio divino).

La distinzione, tuttavia, non è sempre così netta; non è raro, infatti, che alcuni profeti, raggiunta una certa notorietà, dichiarino la propria discendenza divina o siano considerati messia dai propri seguaci.

### SINCRETISMI CRISTIANI

L'incontro tra la spiritualità cristiana ed altre tradizioni religiose extraeuropee ha prodotto importanti movimenti sincretistici (dalla santeria cubana al vudù haitiano; dalle religioni afro-brasiliane, come il candomblè di Bahia e la macumba di Rio, allo spiritismo umbanda; dai recenti messianismi sudamericani ad alcuni peyotismi amerindi; dagli ashram indiani ai riti kekesi paupasiani), che però raramente si sono propagati all'esterno dello Stato o della regione di origine.

In Italia, in seguito ai massicci flussi migratori degli ultimi anni, si riscontrano tracce di sincretismi nigeriani (prevalentemente riconducibili a piccoli gruppi di etnia yoruba) ed ivoriani, la presenza di un movimento tipico della tradizione settaria filippina ed un gruppo messianico paraguayano.

### FALSE CHIESE

In Italia i ministri di culto, oltre che godere per legge di alcune prerogative ed esenzioni, sono di solito oggetto di una riverente fiducia e come tali spesso si ritrovano destinatari di donazioni e lasciti; per questo, probabilmente, alcuni soggetti truffaldini hanno ritenuto un affare vantaggioso autoproclamarsi primati e arcivescovi di chiese ortodosse, esibendo allo scopo false credenziali.

### GRUPPI ORIENTALISTI FONDATI DA "GURU" ITALIANI

La concezione che gli insegnamenti di una religione orientale possano essere validamente partecipati soltanto da un maestro originario dei luoghi ove la stessa è storicamente sorta, in quanto gli occidentali convertiti, per quanto immedesimati, rimarrebbero troppo condizionati dalla propria origine, sembra ormai largamente superata.

Non mancano, infatti, anche in Italia, guru occidentali di nascita e di formazione, sia pur ribattezzati con i nomi più esotici, che riescono a condensare un discreto numero di discepoli.

### MOVIMENTI PER LO SVILUPPO DEL POTENZIALE

I movimenti per lo sviluppo del potenziale umano, ovvero le cosiddette psicoseite, rappresentano una novità tutta occidentale, ove intuizioni psicanalitiche, proposizioni morali, metodologie pretenziosamente scientifiche, rivelazioni iniziatiche e pratiche liturgiche si condensano in esperienze di carattere filosofico-religioso, che prescindono, nella maggior parte dei casi, dalla credenza in un Essere Supremo e da speculazioni escatologiche.

Il comune denominatore di queste aggregazioni, diffuse per lo più sotto forma di centri psicoterapeutici, istituti di ricerca e scuole di formazione, è il proposito di aiutare l'Uomo a scoprire il "Sé profondo" ed a sfruttare appieno le proprie potenzialità inesprese, raggiungendo uno stato di equilibrio psichico e di efficienza fisica che gli consenta di liberarsi per sempre dai condizionamenti mentali, dalle malattie e dall'infelicità.

Il più delle volte, per ottenere il risultato previsto, è richiesta la frequentazione di appositi "corsi" a pagamento (piuttosto onerosi) o addirittura la devoluzione di tutti i propri beni al gruppo ed un impegno a tempo pieno nelle attività dallo stesso organizzate.

Sono comunemente ritenute le sette più pericolose e capaci di operare una "destrutturazione mentale" negli adepti, conducendoli spesso alla follia ed alla rovina economica; per cui sono molto spesso definite anche "culti distruttivi".

## EGLISE DE SCIENTOLOGIEDIANETICA

L'organizzazione di Eglise de Scientologienacque nel 1954, con l'apertura delle prime "chiese" a Los Angeles e ad Auckland (Nuova Zelanda), per iniziativa dell'ex scrittore di fantascienza Lafayette Ron Hubbard; seguirono, un anno dopo, le sedi di Washington e New York.

In breve furono aperti "istituti dianetici" (la dianetica è sia una terapia psicanalitica che una filosofia religiosa) e missioni della Chiesa madre in tutto il mondo; attualmente la setta è presente in 107 paesi e dichiara 8 milioni di seguaci.

Il suo staff permanente sarebbe composto da 13000 persone, di cui una parte, avendo fatto voto di servire in eterno la causa, compone la Sea Org, una comunità con caratteristiche monastiche e militari (cosiddetta perché tra il '66 e il '75 i membri avevano adottato uniformi della marina e si servivano, come luoghi di ritiro religioso, di alcuni battelli).

La sede centrale della "Church of Eglise de ScientologieInternational" attualmente è situata in 6331 Hollywood Boulevard, suite 1202, Los Angeles, ed è guidata dal "Reverendo" HEBER C. JENTZSCH; ma il quartier generale della struttura operativa è a bordo della nave "Freewinds".

La Scientologia non si fonda su una "rivelazione", ma su una ricerca: superando l'opposizione tra fede e ragione, si colloca nella prospettiva della conoscenza delle cose spirituali e materiali, risalendo all'autentica natura dell'essere, tanto che è stata anche definita una sorta di "buddismo tecnologico".

Il suo obiettivo non è dunque la salvezza intesa come "perdono dei peccati" ed asceti spirituale, ma la sopravvivenza improntata sul programma biologico di purificazione, che consente all'individuo di liberarsi dalle distorsioni mentali, causa di condotte aberranti (tra cui la tossicodipendenza e la criminalità, curate nei centri "NARCONON" e "CRIMINON" strettamente collegati alla "Chiesa" vera e propria) e di sviluppare al massimo il proprio potenziale.

Il problema è che completare questo programma di purificazione costa cifre elevatissime; ecco perché, al di là delle finalità ufficialmente dichiarate, il vero fine della setta appare l'esercizio di un'attività speculativa in danno di persone sprovviste, come peraltro si evidenzia anche in alcuni scritti del fondatore.

In particolare, la tecnica di reclutamento degli scientologisti consiste nel sottoporre indifferenziatamente a chiunque voglia "prendere coscienza dei propri reali problemi" un test gratuito di "misurazione della personalità", rappresentato da un questionario formato da circa duecento domande "rivelatrici" (in realtà mirate a conoscere meglio gli aspetti caratteriali dei loro interlocutori); dopodiché, individuati i soggetti più influenzabili, li convincono a "curarsi", sottoponendosi a sedute di auditing.

In questa fase, attraverso il racconto delle esperienze traumatiche corrispondenti ai vari engrammi, i "pazienti" finiscono per confessare particolari intimi della vita privata, che successivamente potranno essere adoperati contro di loro come strumenti di ricatto.

Coloro che decidono di proseguire la terapia, sono indotti a frequentare corsi di dianetica sempre più onerosi, durante i quali sono sottoposti a stress fisici (lavori logoranti, diete ipervitaminiche e ipoproteiche) e psicologici (letture forzate, pressioni ed intimidazioni) per ridurli in uno stato di totale soggezione, attuando il sistema di "condizionamento mentale".

Drammatiche testimonianze di fuoriusciti e di congiunti delle persone ancora coinvolte, evidenziano come, seguendo questo percorso, molti individui si siano completamente alienati dai rapporti familiari, sociali e professionali, sperperando tutti i propri averi e conducendo uno stile di vita assolutamente sregolato per seguire i dettami dell'organizzazione, fino a riportare danni fisici e manifestare vere e proprie turbe nel comportamento, culminate talvolta in gesti anticonservativi.

Insieme con gli aspetti descritti, la caratteristica del movimento che desta maggiore preoccupazione è la sua ambizione a creare una "democrazia scientologica" su base planetaria (progetto "planet clear"), il cui presupposto necessario è la purificazione di tutti gli individui; ove tale obiettivo fosse realizzato almeno all'80%, non ci sarebbe più bisogno di elezioni e dibattiti politici, in quanto gli individui non aberrati non potrebbero che approvare "provvedimenti sensati".

A chiunque si opponesse, rifiutando di diventare clear, e dimostrando così una personalità "opprimente" e tendenzialmente criminale, sarebbe negato lo status di cittadino, affinché non possa nuocere; inoltre, gli sarebbe vietato di sposarsi e generare figli.

L'instaurazione di questo nuovo ordine etico, sociale e giuridico, che assicurerebbe "totale libertà" in cambio di "totale disciplina", è perseguita, oltre che con un'intensa attività di proselitismo, attraverso una sistematica e progressiva opera di "infiltrazione" nell'economia e negli apparati statali; molte, infatti, sono le società commerciali sotto il controllo di Scientology, ed in alcuni paesi sono risultati affiliati alla setta amministratori e funzionari pubblici.

Per realizzare i suoi piani Eglise de Scientologie dispone di mezzi finanziari ingenti (grazie soprattutto al denaro introitato, attraverso i corsi di dianetica, dalle numerose "missioni" della "Chiesa" sparse in varie nazioni) e di un efficiente apparato organizzativo, strutturato in forma rigidamente gerarchica e ramificato nei seguenti settori:

Religious Technology Center (RTC = Centro Tecnologico Religioso), collocato al vertice della piramide;

Direzione Internazionale, che rappresenta il livello di comando più alto dopo l'RTC ed è responsabile sia dell'elaborazione di strategia e piani tattici per tutti gli altri settori, sia del coordinamento delle attività di gestione. Comprende l'International Financial Office (IFO = Ufficio Finanziario Internazionale) ed il Watchdog Committee (WDC = Comitato di Controllo), un organo ispettivo responsabile del funzionamento dei singoli gruppi direttivi, che a sua volta si avvale della Commodore's Messengers Org (CMO) per acquisire le informazioni necessarie a determinare i compiti istituzionali, e dell'International Network of Computer Organized Management (INCOMM = rete internazionale di gestione informatizzata); settore Eglise de Scientologie (Org. Classe IV) Sea Org. Flag Command Bureau (FCB = Ufficio Direttivo Flag), che si occupa di assicurare che ogni singola organizzazione o gruppo attui i piani della Direzione Internazionale. Dallo stesso dipendono:

il Flag Bureau (FB = Ufficio Flag), sovraordinato al Continental Liason Office (CLO = Ufficio di Collegamento Continentale cui fanno riferimento i vari Flag Operations Liason Offices (FOLO = Uffici Operativi di Collegamento Flag);

il settore Eglise de Scientologie Missions International (SMI), da cui dipendono le missioni di Eglise de Scientologie dei vari paesi;

il World Institute of Eglise de Scientologie Enterprises (WISE = Istituto Mondiale delle Imprese legate a Scientology)

l'Association for Better Living and Education (ABLE = Associazione per il miglioramento della vita e dell'Istruzione), che si occupa delle questioni sociali e gestisce i centri NARCONON e CRIMINON;

settore Celebrity Centers, addetto alla gestione di lussuosi centri sportivi, dietetici ed estetici, ove sono gratuitamente ospitati i V.I.P. che accettano di fare da testimonials all'organizzazione (per citare i più famosi: gli attori Tom Cruise e la moglie Nicole Kidman, nonché John Travolta e Kristie Alley; il cantante Michael Jackson e la moglie Lisa Presley; il musicista jazz Check Corea);

Citizens Commission on Human Rights (CCHR = Commissione per la violazione ai diritti dell'Uomo), gruppo di studio che edita pubblicazioni in cui si contestano i presunti abusi della psichiatria ufficiale e di converso di negano i maltrattamenti cui sono sottoposti i pazienti nei centri di riabilitazione dianetici;

Golden Era Productions (Produzioni Età dell'Oro), settore deputato alla produzione di audiovisivi propagandistici ed esplicativi;

Office of Special Affaires (OSA = Ufficio per le Questioni Speciali), il temibile "servizio segreto" dell'organizzazione.

Forte di questa mastodontica organizzazione, Eglise de Scientologienon solo resiste a tutte le critiche mosse, ma spesso contrattacca i suoi detrattori e quanti investigano sulle sue attività, sommergendoli di cause per diffamazione (in ciò assistita dai migliori avvocati disponibili sulla piazza), e, si sospetta, ricorrendo anche a metodi estremamente spregiudicati, se non assolutamente illegali; ad esempio scavando nella loro vita privata, onde individuare eventuali peccati e debolezze che li rendano ricattabili, o rendendoli oggetto di anonime minacce, molestie ed azioni di sabotaggio ai danni delle rispettive proprietà.

In realtà non è mai emersa alcuna certezza in senso giuridico che tali atti siano riconducibili all'organizzazione; ma è un fatto indiscutibile che le persone critiche nei suoi confronti sono esposte ad una serie di persecuzioni, simili a quello che lo stesso fondatore Hubbard, in alcune lettere di direttive interne, prescriveva di attuare nei confronti degli oppositori.

Questa tecnica sembra sia valsa ad ottenere, nonostante gli evidenti fini di lucro, il riconoscimento come organizzazione religiosa, e quindi l'esenzione fiscale, da parte dell'International Revenue Service, la massima autorità fiscale negli USA.

In pratica la "Chiesa" avrebbe raccolto, mediante investigatori privati, del materiale contro funzionari dirigenti dell'IRS, per poi intentare loro più di 50 procedimenti civili e penali, in modo da vincerne la resistenza, come poi sembra essere accaduto; ed infatti, nel 1993, ribaltando improvvisamente un consolidato orientamento negativo, quell'ufficio ha accolto le richieste della setta; peraltro, in contrasto con la prassi finora seguita di rendere pubblici gli atti dei procedimenti amministrativi, le motivazioni di tale decisione non sono ancora stati depositati.

Un'altra importante vittoria è stata ottenuta in Francia, ove, nel luglio 97, la Corte d'Appello di Lione, pur dichiarando un ex leader della setta colpevole di frode ed omicidio preterintenzionale in relazione a fatti avvenuti nel novembre 1996, ha riconosciuto che "Eglise de Scientologiepuò rivendicare il titolo di religione e sviluppare in piena libertà, nel quadro delle leggi esistenti, le sue attività, comprese quelle missionarie e di proselitismo".

In Italia il primo Hubbard Dianetics Institute è stato costituito nel 1977 a Milano; successivamente sono sorti altri centri in tutte le regioni.

In seguito a varie denunce ed esposti, più volte gli organi di Polizia si sono occupati dell'associazione, i cui responsabili di Milano, Brescia, Novara, Torino, Trieste, Udine, Pordenone, Treviso, Padova, Ravenna, Ferrara, Firenze, Roma, Catania, Cagliari, alcuni dei quali già pregiudicati per reati contro il patrimonio o in materia di stupefacenti, sono stati indagati per truffa, esercizio abusivo della professione sanitaria, commercio di specialità medicinali non registrate, circonvenzione di incapace, violazioni fiscali e valutarie.

La maggior parte dei relativi procedimenti è confluita, per competenza e connessione, presso il Tribunale di Milano, dove l'Ufficio Istruzione, che già nel novembre del 1986 aveva disposto la perquisizione e la chiusura dell'Hubbard Dianetics Institute e delle strutture ad essa collegate su tutto il territorio nazionale, con sentenza del 3.10.88 ha disposto il rinvio a giudizio di numerosi adepti.

L'organizzazione si è allora riproposta, per aggirare il divieto ad esercitare le proprie pratiche, come confessione religiosa, ribattezzandosi "Chiesa di Scientology", peraltro "autocefala" rispetto a quella americana.

Nel frattempo il 1° grado del procedimento si è concluso con la sentenza del 2 luglio 1991, che ha sostanzialmente rigettato l'ipotesi accusatoria, assolvendo la maggior parte degli imputati.

Avverso tale sentenza il Pubblico Ministero ha proposto appello ed il 5.11.1993, i giudici della 3<sup>a</sup> Sezione Penale della Corte D'Appello di Milano si sono pronunciati in senso opposto, accogliendo la tesi della pubblica accusa, secondo cui la setta costituisce un sodalizio criminale finalizzato al compimento di reati contro il patrimonio, e condannando una cinquantina d'imputati a pene oscillanti tra i 3 mesi di arresto (per i soli reati tributari) ed i 4 anni e 3 mesi di reclusione per associazione per delinquere, circonvenzione di incapace ed estorsione.

Contrariamente, il 9.2.1995 la Corte di Cassazione, su ricorso dei legali dell'organizzazione, ha annullato la sentenza, rimettendo gli atti ad altra sezione della Corte d'Appello di Milano per un nuovo giudizio; ma i giudici di rinvio, il 2.12.96, hanno confermato l'ipotesi accusatoria principale, dichiarando gli imputati colpevoli di associazione per delinquere e prosciogliendoli dagli altri reati per sopravvenuta prescrizione.

Anche questo giudicato è stato sottoposto ad impugnativa innanzi alla Suprema Corte, che l'8.10.1997, con sentenza n. 1329, ha nuovamente annullato per vizio di motivazione la pronuncia di merito, rigettando le argomentazioni con le quali era stata denegata la natura religiosa dell'organizzazione e rinviando per nuovo giudizio ad altra sezione della Corte d'Appello di Milano.

Quest'ultima decisione appare invero piuttosto innovativa, soprattutto nella parte in cui si sostiene che lo svolgimento di un'attività organizzata, sistematica e "aggressiva" di raccolta fondi non pregiudicherebbe da sé il riconoscimento del carattere di confessione religiosa, in quanto anche le religioni tradizionali "...hanno da sempre imposto ai fedeli il pagamento di oboli, ai loro primordi estesi ben oltre il valore pressoché simbolico, cui ora sono ridotti..."; ed ancora che: "... la crudezza delle metodiche adoperate... appare assai meno eccessiva ove si considerino le metodiche di raccolta dei fondi in passato adoperate dalla Chiesa cattolica... e che la vendita delle indulgenze... si fondò essenzialmente su un'insopportabile e terrorizzante enfaticizzazione delle sofferenze espiatorie riservate ai credenti nell'Aldilà..."

Così pure, per quanto riguarda la vendita di beni e servizi, che di fatto evidenzia il fine lucrativo della setta, secondo la Suprema Corte "non può avere significato alcuno, se non quello di documentare proprio l'esistenza di servizi religiosi... l'offerta ai fedeli di tali servizi

con esplicitazione dei relativi costi... Fino a qualche lustro addietro, infatti, elenchi non meno precisi e dettagliati erano notoriamente affissi alle porte di non poche sacrestie di Chiese cattoliche e informazioni del genere forniva in ogni caso al bisogno qualsiasi sacerdote richiesto di servizi religiosi...". Pertanto "dissentendo dal giudizio pregresso, pertinente il riconoscimento di attività collaterali di natura commerciale in ordine alla percezione delle quote degli iscritti ai corsi, alla vendita dei libri e pubblicazioni religiose", si è sottolineato che "tali specifiche attività sono intrinsecamente pertinenti ai fini istituzionali e religiosi, in quanto dirette a procurare l'autofinanziamento".

Oltre a conseguire piena legittimazione sul piano giuridico, i membri italiani di Eglise de Scientologie appaiono particolarmente interessati ad accreditarsi presso l'opinione pubblica nazionale ed internazionale.

L'estate scorsa, in particolare, hanno inviato all'Ambasciatore della Repubblica Tedesca, al Ministro degli Affari Esteri ed al Presidente della Commissione del Dipartimento di Stato americano sulle religioni all'estero, oltre cento lettere, in cui:

accusavano il governo tedesco di attività discriminatoria e persecutoria nei confronti della "Chiesa"; richiedono l'intervento del Ministro degli Affari Esteri affinché cessino, in nome dei diritti umani e della libertà di religione, tali atteggiamenti vessatori; rappresentano le attività socialmente utili svolte in tutto il mondo, nonché la validità delle "tecniche" adoperate nei corsi per il raggiungimento di stati di benessere psico-fisico; evidenziano il riconoscimento, in numerosi Stati, della natura religiosa dell'organizzazione e della piena liceità delle pratiche in essa svolte.

E' la prima volta che la setta, nel nostro Paese, adotta questa forma di pressione istituzionale, che del resto appare del tutto coerente con la sua strategia internazionale.

Altre iniziative sono state intraprese in varie città:

ad Ancona, il 12 settembre 1997, è stata effettuata una raccolta di firme per l'affermazione della libertà religiosa conformemente ai principi costituzionali. La programmata fiaccolata con corteo non ha però avuto luogo, in quanto gli organizzatori non avevano presentato in tempo utile il necessario preavviso;

a Ravenna, il 18 settembre successivo, la "Chiesa" ha indetto una "Crociata per la libertà, religione e rispetto dei diritti umani", nel contesto della quale è stato effettuato un corteo con fiaccolata al quale hanno partecipato una sessantina di persone.

Altre manifestazioni sono state poste in essere nei giorni 25 e 26 dello stesso mese rispettivamente a Milano e a Roma, a ridosso della conclusione del processo citato, mentre dal dicembre 1997 l'organizzazione ha avviato, nella provincia di Venezia, una campagna di propaganda all'interno di istituti scolastici.

Sulla base di quanto finora illustrato, non può escludersi che l'associazione elabori quanto prima nuove strategie per acquisire ulteriore visibilità; il tenore delle medesime sarà verosimilmente commisurato all'esito dell'ennesimo giudizio di rinvio pendente presso il Tribunale di Milano.

## MOVIMENTI ESOTERICI ED OCCULTISTICI

Nel panorama poliedrico e cangiante dell'esoterismo è difficile adottare precise categorie di riferimento; innanzitutto perché gli insegnamenti, i simbolismi ed i rituali dei grandi movimenti storici sono stati tramandati a volte intatti, a volte contaminati con elementi del tutto estranei alla tradizione originaria, snaturandone il significato ed il valore; inoltre

perché nel tempo sono sorti e continuano a proliferare una miriade di gruppuscoli che, pur attingendo spesso a formule e suggestioni piuttosto risalenti, hanno elaborato sistemi concettuali nuovi, non sempre collocabili all'interno delle scuole e correnti di pensiero individuate dagli studiosi.

In linea di massima, comunque, assumendo come parametri di qualificazione determinati concetti di base, possono riconoscersi alcune tipologie più ricorrenti.

#### GRUPPI INIZIATICI, FRATERNITA' UNIVERSALI, ORDINI PITAGORICI

Il concetto di "iniziazione", vale a dire l'ammissione dell'adepto all'interno di una ristretta cerchia di eletti depositari di un sapere occulto, negato ai più, di solito realizzata nel corso di una cerimonia segreta, caratterizza un po' tutti i movimenti esoterico-occultistici, rappresentando il distinguo più evidente dai movimenti religiosi, laddove, invece, chiunque può entrare a far parte della comunità attraverso un atto di "conversione" alla fede pubblicamente professata.

Tuttavia, mentre alcuni gruppi sembrano aver in parte rinunciato sia all'esclusività degli insegnamenti tramandati, sia alla particolare riservatezza delle formule rituali adottate nel cooptare nuovi affiliati, diffondendo un'ampia pubblicistica ed arrivando addirittura a raccogliere "iscrizioni" per corrispondenza, altri insistono su elementi di tipo misterioso.

Vi sono poi organizzazioni che, pur indicando la necessità di sottoporsi alla guida ed all'autorità gerarchica di grandi iniziati, che assumono quindi il ruolo di "maestri", propongono un cammino di perfezionamento accessibile a tutti, percorrendo il quale si può giungere a cogliere una "verità universale", precedente e superiore a tutte le religioni, su cui dovrebbe fondarsi una nuova unione "fraterna" degli uomini.

Secondo un orientamento, diffuso soprattutto nell'ambiente delle cosiddette "massonerie di frangia", il modello originario di "fraternità universale" sarebbe rappresentato dai discepoli del filosofo classico Pitagora, le cui dottrine, opportunamente rielaborate ed attualizzate, sono alla base di complesse elaborazioni concettuali che contengono nuove (e talvolta piuttosto bizzarre) visioni antropologiche e cosmologiche.

#### ORDINI ROSICRUCIANI

Tra il 1614 ed il 1616, a Kassel in Germania, vennero stampati e diffusi in forma anonima tre opuscoli (Fama Fraternitatis, Confessio Fraternitatis, Nozze Alchemiche di Christian Rosenkreutz) ove si narrava l'itinerario spirituale di un misterioso personaggio ammesso alle più alte iniziazioni, che avrebbe trasmesso la sua straordinaria conoscenza acquisita in materia di alchimia ed occultismo ad un gruppo di discepoli, fondando una società segreta.

Successivamente, nel 1626, a Parigi vennero affissi dei manifesti nei quali si annunciava che "i deputati del Collegio Principale dei Fratelli della Rosacroce" stavano invisibilmente soggiornando nella città.

A partire da quel momento e per lungo tempo, appassionati e studiosi di esoterismo hanno inseguito le tracce dei misteriosi "fratelli", la cui effettiva esistenza, però, non è mai stata comprovata.

Alcuni ritengono (ed è l'ipotesi più verosimile) che si sia trattato di un canard, una beffa letteraria partorita da un gruppo di intellettuali cristiano-protestanti che avversavano il Papato della Controriforma ed i Gesuiti (in tal senso depone la successiva identificazione

dell'autore delle Nozze Alchemiche nel pastore luterano Johann Valentin Andreae); altri ancora lo considerano un fenomeno generato all'interno delle corporazioni massoniche.

Al di là delle interpretazioni storiografiche, la leggenda dei Rosacroce era ormai nata; e da allora molti gruppi iniziatici hanno rivendicato una filiazione diretta dall'inafferrabile confraternita, dando origine agli ordini rosicruciani moderni.

### GRUPPI GNOSTICI

Secondo alcuni autori, la gnosi potrebbe essere considerata un "tertium genus" rispetto a religione e magia; l'esperienza gnoseofanica, infatti, consisterebbe in una conoscenza superiore delle realtà soprannaturali, che per se stessa consentirebbe l'accesso ai gradi più alti di coscienza.

Invero, così intesa, la gnosi rappresenta una linea di tendenza comune a tutti i movimenti magici, quantomeno sulla base della definizione di magia proposta in questa sede.

Bisogna tener conto, tuttavia, della differenza intercorrente tra la voce "gnosi antica" o meglio "gnosticismo", che in ambito cristiano identifica la dottrina condannata dalla Chiesa nei primi secoli, e lo gnosticismo moderno o neognosticismo, dottrina eclettica che attinge elementi e suggestioni dal buddismo, dal tantrismo e dall'esoterismo occidentale.

### GRUPPI DEDITI A MAGIA CERIMONIALE

Convenzionalmente al termine magia sono associati una serie di aggettivi volti ad indicare, in senso generico o specifico, il risultato cui la stessa è finalizzata; e così, accanto alle diffusissime, ma assai poco "tecniche" dizioni di magia bianca e nera, si parla anche di magia pratica, gnostica, evocatoria, della vita.

Quello che maggiormente rileva, tuttavia, è la differenza tra magia iniziatica e cerimoniale.

La prima (propria delle fraternità universali, degli ordini rosicruciani e pitagorici, dei gruppi gnostici) attribuisce massima importanza alla regolarità delle iniziazioni, all'autenticità delle cosiddette "patenti" necessarie per operare secondo determinati crismi, alla successione delle filiazioni secondo una linea di continuità; la seconda s'interessa degli effetti concretamente conseguenti all'esercizio di talune pratiche, ed all'utilizzo di specifiche formule tecniche, sia "canoniche" che individualizzate.

### SPIRITISMO

L'idea che sia possibile venire occasionalmente in contatto con uomini che non sono più sulla terra o con esseri sovranaturali, dimoranti in una dimensione ultrasensibile, è antichissima e comune a quasi tutte le religioni. Tuttavia, lo spiritismo moderno, fondato sulla convinzione che gli spiriti (anime dei trapassati o altre entità incorporee) possano essere evocati ed interrogati ricorrendo all'intermediazione di soggetti dotati di particolari facoltà o semplicemente osservando determinate procedure (come, ad esempio, la "catena delle mani" rappresentata nella foto), affonda le sue radici nel mesmerismo tardo-settecentesco, esplode come fenomeno di massa nella metà del secolo scorso con le famose esperienze medianiche delle sorelle Fox (spiritismo classico), passa attraverso il Kardecismo e le concezioni filosofico-religiose allo stesso collegate, e confluisce nei movimenti moderni dello channeling, del neo-sciamanesimo e della New Age.

## CULTI UFOLOGICI

I cosiddetti culti dei “dischi volanti”, da non confondersi con l’ufologia (analisi parascientifica delle testimonianze e delle tracce materiali riguardanti la presunta venuta sulla terra di forme di vita intelligenti provenienti da pianeti esterni al sistema solare), sono ritenuti in buona parte assimilabili allo spiritismo moderno.

Si basano, infatti, sul rapporto, anche soltanto psichico e telepatico, che si sarebbe stabilito tra alcuni uomini (contattati) ed esseri extraterrestri, portatori di messaggi rivelatori e salvifici, spesso considerati inviati celesti (simili agli angeli del cristianesimo) o addirittura divinità vere e proprie (cui si attribuisce la creazione della razza umana).

## NEOPAGANESIMO E NEW AGE

Il riferimento, nell’ambito di movimenti magico-religiosi contemporanei, agli dei della Roma imperiale e dei miti germanici, inducono spesso ad associare il nuovo paganesimo alle ideologie dell’estrema destra.

Se questo è senza dubbio vero nell’esperienza di alcuni gruppi politeisti italiani e della corrente ariosofica austro-tedesca, si deve rilevare come nel neo-celtismo europeo confluiscono elementi di opposto segno politico; mentre molti gruppi New Age di tipo “acquariano”, che pure privilegiano un rapporto magico con la natura e con le forze occulte che la permeano simile a quello delle antiche visioni pagane, sono caratterizzati da tematiche (l’ecologismo, il femminismo, la tolleranza e l’integrazione razziale) tipiche delle ideologie di sinistra.

Il fenomeno, pertanto, va forse ricondotto nell’ambito della spiritualità globale che percorre tutto il movimento della “Nuova Era”, laddove il rigetto delle chiese ufficiali e la costruzione di un’antropologia alternativa costituisce la base comune su cui s’innestano le componenti più disparate: dalle religioni dei primitivi (sciamanesimo, animismo) alle credenze negli spiriti elementali (il piccolo popolo del folklore scozzese o i devas della cultura induista), dai concetti filosofico-religiosi orientali alla parapsicologia, dalla psicologia transpersonale alla medicina olistica.

## SATANISMO E LUCIFERISMO

Circoscrivere il significato del termine satanismo ad un ambito certo e definitivo non è facile; si tratta, infatti, più di una tendenza che di un movimento vero e proprio.

Alcuni studi sociologici inquadrano i satanisti in due grandi categorie: quella dei solitari e quella degli affiliati a gruppi, all’interno delle quali si riconoscono varie tipologie (i tradizionali, gli acidi, gli psicotici, i sessuali, gli anticristiani, i baphomettisti, i carismatici, i razionalisti ed altre).

Più efficace appare la schematizzazione, basata su elementi culturali e simbologie adottate, che distingue:

satanismo occultista = fondato sull’accettazione della visione del mondo contenuta nella Bibbia, salvo schierarsi, invece che con Dio, dalla parte del Diavolo. Trae spunto, per molti versi, dalla stessa iconografia cristiana, in particolare dalla tradizione ebraica, con le sue particolareggiate descrizioni delle geenna e delle corti infernali (Jacques Dourcet-Valmore, nel “Livre Rouge”, elenca ben 137 demoni, divisi in due caste, quella dei nobili e quella dei guerrieri, la prima composta di sette ordini, la seconda di altrettante schiere). In pratica è quello, per così dire, “classico”, che dissacra, rovesciandoli, valori, emblemi e riti del cattolicesimo (i comandamenti immorali, la croce capovolta, la messa nera);

satanismo razionalista = in cui Satana rappresenta un simbolo di ribellione, anticonformismo e edonismo;

satanismo acido = mero pretesto per dare sfogo ad intime perversioni, attraverso esperienze drogastiche, orgiastiche o atti di violenza. E' il fenomeno più incontrollabile e pericoloso;

luciferismo = d'ispirazione manichea, per il quale Satana è uno dei due principi vitali antagonisti da cui è scaturito l'universo; dunque non è il male, ma semplicemente l'opposto di Dio, ed è altrettanto necessario.

In Italia sembrano rappresentate un po' tutte queste componenti, con prevalenza della prima e della terza.

Stante la naturale tendenza dei gruppi satanisti ad operare clandestinamente, le proiezioni numeriche sono vieppiù incerte, tanto più che le informazioni in merito sono spesso acquisite indirettamente (da sedicenti fuoriusciti o da fonti giornalistiche) e come tali impossibili da riscontrare; ma si possono categoricamente escludere le cifre abnormi (centinaia di sette per migliaia di seguaci) propalate talvolta dagli organi d'informazione o da alcuni sedicenti esperti. Pura fantasia, ovviamente, anche l'affermazione che queste eterogenee conventicole siano collegate ad un'organizzazione centrale, una sorta d'"internazionale satanica", guidata da un Antipapa Nero.

E' comunque innegabile che, un po' dovunque, siano state e continuino ad essere rinvenute, in zone di campagna (all'aperto, in grotte, in cappelle sconstate) o in periferie urbane (edifici in rovina, strutture dismesse, locali abbandonati), tracce che testimoniano l'avvenuta celebrazione, rigorosamente nottetempo, di cerimonie a sfondo satanico.

**2. Cour de Cassation Décision du 8 octobre 1997 sur la Scientologie  
(traduction Cesnur 1997)**

Audience publique du 8.10.1997

Décision n° 1329

Registre gén. n° 16835/97

REPUBLIQUE ITALIENNE  
AU NOM DU PEUPLE ITALIEN  
COUR SUPREME DE CASSATION  
SIXIEME CHAMBRE CRIMINELLE

Composée des très illustres

Dr. LUIGI SANSONE Président

Dr. LUCIANO DERIU Conseiller

Dr. ANTONINO ASSENNATO Conseiller

Dr. NICOLA MILO Conseiller

Dr. GIULIANA FERRUA Conseiller

a rendu l'arrêt suivant

ARRÊT

Sur les pourvois formés par

- 1.BANDERA FULVIO
- 2.BANTI MONICA
- 3.BERNARDI ALIDA
- 4.BERTINATO GINA
- 5.BRAMBANI LUIGI
- 6.CABRINI FLAVIO LUIGI
- 7.CANTU' FELICE
- 8.CARTURO GIANNO PIETRO
- 9.CASSOL ALBERTO
- 10.CELASCO SANTINO GIOVANNI
- 11.COLMAN TOMMASO, dit THOMAS
- 12.DAMIANI MARCO EMILIO
- 13.FASSI GIANFRANCO
- 14.FILOSCIA MELISSA
- 15.LAUDADIO LUCIANO
- 16.LUNINI IVANO DOMENICO
- 17.MANFRINI LAURA BRUNA
- 18.MENEGHINI CATERINA

- 19.MOLINELLI BRUNO GIUSEPPE
- 20.MORET ANGELINA
- 21.NOVA MAURIZIO
- 22.PARRINO FELICE MASSIMO
- 23.PAVONE ISABELLA
- 24.POLARA PIERAMGELO
- 25.RINALDI NICOLA
- 26.RONDA GIANMARCO
- 27.SEGALLA GABRIELE
- 28.SMITH RENATO ANGEL
- 29.TEGGIA DROGHI LUIGI FILIPPO
- 30.TISI MARIO
- 31.TROLETTI GRAZIANO
- 32.VERI IVAN
- 33.ZANELLA GIOVANNI

à l'encontre de l'arrêt de la Cour d'Appel de Milan du 2.12.1996.

Vu les actes de la procédure, l'arrêt attaqué et les pourvois ;

Après avoir entendu en audience publique le rapport du Conseiller Assennato ;

Après avoir entendu les conclusions du Procureur Général en la personne du substitut le Dr. Oscar Cedrangolo qui a conclu au rejet du pourvoi ;

Après avoir entendu les conseils, Maîtres Oreste Dominioni, Gaetano Insolera, Giovanni Leale, Alessio Lanzi, Daria Pesce, Fabrizio d'Agostini, Luigi Vanni, Giuliano Spazzali, Sebastiano Scata et Alfredo Biondi ;

Décide

## FAITS

A la suite d'enquêtes complexes et minutieuses, réalisées pendant de nombreuses années sur tout le territoire national et portant sur l'activité exercée par des membres de différents sièges de l'Eglise de Scientologie et des centres connexes Narconon, le Juge d'instruction du Tribunal de Milan, par ordonnance du 3/10/1988, a prononcé le renvoi devant le tribunal de nombreux membres de cette institution, les estimant responsables de divers délits de nature financière, d'abus à l'égard d'incapables, d'extorsion de fonds et d'escroquerie, ainsi que d'avoir créé une association de malfaiteurs en vue de commettre de tels délits, lesquels, en raison du caractère similaire des méthodes mises en oeuvre pour leur exécution, apparaissaient inspirés des directives générales émises par ladite organisation. Ledit Juge d'instruction estimait que, au-delà des buts religieux dont elle se réclamait, l'association poursuivait essentiellement des objectifs lucratifs, qu'elle réalisait en incitant les néophytes - approchés subrepticement selon des techniques de nature essentiellement commerciale, pouvant aller jusqu'à la promesse, en cas de résultats insatisfaisants, de restituer les sommes qu'ils avaient dépensées, sommes qui, ni en fait ni en droit, ne furent rendues à

ceux qui les avaient réclamées - à croire qu'il était absolument nécessaire de procéder à des achats continuels, jusqu'à épuisement de leurs ressources financières et économiques, de livres, de matériels et de services de plus en plus onéreux, fournis par l'association, qui les indiquait comme des moyens aptes à libérer leur esprit des " engrammes " négatifs, - c'est-à-dire, d'après la définition de Lafayette Ron Hubbard, fondateur et guide spirituel de l'association, les traces des expériences négatives qui sont supposées avoir été imprimées dans la conscience individuelle même au cours de vies antérieures, - et à leur procurer une " santé mentale " et une meilleure " qualité de vie " .

Par jugement du 2/07/1991, à la suite d'une longue instruction contradictoire qui a duré plus de deux ans, le Tribunal de Milan a conclu que l'organisation n'avait pas la nature ni les caractéristiques d'une association de malfaiteurs, d'une part, parce que, conformément à ses statuts, le but social poursuivi était parfaitement licite et, d'autre part, parce que ses membres avaient généralement agi selon ce but et afin de l'atteindre, comme d'ailleurs cela pouvait être démontré par le nombre important de personnes qui se déclaraient satisfaites des services reçus ; le Tribunal estimait que le comportement illicite qui avait été relevé dans des cas individuels était dû à des comportements déviants et à des initiatives individuelles de certains des adeptes, mis en œuvre en dehors des directives générales de l'association ; en conséquence, le Tribunal a relaxé tous les prévenus du délit d'association de malfaiteurs et en a condamné certains aux peines prévues par la loi pour d'autres délits qui leur étaient reprochés.

Un appel a été interjeté contre ce jugement par le Parquet et par la partie civile, c'est-à-dire le Ministère des Finances, en ce qui concernait uniquement les délits financiers pour lesquels étaient poursuivis certains des prévenus.

Le ministère public regrettait essentiellement le défaut de prise en considération du contexte, caractérisé par un prosélytisme sans discernement, - ayant comme objectif prioritaire de toucher des personnes appartenant aux catégories dites faibles de la population, dont on recherchait l'assujettissement psychique au moyen de mécanismes bien connus des sciences psychologiques modernes, ainsi que par des méthodes uniformes ; elles étaient appliquées partout et dans chaque cas par des individus différents et ne présentaient un aspect illicite qu'en raison de la nature des individus auxquels elles étaient appliquées et de leurs réactions ; ces méthodes, du fait même de leur caractère invariable, révélaient l'inspiration commune à la base du comportement des différents individus, qui n'étaient que des exécuteurs matériels de directives générales bien précises. Il en découlait logiquement la responsabilité pénale des organisateurs - les présidents et vice-présidents des différentes églises et des centres Narconon - quant aux délits commis par de simples intervenants et l'existence du délit d'association de malfaiteurs dont avaient été inculpés les prévenus, qui, par ailleurs, n'auraient pu commettre les délits qui leur étaient reprochés sans le support des structures de l'organisation.

Par arrêt du 5/11/1993, la Cour d'Appel de Milan a infirmé le jugement de première instance et décidé que le délit d'association de malfaiteurs était constitué, le seul dont la Cour de céans est saisie, car la procédure judiciaire est devenue définitive en ce qui concerne les autres délits.

Ayant observé en premier lieu qu'il est " absolument indifférent dans le cadre de notre système juridique que les doctrines " dudit Hubbard " puissent ou non être qualifiées de religieuses, car ces doctrines, à l'instar de toute autre manifestation de la pensée, sont en tout cas protégées dans le cadre de notre système juridique " , et ayant relevé que le rôle du juge n'est pas d'apprécier la signification ou la portée des pratiques dites d' " auditing " ou de " purification " mises en œuvre par l'association, mais uniquement celui - plus restreint - de vérifier si les méthodes appliquées pour la réalisation de telles activités sont conformes à la loi

et notamment si elles sont passibles de poursuites pénales, la Cour territoriale a affirmé que les activités de l'association, - qui dès le début s'est caractérisée par son objectif d'acquérir d'importantes sommes d'argent - ont été réalisées comme celles de n'importe quelle entreprise commerciale active sur le marché, en raison des profits massifs résultant de la vente à un public de plus en plus vaste et à des prix de plus en plus élevés des publications du fondateur, ainsi que des services offerts et de l'appareil dit " E-Meter " , et que cette activité n'a même pas été arrêtée par le handicap mental dont souffraient certains néophytes et a été poursuivie par les différents intervenants au moyen de méthodes si uniformes et constantes, à part quelques variations imposées par les particularités de certains cas concrets, qu'elle a révélé l'origine unique des directives qui étaient données et de la conception et de l'organisation des différents délits, et par conséquent, elle a démontré l'existence du délit d'association de malfaiteurs pour lequel étaient poursuivis les prévenus, du fait de leur appartenance à l'association et de leur responsabilité directe dans les délits, ou bien en raison du rôle qu'ils avaient joué, en tant que membres aussi bien du conseil exécutif que du comité directeur de l'association.

Un recours a été formé contre cet arrêt et - en particulier - par l'intermédiaire de leurs conseils respectifs, les personnes aujourd'hui prévenues se sont pourvues en cassation, ainsi que le Procureur Général de la République près la Cour d'Appel de Milan.

En ce qui concerne le délit d'association de malfaiteurs- le seul encore soumis à l'examen de la Cour de céans - les prévenus reprochaient, notamment et collectivement à l'arrêt attaqué une fausse application de la loi et des vices de motivation, en substance parce que les juges du fond a) avaient entendu poursuivre en justice une religion différente des religions reconnues, en limitant en fait, le droit de chacun à " professer librement sa propre foi religieuse, sous quelque forme que se soit, individuelle ou collective " , garanti au plus haut niveau par l'article 19 de la Constitution ;

n'avaient pas motivé de manière suffisante leur décision sur la nature religieuse de l'Eglise de Scientologie, ainsi que sur le fait que la Dianétique et la Scientologie, doctrines enseignées par ladite église, ne donnaient pas lieu à des activités contraires au principe constitutionnel susmentionné, point particulièrement important, non seulement parce qu'il aurait eu pour effet de soustraire l'association au contrôle du juge pénal, mais aussi parce qu'il aurait eu une incidence sur l'appréciation des faits et de l'élément moral de l'infraction, en attribuant à la foi et non à l'appât du gain - contrairement aux conclusions tirées d'une lecture hâtive et partielle des recommandations du fondateur - les excès caractérisant la propagande relative aux cours et à leur vente ;

se trouvant en présence de témoignages contradictoires, avaient acquis, par voie de généralisation à partir d'un petit nombre de cas, la conviction que les actes délictueux imputés séparément à différents groupes de prévenus étaient organisés et programmés de manière générale, depuis le début, au moyen de directives émanant des dirigeants mêmes de l'association.

Par arrêt du 9.2.1995, la Cour de céans a cassé l'arrêt précité et a renvoyé l'affaire à une autre chambre de la même Cour territoriale pour que l'affaire fût de nouveau jugée.

Après avoir constaté que les juges du fond avaient expressément déclaré n'avoir " en aucun cas [voulu] poursuivre l'Eglise de Scientologie pour ses idées, ou pour avoir proposé " une activité ou des cours tels que l' " auditing " ou la " purification " , mais s'être bornés à

vérifier au contraire si “ la méthode adoptée dans la mise en œuvre de l’activité susmentionnée était conforme à notre ordre juridique “ , la Cour Suprême a estimé que les juges du fond avaient considéré que la Scientologie n’était pas une église, ni une confession religieuse, en l’état de l’affirmation contenue dans l’arrêt cassé selon laquelle l’Eglise de Scientologie “ est apparue, dès le début, comme étant de nature commerciale, tournée vers la vente d’un produit déterminé, au moyen de techniques tirées de manuels sur le sujet “ .

La Cour Suprême a relevé en outre que cette affirmation était dépourvue de toute motivation en ce qui concernait les critères d’appréciation - qu’elle rappelait - énoncés dans la décision 195/1993 de la Cour Constitutionnelle, alors que - en admettant que l’activité commerciale éventuellement poursuivie, dans des proportions considérables, eût été par elle-même suffisante pour faire perdre à une “ église “ le statut de confession religieuse - en l’espèce, la vérification du caractère religieux de la Scientologie était nécessaire in concreto, non seulement concernant les infractions fiscales contestées par les prévenus, mais également concernant le délit d’association de malfaiteurs car, “ une fois reconnu à la Scientologie le caractère de confession religieuse, il ne serait pas envisageable de qualifier celle-ci d’association de malfaiteurs, à moins que les personnes appartenant à ladite confession n’aient, d’un commun accord, modifié les statuts pour donner à l’association un objet nouveau et différent de l’objet initial “ , même si l’existence, dans le cadre d’une activité licite, d’une organisation criminelle distincte et autonome, demeure concevable.

La Cour a censuré la décision des juges du fond au motif que ceux-ci n’avaient pas “ tenu compte des nombreux témoignages invoqués, ni de la volumineuse documentation produite par les conseils des prévenus en vue de démontrer le caractère religieux de la Scientologie “ , ainsi qu’en raison d’un défaut de cohérence, les juges du fond ayant écarté, par une argumentation non juridique ni pertinente, les moyens contraires soulevés par la défense, et ayant décidé sur le fondement du petit nombre de cas, à partir desquels avaient été engagées les poursuites, que le délit d’association de malfaiteurs était établi et l’ayant imputé à l’ensemble de l’organisation, qui compte, pour la seule région de Milan, vingt sept mille adhérents, et cela quoique le nombre des adhérents ayant porté plainte ou ayant émis une quelconque réclamation à l’encontre des dirigeants apparaisse relativement peu important et marginal au regard du nombre de membres que compte l’organisation et de l’importance de cette dernière.

Statuant sur ce point et définissant les limites de la saisine de la Cour de renvoi, ainsi que les critères dont les juges du fond auraient dû s’inspirer dans leur décision, la Cour Suprême a déclaré que ceux-ci, en premier lieu, “ auraient dû vérifier si l’organisation de Scientologie était ou non une confession religieuse et, dans l’affirmative, si - au vu des délits commis par certaines personnes qui se trouvaient faire partie de l’association - celle-ci s’était, de fait, transformée en association de malfaiteurs ; ou bien... si, dans le cadre de l’activité licite de l’organisation “ , s’était “ développée, de manière distincte et autonome, une association illicite “ , en considérant qu’en l’espèce, “ le nombre limité de cas à propos desquels des poursuites ont été engagées et qui ont abouti à la reconnaissance de la responsabilité pénale de quelques prévenus, ne constitue pas un indice suffisant de l’existence d’une association de malfaiteurs, compte tenu du nombre important de personnes avec lesquelles l’organisation de Scientologie a noué des liens “ , soit vingt-sept milles personnes pour le seul siège milanais, comme l’avait relevé la même décision attaquée et que “ la responsabilité des dirigeants de la Scientologie au titre du délit d’association de malfaiteurs “ ne pouvait être démontrée par le jeu de la présomption appliquée par la Cour territoriale en violation de l’article 192 du Code de procédure pénale.

Par arrêt du 2.12.1996, la Cour de renvoi a déclaré les prévenus coupables du délit d'association de malfaiteurs qui leur était collectivement reproché, et les a relaxés, parce qu'ils n'avaient pas commis les faits ou en raison de la prescription, en ce qui concernait d'autres délits qui leur étaient individuellement reprochés.

Définissant la confession religieuse comme " un groupe social partageant une croyance religieuse propre " et la religion - " au sens que le phénomène revêt selon l'expérience actuelle " - comme " un ensemble de doctrines édifiées sur l'hypothèse qu'il existe un Etre suprême qui est en rapport avec les hommes et auxquels ceux-ci doivent obéissance et hommage " , ce qui explicite la définition de la confession religieuse comme étant une " communauté sociale ayant une conception spécifique du monde, basée sur l'existence d'un Etre suprême " , les actes de ce dernier étant en rapport avec les hommes, et relevant que pour reconnaître la nature de confession religieuse à l'Eglise de Scientologie précitée, il n'existait pas de convention avec l'Etat ou de reconnaissance publique de la Scientologie comme confession religieuse, les juges du fond n'ont appliqué ni le premier, ni le second des critères tirés par l'arrêt de cassation de la décision 195/1993 de la Cour Constitutionnelle ; les juges du fond ont refusé la qualification de confession religieuse à l'organisation précitée, y compris au regard du critère de l'avis général, le quatrième des critères susvisés, au motif que, du fait de leur faiblesse numérique, il n'est pas possible d'assimiler à " l'opinion publique de la totalité de la communauté nationale " , " les décisions de quelques juges du fond..., de quelques commissions fiscales, ou autres instances similaires, ni même l'avis autorisé de quelques universitaires italiens " , ce à quoi ils ont ajouté " tenir pour dénués de portée les avis des universitaires étrangers, qui ne concourent pas à la formation de l'opinion publique italienne et renvoient à une réalité sociale, historique et culturelle différente de la nôtre " , ainsi que " les décisions des autorités judiciaires d'autres Etats, qui outre les insuffisances susmentionnées ont attribué ou refusé à la Scientologie, la qualité de confession religieuse, sur la base de règles et de principes différents " , alors qu'il manque à cette doctrine " un élément indispensable pour que l'on se trouve en présence d'une religion, selon l'appréhension commune, inévitablement influencée par les grandes religions d'origine judéo-chrétienne ou islamique " - " le concept de salut de l'âme... réalisé grâce à l'instauration d'un lien entre l'homme et la divinité, et qui fait défaut " .

Ceci posé, pour dénier une nature religieuse à l'organisation, les juges du fond ont invoqué le troisième critère énoncé par la décision susmentionnée de la Cour Constitutionnelle et ont procédé à un examen minutieux des statuts. Ils ont ainsi relevé que, aux termes de ceux-ci, en date du 30 janvier 1977, et des déclarations de l'acte constitutif, l'Institut de Dianétique de Milan " est de nature idéaliste " , et a pour vocation de " défendre la science connue sous le nom de Dianétique " , alors qu'aux termes des modifications apportées aux statuts, introduites par acte notarié du 1.7.1982, les buts " religieux, culturels ou idéalistes " de l'association sont énoncés aux fins de soutenir et promouvoir " les principes philosophiques de la Scientologie " ; il y est dit, selon l'arrêt, que " la technologie peut rendre l'homme conscient de sa connaissance de l'Etre suprême, par référence au Dieu que l'homme trouve en lui-même " ; il y est mentionné " tous autres buts complémentaires, comme promouvoir, protéger, administrer et encourager le développement de la religion de Scientologie et les objectifs poursuivis par celle-ci, la publication et la distribution d'ouvrages à caractère religieux, la formation de centres culturels religieux, la satisfaction des besoins spirituels des fidèles " .

La Cour de renvoi a en outre relevé le caractère contradictoire avéré des qualifications figurant à la fin dudit acte, alors qu' " initialement, on classe la Scientologie dans la tradition des sciences exactes pour ensuite... utiliser " le substantif " religion et parler de besoins

spirituels, alors qu'il est évident que les domaines de la science et de la religion sont distincts " ; les juges du fond ont relevé que ce n'est que lors de l'assemblée du 31 octobre 1985, que l'Institut de Dianétique " a changé de dénomination pour prendre le nom d'Eglise de Scientologie " et adopter de nouveaux statuts, aux termes desquels la Dianétique est désormais définie comme une religion et que les textes qui exposent les principes de la Scientologie sont qualifiés de " religieux " , qualification qui, suite à l'exemple donné par l'Institut milanais, a été étendue aux autres instituts de Dianétique.

Relevant enfin que c'est seulement le 3.3.1987, " alors que l'instruction pénale entrait dans sa phase finale, qu'a été créée l'Eglise nationale de Scientologie d'Italie " , dont les statuts indiquaient que ses buts étaient de " prêcher, pratiquer et répandre la religion de la Scientologie et de la Dianétique qui est partie intégrante de la Scientologie..., de satisfaire les besoins spirituels des fidèles dans le cadre de rites individuels et collectifs " , étant précisé que " l'Eglise est le point de référence de la communauté religieuse de la Scientologie en Italie et autorise [ au sein de] la religion la pratique des rites individuels et collectifs " , la Cour territoriale a retenu que l'auto-qualification n'est pas suffisante à elle seule pour établir la nature religieuse d'une organisation, la qualification statutaire tardive ayant le caractère d'un " stratagème, déjà utilisé par d'autres organisations pour se soustraire aux problèmes juridiques découlant de la nature de leurs activités " .

La conviction des juges du fond s'est fondée sur

- a) les déclarations de deux témoins, selon lesquelles le fondateur de la Dianétique avait utilisé le procédé consistant à définir la Scientologie comme une religion, à la suite d'une décision rendue à son encontre, sur plainte déposée par l'Association Médicale Américaine du New Jersey, aux seules fins de bénéficier à l'avenir de la protection découlant de la nouvelle qualification, ce fait éclairant et révélant des véritables motifs qui ont conduit les associés à adopter les modifications des statuts selon une chronologie coïncidant de manière suffisamment éloquente avec le déroulement de l'instruction pénale puis de la présente procédure, comme ci-dessus démontré ;
- b) le contenu d'un document saisi au siège de Rome, en 1981, dans lequel, après qu'il ait été relevé que l'Institut de Dianétique " opérait dans un milieu d'intérêts politiques, économiques et financiers " sans " être associé à aucun groupe stable en Italie " , il était dit que " le fait de ne pas être une Eglise en Italie avait pour conséquence " de priver l'association " des mécanismes habituels de la défense religieuse " ;
- c) le fait que le changement de dénomination n'avait été suivi " d'aucune modification de l'activité de l'organisation " ;
- d) la déclaration d'un témoin, qui à la demande d'explications concernant le changement de nom, avait déclaré " qu'il n'attachait aucune importance à la chose, car le terme d'Eglise n'était utilisé que comme façade ou pour plus de commodité " ;
- e) les déclarations d'autres témoins ayant affirmé n'avoir jamais entendu parler de pasteurs ni du moindre conseil pastoral ou spirituel ;
- f) le défaut de credo religieux original et propre à la Scientologie ;
- g) le développement historique et l'évolution de l'organisation, tels qu'ils ressortent d'un certain nombre d'expertises réalisées au cours de la procédure ;
- h) la nature, revendiquée comme étant scientifique et objective - et donc non religieuse - des pratiques de l' " auditing " et de la " purification " .

Statuant de manière négative à propos de la nature religieuse de l'association, les juges du fond ont alors examiné la question ayant fait l'objet du second motif de censure, selon lequel la Cour de Cassation avait considéré comme inacceptable, d'un point de vue rationnel, la généralisation excessive à partir d'un petit nombre de cas, dont les juges du fond avaient déduit que l'association avait prévu et planifié de manière générale et depuis le début les délits reprochés aux prévenus et qu'il existait un lien entre ledit plan et les directives émanant des dirigeants italiens de l'organisation elle-même, en affirmant, liminairement et textuellement, qu' " au vu de divers incidents dûment établis " , " un certain nombre d'éléments de preuve apparaissent dans le dossier " " conduisant à affirmer la participation des prévenus à une entreprise criminelle " et en procédant à la démonstration de la thèse susmentionnée, non par déduction à partir de délits individuels, comme l'avaient fait les auteurs de l'arrêt cassé, mais grâce à l'examen des documents et témoignages figurant dans les pièces du dossier relatives à l'organisation interne de l'association et à ses directives générales.

Selon les juges du fond, l'intégration stable des prévenus au sein des structures de l'organisation de l'Institut de Dianétique d'abord, puis de l'Eglise de Scientologie ensuite, dans le cadre de diverses tâches, fonctions et charges, ne faisait aucun doute, mais il restait cependant à démontrer que l'organisation avait élaboré un " plan délictueux et que les prévenus à titre individuel étaient d'accord pour contribuer à la mise en œuvre d'un tel plan " .

Afin " d'apprécier la conduite des membres " , les juges du fond ont relevé que lesdites organisations n'avaient " que le lucre comme seul objectif fondamental " , déduisant cela de deux directives dudit fondateur et de divers autres documents internes, reproduits pour partie dans l'arrêt, ainsi que des déclarations de nombreux témoins, attestant à l'inverse, un manque total d'intérêt pour les conditions de salut des adeptes ou des intervenants, ce qui était surprenant pour une association " qui avait pour objectif déclaré le bien-être physique et psychique des personnes " .

Ils ont également relevé que le recrutement des adeptes était effectué à l'aide de méthodes trompeuses, ainsi qu'au moyen de questionnaires susceptibles d'induire les acquéreurs imprudents en erreur quant aux conditions réelles de leur état physique et mental personnel, afin de les inciter à recourir aux services qui leur étaient offerts, avec la promesse de guérir, ainsi que l'avaient déclaré de nombreux témoins, et de l'encouragement à acquérir des livres et des services de plus en plus onéreux et même un banal galvanomètre, dénommé E-mètre et vendu au prix approximatif de plus de deux millions de liras, etc. Tout cela assorti de la promesse, généralement non tenue, de la restitution des versements en cas de non réalisation des bénéfices promis.

Ils ont enfin relevé que le caractère frauduleux de ces agissements, ainsi que des envois postaux destinés aux adeptes de l'organisation, avait été constaté par la Cour de céans, qui dans son arrêt de cassation avec renvoi, avait retenu les éléments de la fraude - ou d'abus à l'endroit d'incapables au moyen de manœuvres psychologiques spécifiques à cette conduite - constituant " l'activité normale de l'Institut de Dianétique et de l'Eglise de Scientologie " , c'est-à-dire le fait de menacer, de manière plus ou moins voilée, les victimes de dommages physiques et psychiques, en cas de non adhésion à l'Eglise ou de non achat des produits proposés, la fausse assurance donnée aux patients de la certitude de la réalisation du bien-être physique et psychique, comportant la possibilité ultérieure de bénéficier en outre d'avantages à caractère économique, la prétendue validité scientifique des méthodes proposées, la simulation, à certaines phases, d'un progrès dû au traitement prétendument contrôlé scientifiquement grâce à l'instrument dénommé E-mètre.

De ces circonstances de fait, les juges du fond ont déduit que “ la totalité de l’activité de l’association avait été organisée dès le début, dans le but de commettre un délit “ , de sorte qu’ils n’ont pas suivi les réquisitions du Parquet, aux termes desquelles ladite association de malfaiteurs était née dans le cadre de l’Institut de Dianétique et de l’Eglise de Scientologie, mais devait être considérée comme distincte et autonome par rapport à ces derniers.

En ce qui concerne les responsabilités individuelles, relevant que les éléments juridiques disponibles ne permettaient pas “ de déterminer avec précision quels sont les individus qui ont encouragé ou constitué le délit d’association de malfaiteurs “ et concluant que “ l’organisation de Scientologie et ses différentes émanations abritaient une association de malfaiteurs “ , les juges du fond ont décidé de retenir la responsabilité de tous ceux qui, “ indépendamment du rôle qui était le leur “ , avaient, en travaillant “ au sein de ladite église à la réalisation du délit final, apporté leur contribution à la réalisation de l’entreprise “ visant à commettre des faits délictueux.

Affirmant enfin que l’existence de l’élément moral de l’infraction pouvait être facilement déduit des éléments que les différents prévenus avaient rapporté concernant leur comportement respectif dans un contexte opérationnel marqué par le caractère fallacieux des promesses, l’inutilité et parfois la nocivité des services proposés et le montant extrêmement élevé des prix demandés, le défaut total de formation des personnes chargées de mettre en œuvre les prestations programmées, le vécu quotidien parfois dramatique des bénéficiaires de ces services, qui avaient fréquemment eu des conséquences dangereuses, les juges du fond ont conclu en retenant, à la lumière des critères susmentionnés, la responsabilité pénale de chaque prévenu au titre du délit d’association contesté.

Les prévenus se sont pourvus en cassation, chacun ayant fait appel à plusieurs conseils, qui ont établi divers mémoires, sollicitant la censure de cet arrêt pour les motifs suivants.

**I. BANDERA, CABRINI, MENEGHINI, TISI, NOVA ET PARRINO FELICE** (Bandera et Meneghini ont soulevé des moyens différents dans des mémoires signés respectivement par Maître Oreste Dominioni et Maître Luigi Vanni) dans un mémoire établi par Maître Giuliano Spazzali, reprochent:

1. un défaut de motif ou des motifs erronés en ce qui concerne le caractère religieux de l’Eglise de Scientologie,

1/a) au motif que, le fait que ladite religion comporte une activité lucrative ne la distingue pas des autres religions et ne suffit pas, non plus, à la priver de son propre caractère religieux intrinsèque ;

1/b) au motif que toute religion est fondée sur des textes qui la définissent, développe dans le cadre de formations spécifiques une catéchèse destinée aux néophytes et aux catéchumènes, impose des pratiques, met en place des interdictions, trace et enseigne des voies et des parcours de perfectionnement et d’ascèse, bien souvent assez difficiles et supposant des pratiques de mortification, conduisant vers Dieu ou sur la quête de celui-ci, de sorte que les livres que les fidèles sont invités à lire, les cours qu’ils doivent suivre, les pratiques auxquelles ils doivent se conformer et les voies de perfectionnement qui leur sont imposées par l’association ne peuvent en aucun cas être considérés comme illicites ;

1/c) au motif que si l’on tirait les conséquences logiques de la motivation des juges du fond concernant la définition de la nature de l’association de malfaiteurs imputée à l’Eglise de Scientologie, on serait conduit à considérer, de manière parfaitement absurde, que chacun des

milliers de citoyens faisant partie de l'organisation, s'est rendu coupable de ce délit du seul fait de son adhésion à celle-ci ;

1/d) au motif que l'affirmation que la pensée de Hubbard est, en l'espèce, contraire à la médecine et à la psychiatrie officielles est évidente et dénué de pertinence ;

1/e) au motif que l'insistance susmentionnée et la promesse d'une vie meilleure sont des caractéristiques communes à toute activité de prosélytisme religieux et ne sont pas spécifiques à la Scientologie, de même que le seul fait d'avoir choisi une méthode de prosélytisme fondé sur les règles du marché ne suffit pas à lui conférer le caractère d'entreprise commerciale ;

1/f) au motif que la motivation adoptée pour refuser à la Scientologie la nature d'organisation religieuse ne tient pas sur le plan lexical, lorsque la définition de l'expression " confession religieuse " ne retient que l'adjectif qualificatif, comme si le substantif n'avait pas en lui-même un caractère spécifique susceptible de le distinguer d'autres de signification plus ou moins approximativement similaires, ni lorsque, sous l'autorité d'une " doctrine autorisée " , non autrement précisée, on définit la religion comme " un ensemble de doctrines " - et non comme une doctrine complexe - centré sur l'existence d'un Etre suprême, en rapport avec les hommes, auquel ceux-ci doivent hommage et obéissance ;

1/g) au motif qu'une telle définition de la religion est inacceptable, car, reposant sur une affirmation de nature axiomatique, elle ne constitue ni un fait ni un argument et qu'elle exclut du nombre les religions sans Dieu ou qui ne prennent pas en compte, ne sollicitent, ni ne promettent l'intervention divine dans les existences humaines ;

1/h) au motif que, en l'absence d'une reconnaissance formelle de l'Etat, les juges du fond ont refusé, sans la moindre explication, le fait que de nombreuses décisions juridictionnelles italiennes constituent des reconnaissances publiques ; au motif qu'ils ont, à tort, recherché au sein de l'ensemble des citoyens " l'avis général " auquel la décision de cassation se réfère pour définir la nature religieuse d'une association ; au motif que l'affirmation que les avis positifs émis par des juridictions, des commissions, des adeptes et des universitaires ne " coïncident pas avec l'opinion de la totalité de la communauté nationale " est dépourvue de sens, de même que de prétendre, à l'encontre de l'universalité de la connaissance propre à l'époque contemporaine, que les opinions de universitaires étrangers sont sans valeur en Italie ;

1/i) au motif qu'il est dit, à tort, que l'avis général en la matière n'est inspiré que par les grandes religions qui se reconnaissent par la commune descendance d'Abraham.

2. Des vices de motivation résultant d'une utilisation irrégulière des résultats de l'instruction, ainsi que du choix partial et injustifié de ceux-ci,

2/a) au motif que les juges du fond ont nié que la dimension religieuse de l'organisation ait été exposée aux sujets approchés, ignorant ainsi les déclarations contraires de nombreux témoins figurant dans les volumes 35 et 36, de même qu'ils ont nié que l'association ait restitué des sommes perçues, ce qui était contredit par les déclarations de nombreux témoins, choisies au hasard, non produites par la défense et expressément invoquées dans les conclusions, qui établissaient que leurs auteurs avaient obtenu la restitution des sommes versées ; au motif que les juges du fond n'ont pas tenu compte des déclarations favorables à la Scientologie provenant de plus de cent trente personnes non choisies par la défense, ni de celles de soixante toxico-dépendants liés au centre Narconon, ni

non plus de celles des quarante-deux personnes soignées gratuitement dans ce centre ; au motif qu'ils n'ont pas tenu compte de l'existence de témoignages et de déclarations de personnalités religieuses de différentes confessions et même d'un théologien protestant, concernant toutes le caractère religieux de la Scientologie, ni de la reconnaissance de la nature religieuse de l'association dans de nombreux pays occidentaux ;

2/b) au motif qu'en vertu du Traité d'amitié avec les Etats-Unis, ratifié par la loi n° 385 du 18.6.1949, les citoyens des Hautes Parties Contractantes ont le droit d'exercer, sur le territoire de l'autre pays, les privilèges et droits relatifs à la pratique religieuse ; au motif que, si l'Eglise de Scientologie poursuit exclusivement un but lucratif, aucune preuve n'a été rapportée du fait que les bénéfices réalisés de manière prétendument illicite n'ont pas été entièrement investis dans l'activité de ladite Eglise.

**II.** Les susnommés BANDERA, BREMBANI, CARTURO, FILOSCIA, LAUDADIO, PARRINO MASSIMO ET POLARA (Mme Filoscia soulève des moyens différents dans le mémoire signé par Maître Daria Pesce) dans le mémoire produit par Maître Oreste Dominioni, reprochent:

**1.** un excès de pouvoir, en violation de l'article 546 de l'ancien Code de procédure pénale et un défaut de motif concernant la nature religieuse de la Scientologie, en relation avec le point 42 des chefs de prévention,

1/a) au motif que la Cour de renvoi n'a pas respecté les principes définis par la Cour Suprême en ne faisant pas application - pour vérifier la nature religieuse de la Scientologie - des critères définis par la Cour Constitutionnelle, ni de ceux ultérieurement considérés comme utiles à cet effet, ni tenu compte de l'ensemble des éléments invoqués par la défense, mais aussi et avant tout " au motif qu'elle a excédé ses pouvoirs juridictionnels " quant au caractère religieux de l'association en se fondant sur des opinions personnelles et dans une certaine mesure arbitraires et non sur les critères de référence formels et objectifs visés dans l'arrêt de cassation, qu'il s'agisse de la reconnaissance publique, du contenu des statuts de l'association ou de la perception de ladite confession religieuse par la communauté ;

1/b) au motif que, de surcroît, la Cour de renvoi a éludé l'objet de sa saisine, c'est-à-dire la question de savoir si, au regard de l'ordre juridique, l'Eglise de Scientologie peut ou non être considérée comme une confession religieuse, a par là même exercé un contrôle abusif sur le caractère religieux d'une foi ou d'un culte et s'est prévalu à cette fin d'un pouvoir qu'aucun organe de l'Etat ne peut s'attribuer sans violer le droit, garanti par la Constitution, à la liberté de culte et de religion.

1/c) au motif que, au regard du critère de l'avis général, sans invoquer le moindre élément juridique susceptible de justifier, d'une manière ou d'une autre, la considération susmentionnée, les juges du fond ont totalement écarté, de manière péremptoire, l'existence des éléments qui permettraient de déduire que " dans la société italienne, l'association dénommée Scientologie peut être considérée comme une religion " ; au motif que, de propos délibéré, les juges du fond ont, sans motif, totalement écarté l'opinion de milliers de membres de l'association quant au caractère religieux de cette dernière, opinion qui n'est certainement pas indifférente aux fins d'appréhender l'avis général susmentionné ; au motif qu'ils ont nié la validité des opinions exprimées à cet égard dans de nombreuses décisions judiciaires, ainsi que les avis émis par de multiples universitaires sans réfuter en aucune manière, par une

motivation explicite, l'argumentation développée par les uns et les autres ; au motif que les mentions non équivoques figurant dans les statuts de l'Eglise de Scientologie concernant la nature religieuse de l'association ont été appréciées à partir d'inadmissibles constatations de fait basées sur un unique document équivoque dont les auteurs sont inconnus ou des dépositions isolées contredites par des dizaines d'autres totalement contraires, non prises en considération, nonobstant l'obligation à cet égard figurant dans l'arrêt de cassation, et interprétées de surcroît de manière déformée et contradictoire.

**2.** La violation de l'article 477 et de l'article 546 du Code de procédure pénale de 1930 et un défaut de motif concernant le point 42 des chefs de prévention,

2/a) au motif que - en affirmant que " la totalité de l'activité de l'association...a été organisée à des fins délictueuses " , et que " l'activité normale de l'Institut de Dianétique et de l'Eglise de Scientologie " aurait " pour seul but de générer le plus d'argent possible " par des moyens frauduleux - la Cour de renvoi a violé le principe de concordance entre l'accusation - qui reprochait les faits aux seuls prévenus et non à l'ensemble des membres de l'Eglise de Scientologie - et l'arrêt, étant donné que ni le ministère public, ni le magistrat instructeur, n'ont prétendu que la Scientologie était une association de malfaiteurs ni que l'activité susmentionnée était entièrement illicite;

2/b) au motif que les juges du fond, en considérant que toute " l'activité ordinaire " de l'association était illicite, ont outrepassé les limites de la saisine de la Cour de renvoi fixée par l'arrêt de cassation, les juges de la légalité ayant pourtant, en conformité par ailleurs avec les thèses de l'accusation, souligné que les agissements illicites imputés aux prévenus - les seuls qui pouvaient et devaient être pris en considération sans se livrer à des suppositions infondées et inadmissibles - rapportés, comme il se devait, à celui de dizaines de milliers d'adhérents, apparaissaient comme exceptionnels et constituaient une déviance qui ne pouvait en aucun cas être imputée à l'ensemble de l'association;

2/c) au motif que, si le caractère illicite de la Scientologie découle, comme l'ont retenu les juges du fond, non des modalités de sa constitution, ni du but poursuivi - reconnu licite encore que de nature incontestablement commerciale en même temps que religieuse - mais seulement des moyens employés pour atteindre ce but, il est illogique, arbitraire et, au regard de l'action pénale, exorbitant - compte tenu du fait que le ministère public n'incrimine que les personnes poursuivies - d'en conclure que le seul fait pour les vingt-sept mille adhérents d'appartenir à l'Eglise de Scientologie est synonyme de participation à une association de malfaiteurs, alors que les constatations susmentionnées, comme indiqué dans l'arrêt de cassation, ne permettaient pas de parvenir à une telle affirmation péremptoire à partir d'un simple rappel des charges retenues à l'encontre de chacun des prévenus ou de l'hypothèse selon laquelle chacun était conscient de la nature des services proposés à des coûts extrêmement élevés et iniques, mais qu'il aurait fallu démontrer, cas par cas, la contribution de chacun à la réalisation du but illicite, différent de celui fixé par les statuts et de la conscience qu'avait chaque prévenu de faire partie d'une association de malfaiteurs;

**3.** Un défaut de motif concernant la détermination de la peine et le déroulement de la procédure de comparution prévu à l'article 69 du Code pénal, au motif que la motivation sur ce point est absolument générale, visant l'ensemble des prévenus sans faire aucune référence à leur personnalité ou au rôle qu'ils ont effectivement joué dans la commission des délits

imputés à chacun d'eux et, quant à l'équivalence affirmée entre les circonstances atténuantes invoquées et les circonstances aggravantes contestées, parce que celle-ci est générale dans ses termes et qu'elle ne tient pas compte de la réduction des circonstances aggravantes intervenue par rapport aux poursuites d'origine.

**III.** CANTU', CASSOL, DAMIANI, MANFRINI, MENEGHINI, PAVONE, RINALDI, TROLETTI, VERI (ce dernier, Manfrini, Pavone et Rinaldi étant en outre défendus par Maître Leale), dans un mémoire signé par Maître Luigi Vanni, reprochent:

1. un défaut de motif, un défaut d'examen des éléments du dossier et un défaut de réponse aux moyens de la défense, éléments déterminants au regard de la très grande quantité de faits sur lesquels repose la décision,

1/a) au motif qu'il est totalement arbitraire de restreindre le concept de religion aux limites fixées par les grandes religions monothéistes, de considérer les délits de fraude, d'abus à l'égard d'incapables et d'exercice illégal de la médecine reprochés à quelques-uns des membres comme le mode de fonctionnement normal de l'association, d'ignorer les avis des universitaires et les décisions rendues en la matière par d'autres juridictions et, de manière générale, de ne pas s'expliquer sur l'argumentation contraire à la définition de religion arbitrairement retenue ;

1/b) au motif que la publicité des statuts, des organigrammes de l'association, des adhésions, dont chacune est établie, ainsi que la propagation de la doctrine et ladite activité de prosélytisme, se concilient fort mal avec le concept même d'association de malfaiteurs dont les juges du fond n'ont pas su désigner les initiateurs, les organisateurs, ni la date de constitution.

1/c) au motif que l'arrêt est totalement dépourvu de la moindre motivation quant aux manœuvres frauduleuses reprochées à chacun des prévenus.

2. Une fausse application de l'article 416 du Code pénal , au motif que les juges ont affirmé l'existence d'une association de malfaiteurs sans en constater la constitution.

A ce titre, les auteurs du mémoire, soutenant que " les juges d'appel considèrent implicitement... comme une association de malfaiteurs l'organisation " mère " de l'Eglise italienne..., à savoir l'Eglise de Scientologie américaine " , invoquent une violation du Traité d'amitié avec les Etats-Unis, ratifié par la loi n° 385 du 18.6.1949, dont l'article 2 prévoit que toute personne morale constituée selon la loi de l'un des deux Etats sera reconnue sur le territoire de l'autre.

Reprochent en outre une violation des articles 9 et 14 de la Convention pour la protection des droits de l'homme, ratifiée par l'Italie par la loi n° 848 du 4.8.1955, au motif que la définition de l'Eglise de Scientologie comme association de malfaiteurs " est si caricaturale et générale " qu'elle qualifie de malfaiteur tout adhérent et interdit ainsi la liberté d'un culte pacifiquement admis et reconnu dans d'autres Etats.

Reprochent également un vice de motivation concernant la responsabilité individuelle de chaque prévenu, sur le fondement de moyens analogues à ceux développés par les autres demandeurs au point II/2-2/c) ci-dessus.

En ce qui concerne le grief de défaut de motif sur ce point, ils allèguent que la Cour de renvoi a considéré que “ dans le cas de l’association de malfaiteurs, les actes frauduleux spécifiques pouvaient être présumés “ et soulèvent en conséquence l’exception d’inconstitutionnalité prévue par l’article 416 du Code pénal à l’encontre de cette interprétation.

**3. Défaut de motif et violation de l’article 192 du Code de procédure pénale de 1988,**

3/a) au motif que, la Cour de renvoi a affirmé que l’Institut de Dianétique et l’Eglise de Scientologie constituent en réalité une association de malfaiteurs, sans tenir compte du fait qu’aucun délit n’ayant été établi dans le cadre du fonctionnement normal de l’organisation, ainsi qu’en témoignent les dizaines de milliers de dossiers afférents aux membres de l’église susvisée, les délits poursuivis dans un faible nombre de cas sont l’exception et non la règle de conduite habituelle des membres, de sorte que le caractère licite de l’organisation à l’origine ne peut pas ne pas produire ses effets propres concernant la preuve de la fraude reprochée aux prévenus à titre individuel, lesquels ayant été convaincus de travailler à la réalisation des objectifs fixés par les statuts, ne peuvent avoir consenti à participer à la commission des délits ;

3/b) au motif que, si le délit d’association de malfaiteurs - ainsi que la Cour de renvoi l’a supposé - est indubitablement distinct des délits finaux et si la preuve résulte, en l’espèce, selon le dossier, non pas d’indices éventuels afférents au délit final, mais du caractère nécessairement frauduleux de la théorie de Ron Hubbard, ladite juridiction aurait dû constater l’adhésion consciente des prévenus à cette théorie, non pas dans son sens extrinsèque et apparent, mais dans sa signification intrinsèque et frauduleuse.

**4. Nullité de l’arrêt sur le fondement de l’article 524/3, ensemble l’article 475 n° 5 bis du Code de procédure pénale de 1930, au motif que la Cour de renvoi a fondé sa décision sur les dépositions des témoins Armstrong et Attack, recueillies devant des autorités judiciaires étrangères, en violation des règles de procédure applicables et a, de surcroît et de manière contradictoire, dénié toute valeur aux reconnaissances étrangères de l’Eglise de Scientologie.**

**5. Défaut ou contradiction de motifs déduits de moyens similaires en substance à ceux soulevés par les autres demandeurs et visés au paragraphe II/1-1/c.**

**6. Défaut de motif concernant l’existence de circonstances aggravantes mais contestées concernant le point 42 des chefs de prévention et défaut de correspondance sur ce point entre l’accusation initiale et la décision attaquée.**

**IV. FILOSCIA (défendue également par Maître Dominioni) et MONELLI, dans le mémoire signé par Maître Daria Pesce, reprochent**

1 - le caractère manifestement incohérent de la motivation retenant que l’Eglise de Scientologie ne remplit pas les critères de “ religiosité “ ,

1/a) au motif que, en dépit de l'indéniable caractère religieux des expressions figurant dans les extraits des statuts cités par l'arrêt, la Cour territoriale s'est déclarée " absolument certaine de la nature exclusivement scientifique de l'association, en affirmant sans autre motif le caractère normalement inconciliable " de la science et de la religion ;

1/b) au motif que dans la structure hiérarchique, dans le prosélytisme propre à toute confession et dans l'activité d'autofinancement de l'Eglise de Scientologie, les juges ont cru pouvoir déceler, sans aucun motif, les structures caractéristiques d'une association de malfaiteurs ;

1/c) au motif que, tout en affirmant que l'association avait été créée dans un but lucratif, les juges n'ont été en mesure d'identifier, en dehors de l'association elle-même, aucun bénéficiaire des profits illicites ;

1/d) au motif que la déviance d'une petite partie des membres de l'association ne suffit pas en elle-même à constituer le délit d'association de malfaiteurs ;

2 - une fausse application de la loi concernant leur responsabilité et une contradiction de motifs, au motif que, alors que la prétendue existence d'un " plan délictueux collectif " n'est pas établie, aucune explication concernant l'activité des dirigeants n'a, non plus, été proposée et que fait défaut la preuve d'un quelconque contact de ceux-ci avec le public, de même qu'avec un quelconque bénéficiaire des services proposés.

V. BANTI, BERNARDI, BERTINATO, CABRINI, CELASCO, LAUDADIO, MANFRINI (les quatre derniers étant défendus respectivement par Maître Spazzali, Maître Lanza, Maître Dominioni et Maître Vanni), MORET, NOVA, PAVONE, POLARA, RINALDI (Nova et les autres étant également respectivement défendus par Maître Spazzali, Maître Vanni, Maître Dominioni et Maître Leale), RONDA, SEGALLA, VERI (également défendu par Maître Vanni) et ZANELLA, dans un mémoire signé par Maître Giovanni Leale, reprochent

1. Une dénaturation des faits, une incohérence et une insuffisance de motifs, la violation des principes de droit énoncés par la Cour Suprême, une violation et une fausse application des lois, ainsi qu'une violation des principes constitutionnels, et l'exercice par les juges de pouvoirs dont la puissance publique n'est pas titulaire (déduits de l'article 524 n° 1,2, 3 du Code de procédure pénale de 1930, ainsi qu'ensemble l'article 475 n° 3 dudit code et de la violation de l'article 192 du Code de procédure pénale de 1988),

1/a) au motif que, pour vérifier, au niveau de la Cour de renvoi, si l'Eglise de Scientologie était ou non de nature religieuse, les juges du fond ont adopté, mais sans exposer les critères ayant présidé à ce choix, une définition doctrinale du concept de religion, restrictive et élaborée dans les années soixante-dix, rejetée à une époque plus récente par celui-là même qui en avait été l'auteur - ainsi qu'il ressort des pièces du dossier et de son avis positif concernant la nature religieuse de l'Eglise de Scientologie - au profit de définitions plus conformes aux principes constitutionnels ;

1/b) au motif que la définition de la religion comme un " ensemble de doctrines centré sur l'hypothèse de l'existence d'un Etre suprême en rapport avec les hommes et auquel ces derniers doivent obéissance et hommage " , inspirée, comme il est dit, par les conceptions

judaiques, chrétiennes et islamiques, d'où une limitation inhérente aux éléments de référence, ne saurait être invoquée par aucune juridiction en vue d'une reconnaissance " dont dépend l'exercice d'une liberté ou d'un droit fondamental " aux termes de notre Constitution, qui garantit le pluralisme et protège les minorités, ou " du droit international en matière de libertés fondamentales de l'homme " ;

1/c) pour les mêmes motifs que ceux invoqués par les autres demandeurs et visés au paragraphe II/1-1/a ;

1/d) au motif que, en application des critères plus larges précisés de la Charte Fondamentale, l'Etat, par décret P.R. du 3.1.1991, a reconnu l'Union Bouddhiste Italienne, bien qu'elle professe des croyances voisines de celle de la Scientologie, à cela près qu'elle ne présuppose pas l'existence d'un Etre suprême, de sorte que, en vertu du principe d'égalité des droits posé par l'article 8 de la Constitution, la confession de la Scientologie ne peut se voir infliger un traitement différent ;

1/e) au motif que, d'autre part, l'Eglise de Scientologie - ainsi qu'il ressort des écrits de son fondateur et des termes du dictionnaire technique figurant au dossier et de nombreux autres documents similaires, écartés par la Cour territoriale - a une conception religieuse spécifique, fondée sur l'existence d'un Etre suprême en rapport avec les hommes et sur l'existence de voies permettant à l'homme de se libérer de son propre karma et du cycle des réincarnations pour retourner vers son créateur ;

1/f) au motif que les juges ont conclu de manière erronée que la compatibilité du credo de la Scientologie avec toute autre confession démontre en soi le caractère non religieux de l'association, alors que cette compatibilité résulte, au contraire, " de son oecuménisme et du manque de dogmatisme des écrits de Hubbard " , qui sont également propres au Bouddhisme, reconnu en Italie, ou au Shintoïsme ;

1/g) au motif que le raisonnement des juges du fond, indépendamment de son incohérence manifeste et de la circonstance qu'il est entaché de la dénaturation des faits soulevée, est fondamentalement vicié comme tendant et aboutissant à une décision sur le fond contraire aux articles 8 et 19 de la Constitution ;

1/h) pour des motifs analogues à ceux visés aux paragraphes II/1-1/a, 1/b et 1/c, et au motif que la Cour territoriale a " contrairement à la logique et en violation du principe posé par la Cour de Cassation, en étendant la notion d'avis général à celle d' " opinion publique " , fait dépendre, en fait, de l'avis d'un grand nombre et de " personnes non concernées " , l'appréciation portée sur une croyance et une confession, c'est-à-dire, en fin de compte, la liberté de culte de la Scientologie qui constitue une minorité " ;

1/i) au motif qu'il n'est pas logique d'écarter - comme l'ont fait les juges milanais - les avis exprimés par des universitaires étrangers ou des autorités étrangères à propos d'une croyance religieuse née à l'étranger et répandue dans de nombreux pays, - alors que pour la reconnaissance de celle-ci en Italie, l'Etat ne peut se fonder que sur l'avis général relatif à cette croyance dans les pays susvisés - et au contraire d'accorder un quelconque crédit aux déclarations d'un ancien scientologue américain, plutôt qu'à celles du gouvernement des Etats-Unis ;

1/l) au motif que la Cour de Milan a limité son examen des statuts à ceux de l'Eglise de Milan dont elle a présumé qu'ils étaient similaires à ceux des autres Eglises, sans prendre en considération les statuts, fondamentaux, - qui figuraient au dossier - de l'entité représentative au niveau de l'ensemble du territoire national, à savoir ceux de l'Eglise de Scientologie d'Italie, aux directives de laquelle l'Eglise de Milan a déclaré être assujettie dans

le cadre de son appartenance au niveau national à ladite Eglise, et au motif que, en tout état de cause, les juges n'ont pas tenu compte du fait que les pratiques cultuelles de ladite Eglise ont un caractère religieux, puisque celles-ci résultent de l'application de la Dianétique - définie comme une science en des termes aussi appropriés que ceux de Saint Thomas qui définit la théologie comme favorisant en l'homme la recherche de lui-même et du Dieu qui se trouve en lui ;

1/m) au motif que les juges du fond, tout en écartant comme dépourvus de pertinence au regard de l'objectif poursuivi les avis des experts étrangers en matière religieuse, ont, de manière manifeste et contradictoire, fondé leur propre décision sur l'opinion d'un expert, qui pour conférer autorité à son rapport a cité, en traduction, un certain nombre de pages directement extraites de travaux de psychiatres étrangers ;

1/n) au motif qu'en considérant que l'association de malfaiteurs était constituée par les structures mêmes de l'Eglise qui, au lieu d'œuvrer à des fins religieuses par une propagande ardente, poursuivrait en réalité " un but lucratif par des méthodes frauduleuses, abusives et illégales " , et qu'en déduisant l'inexistence de ladite croyance religieuse de la seule existence du délit d'association de malfaiteurs, les juges du fond ont outrepassé les limites fixées à la Cour de renvoi par l'arrêt de cassation, la Cour de Cassation ayant décidé que l'identification de l'association de malfaiteurs à la structure de l'Eglise ne serait possible que dans le cas où les statuts prévoiraient des rites ou des agissements contraires aux bonnes mœurs et aux valeurs constitutionnelles visées dans ledit arrêt ;

1/o) au motif que, l'article 416 du Code pénal visant les délits portant atteinte à l'ordre public, la règle devient inconstitutionnelle si elle est appliquée à une organisation religieuse ;

1/p) au motif que, ayant confirmé que " l'activité des intervenants de la Scientologie, au titre desdites séances d' " auditing " et de " purification " , lorsqu'elle était réalisée pour traiter des personnes malades, entrait parfaitement dans le cadre du délit d'exercice illégal de la médecine " , la Cour de Cassation a de ce fait exclu que cette pratique puisse avoir, au sens légal du terme, une valeur thérapeutique, de sorte que, alors qu'il est évident que l'arrêt n'a pas constaté qu'on était en présence d'une thérapie, il n'est pas pertinent de prétendre que celle-ci serait le fait de personnes dépourvus de la moindre formation en matière médicale ;

1/q) au motif que, alors que la Cour de Cassation a déjà décidé que le petit nombre de cas à propos desquels une responsabilité pénale a été retenue n'établit en aucune façon, au plan rationnel, l'existence d'une association de malfaiteurs, de même dans l'hypothèse retenue par la Cour territoriale, le faible nombre de cas ne suffit pas non plus à démontrer la création, ni l'existence d'une association de malfaiteurs opérant depuis près de vingt ans ;

1/r) au motif que, pour établir la volonté de lucre prétendument poursuivie par l'association sous le couvert d'une organisation religieuse, les juges du fond n'ont pris en considération - ainsi que les demandeurs le démontrent au moyen de documents appropriés - que quelques-unes des directives émanant du fondateur, concernant l'organisation économique et financière de l'association, en n'en extrayant que partie du contenu et sans tenir compte de leur sens général ;

1/s) au motif que, pour les raisons invoquées par les autres demandeurs ainsi que suséposé, les juges du fond n'ont justifié d'aucune manière la participation consciente des prévenus à une entreprise délictueuse et ont donc violé le principe de correspondance entre l'accusation et le jugement.

2. La nullité de l'arrêt pour violation des articles 69, 133 et 133 bis du Code pénal, pour des motifs analogues à ceux invoquées par les autres demandeurs et visés au paragraphe II/3.

**VI. FASSI**, dans un mémoire établi par Maître Giuliano Pisapia, reproche

1. “ une motivation insuffisante, contradictoire et viciée du fait du défaut de prise en considération d'éléments déterminants “ , pour des motifs analogues à ceux invoqués par les autres demandeurs et ci-dessus résumés et, au motif que, la décision se référant à une conception de la religion découlant des grandes religions monothéistes, la Cour de renvoi a violé les articles 8 et 19 de la Constitution qui accordent un même respect et garantissent une protection égale à toutes les confessions religieuses ;

2. une dénaturation des faits et le défaut de prise en considération de circonstances essentielles concernant soit la participation matérielle à l'entreprise délictueuse dont l'existence a été retenue, soit un délit de fraude spécifique ;

3. un défaut de motivation individualisée concernant la procédure de comparaison entre circonstances atténuantes et circonstances aggravantes.

**BANTI, CELASCO** (également défendu par Maître Leale) et **LUNINI**, dans un mémoire signé par Maître Alessio Lanzi reprochent uniquement un vice de motivation et une dénaturation des faits, la violation de l'article 546/1 du Code de procédure pénale de 1930 pour non-respect par la Cour de renvoi d'une question déjà tranchée par une décision de la Cour de Cassation et la violation de l'article 192 du Code de procédure pénale Et invoquent, concernant le défaut de reconnaissance de la nature religieuse de l'Eglise de Scientologie, des moyens analogues à ceux précédemment soulevés par d'autres demandeurs.

**VII. BERTINATO** (également défendu par Maître Leale), **COLMAN, SMITH** et **TEGGIA DROGHI**, dans un mémoire signé par Maître Sebastiano Scata reprochent

1 - un excès de pouvoir et un défaut de motif concernant la nature religieuse de la Scientologie, pour des motifs identiques, expressément repris, à ceux invoqués par les demandeurs défendus par Maître Dominioni ;

2. la violation de l'article 477 du Code de procédure pénale de 1930 et un défaut de motif concernant la prévention du délit d'association de malfaiteurs, pour des motifs identiques, expressément repris, à ceux invoqués par les demandeurs défendus par Maître Lanzi, Maître Vanni et Maître Spazzali ;

3. une fausse application de l'article 416 du Code pénal , la Cour de renvoi ayant affirmé l'existence d'une association de malfaiteurs sans vérifier au préalable sa constitution, selon l'argumentation exposée au 2ème moyen du mémoire de Maître Vanni ;

4. un défaut et une contradiction de motifs, et la violation de l'article 192 du Code de procédure pénale, selon l'argumentation développée par Maître Vanni et Maître Spazzali, respectivement dans les 3ème et le 2ème moyens de leurs mémoires ;

5. un défaut de motif concernant l'existence de circonstances aggravantes retenues mais non formellement mentionnées au point 42 des chefs de prévention et le défaut de correspondance entre l'accusation initiale et la décision d'appel sur ce point, selon l'argumentation pour les demandeurs développée par Maître Vanni au sixième moyen de son mémoire ;

6. un défaut de motif concernant la procédure de comparaison prévue par l'article 69 du Code pénal, selon l'argumentation développée par Maître Dominioni au 3ème moyen de son mémoire.

**VIII.** ZANELLA et TISI (également défendus respectivement par Maître Leale et Maître Spazzali), dans un mémoire de Maître

Alfredo Biondi, reprochent ensemble et dans le cadre d'un recours unique

1. une fausse application de la loi pénale, un défaut de motif, ainsi qu'un défaut de prise en considération des éléments essentiels du dossier,

2. une fausse application de l'article 416 du Code pénal, pour défaut de vérification des éléments matériel et moral du délit,

3. le défaut de respect de dispositions du code de procédure sanctionnées de nullité et la violation de l'article 192 du Code de procédure pénale,

4. un autre défaut de respect de dispositions du code de procédure sanctionnées de nullité, les moyens ayant le même fondement que les moyens similaires soulevés par les autres pourvois, ainsi que sus-rappelé.

Ont également déposé des mémoires ampliatifs pour les demandeurs, Maître Gaetano Insolera, avocat de Ronda, Segalla et Cantù, ainsi que Maître Luigi Vanni et Fabrizio D'Agostini, pour tous les demandeurs déjà défendus par le premier, et pour Zanella.

## EN DROIT

Les pourvois sont bien fondés.

En ce qui concerne les violations de la loi et les nombreux vices de motivation allégués par tous les demandeurs qui contestent l'arrêt attaqué, le point central, commun à tous les pourvois introduits, réside dans le fait qu'en déniaient à l'Eglise de Scientologie une nature religieuse, la Cour de renvoi n'a pas respecté l'obligation lui incombant de motiver sa décision conformément aux principes expressément posés par l'arrêt de cassation.

La Cour de céans doit donc en premier lieu déterminer si ladite Cour de renvoi a ou non respecté les principes qui lui ont été imposés par l'arrêt de cassation et si sa décision est ou non exempte de toute erreur de raisonnement ou de droit susceptible d'entraîner sa cassation sur le plan juridique.

Il est par conséquent nécessaire de rappeler et de définir les pouvoirs et les obligations de la Cour de renvoi.

A cet égard, nous relèverons au préalable que, après une cassation pour vice de motivation, la Cour de renvoi peut, sans méconnaître son obligation de respecter les dispositions de l'arrêt de cassation, parvenir à nouveau à la constatation de la responsabilité des prévenus sur le fondement d'une motivation différente de celle déjà censurée par les juges du droit (cf. Cass. V, 14.1.1994, n. 267, CED 196619), mais que, lorsque la Cour de Cassation s'est prononcée sur une question de droit, ainsi qu'elle l'a fait en qui concerne le respect de l'obligation de motivation, la Cour de renvoi est tenue de justifier sa propre solution conformément aux principes implicitement ou expressément précisés dans l'arrêt de cassation et qu'elle est, dans ce cas, tenue de procéder à une appréciation complète des éléments du dossier, à une instruction spécifique - précédemment omise - laquelle a une importance déterminante pour la décision, ou encore à l'examen, non effectué jusqu'alors, des moyens de défense spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la décision finale, sans que la Cour de renvoi soit pour autant privée de la liberté de former sa propre opinion sur le fond sur le fondement d'une appréciation propre des faits ayant fait l'objet de la cassation selon les dispositions de l'article 627/2 du Code de procédure pénale de 1988, étant entendu, conformément à l'article 544/5 du Code de procédure pénale de 1930, que, dans les limites de la cassation, la Cour de renvoi se prononce avec des pouvoirs identiques à ceux des juges dont la décision a été cassée, avec comme seule limite, l'obligation de ne pas réitérer les vices de motivation relevés dans la décision cassée (Cass. VI. 27.4.1995, n. 4614, CED 201266).

Les juges du fond ne se sont pas - à maints égards - conformés à ces *regulae juris*.

Dans l'énoncé des principes et des critères juridiques dont la Cour de renvoi aurait du tenir compte pour statuer, la Cour de céans a considéré que, aux fins de vérifier l'existence ou l'inexistence de l'association de malfaiteurs reprochée aux prévenus en raison de leur appartenance, à des fonctions diverses, à l'Eglise de Scientologie précitée ou à l'Institut dépendant de celle-ci, il était nécessaire d'établir au préalable si ladite église était ou non une confession religieuse, compte tenu de l'absence de toute définition légale de la notion de confession religieuse, ce qui rend plus difficile pour l'interprète le point de savoir si cette qualité peut être reconnue à un ensemble de personnes ainsi défini, " ou s'il s'agit d'un groupe qui, profitant d'aspirations religieuses diffuses, poursuit les intérêts personnels de ses fondateurs ou administrateurs " . La haute juridiction a précisé les critères applicables au regard de la Constitution pour trancher correctement la question, " en se référant pour ce faire à une décision récente de la Cour Constitutionnelle en la matière " , et a dégagé - de manière non exhaustive - et illustré " les critères requis pour l'identification des groupes authentiquement religieux " , lesquels, dans l'ordre d'importance et en l'absence de toute reconnaissance de la part de l'Etat, sont de précédentes reconnaissances publiques, les statuts et l'avis général.

Au lieu de cela, la Cour territoriale a estimé qu'elle pouvait et, de surcroît, qu'elle devait, à cette fin, procéder à une définition préalable du concept de religion et, par conséquent, de la notion de confession religieuse.

En conséquence, elle a - sans en exposer les motifs - choisi de suivre une opinion doctrinale non attribuée à aucun auteur, ni qualifiée d'une quelconque autre manière, affirmant que le terme " religion " , dans son acception courante, aux termes de l'expérience historique actuelle, est un ensemble de doctrines centré sur la présupposition de l'existence d'un Etre suprême, en rapport avec les hommes et auquel ces derniers doivent obéissance et hommage " (p. 31) et sur le " concept de salut de l'âme... qui se réalise au travers d'un lien entre l'homme et la divinité... lien que la religion décrit et interprète " (p. 32), et que " le contexte historique et social dans lequel l'avis général s'est développé a inévitablement été

influencé par la culture religieuse italienne des grandes religions de souche judéo-chrétienne et islamique “ (pp. 32/33). De la définition de la religion en ces termes, les juges ont déduit celle de la confession religieuse, qui apparaît comme une “ communauté sociale ayant une conception propre du monde, basée “ sur une croyance religieuse du type susmentionné.

Une telle définition de la religion, ouvertement partielle parce qu’inspirée - comme indiqué - exclusivement par les religions d’ascendance biblique, est illégitime à bien des égards, parce qu’elle repose sur des principes philosophiques et socio-historiques inexacts et parce que l’argumentation qui la sous-tend est entachée d’erreurs de raisonnement manifestes.

Elle est illégale au plan constitutionnel, parce que contraire au principe d’égalité devant la loi de toutes les confessions religieuses proclamé par l’article 8 de la loi fondamentale, droit garanti à chacun par les articles 19 et 20, de professer librement sa foi religieuse, dès lors qu’il ne s’agit pas de rites contraires aux bonnes mœurs - celles-ci étant entendues dans leur sens le plus large, c’est-à-dire comme résultant du respect, libre ou imposé, d’un ensemble de lois, notamment pénales et, de manière générale, des règles de conduite visant à garantir une cohabitation libre et pacifique - ; l’absence de définition légale de la notion de religion ou de confession religieuse manifeste de manière tout à fait claire la volonté des constituants de n’interdire à quiconque - sous réserve des conditions susmentionnées et de la garantie constitutionnelle reconnue à tous de droits de valeur égale - l’exercice de sa religion, quelque différent ou étranger que soit sa croyance ou son héritage culturel.

L’absence, dans l’ordre juridique, d’une définition du concept de religion n’est pas accidentelle ; elle découle de la complexité et de la polyvalence de la notion même, ainsi que de la nécessité de ne pas limiter, par une définition préétablie et par conséquent restrictive, la liberté religieuse garantie - dans les limites susmentionnées - par le principe constitutionnel. Finalité que le constituant s’est efforcé de mettre en œuvre en ne recourant pas au substantif “ religion “ , mais en utilisant celui de “ confession “ accompagné de l’adjectif “ religieuse “ , expression qui, en identifiant sur le plan philologique un groupe réuni par une croyance religieuse, met l’accent d’une part sur la personne qui est protégée par le principe constitutionnel et qui professe des convictions subjectives en la matière et, d’autre part, sur l’aspect laïque de la doctrine, des révélations ou des traditions caractérisant, sur le plan objectif, une religion existant déjà ou en voie d’émergence.

La formulation du principe étudié recèle toutefois une possibilité pratique de distinguer, en première approximation, les structures sociales susceptibles d’être qualifiées en droit de confessions religieuses, car la référence aux “ confessions religieuses différentes de la religion catholique “ contenue au second alinéa de l’article 8 susmentionné de la Constitution constitue un critère objectif, clair et distinct, ladite référence ayant été choisie comme modèle par le législateur pour reconnaître la nature de confession religieuse à l’objet de la comparaison effectuée.

Au moyen de l’interprétation analogique et compte tenu des limites qui lui sont propres, il apparaît possible - à cette fin et par référence à la “ confession catholique “ , en recourant aux critères de similarité, de connexité et de correspondance - de déterminer quelles structures sociales - organisées sur un mode similaire et en vue de finalités semblables - constituent des confessions religieuses d’individus professant leur propre croyance religieuse.

En ce qui concerne le critère formel susmentionné, il est d’autre part possible de dire que l’élaboration d’une définition de la religion ne saurait être fondée - sans porter atteinte aux principes du droit constitutionnel - exclusivement sur les conceptions religieuses

hébraïques, chrétiennes et musulmanes, qui excluent les religions polythéistes, qu'il s'agisse du chamanisme ou de l'animisme ou de celles qui, comme le taoïsme ou le bouddhisme dans leurs différentes expressions, ne promettent pas au fidèle la vie éternelle au terme d'un parcours de salut privilégié du fait de rapports avec la divinité ou de l'octroi d'une grâce particulière émanant d'un Dieu unique.

Le caractère illégitime - pour les motifs susrappelés - de la définition de la religion et, par conséquent, de celle de la confession religieuse, utilisées par les juges du fond comme critères pour leur propre appréciation des faits est, en l'espèce, rendue encore plus évidente par la constatation suivante.

La Cour de renvoi n'a pas, dans l'élaboration de sa motivation, pris en compte le fait que l'Etat, par la conclusion avec l'Union Bouddhiste Italienne (Unione Buddhista Italiana) de la convention du 3.1.1991, a reconnu la qualité de religion au Bouddhisme, lequel ne présuppose en aucune manière l'existence d'un Etre suprême, ni ne propose l'établissement de rapports directs entre l'homme et ce dernier. De même, cette juridiction n'a pas non plus pris en considération le fait qu'en vertu de l'article 2/2 du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Rome entre l'Italie et les Etats-Unis d'Amérique le 2.2.1948 et ratifié par la loi n° 385 du 18.6.1949, l'Eglise de Scientologie, reconnue aux Etats-Unis comme confession religieuse, aurait dû bénéficier de la même reconnaissance en Italie et être autorisée à pratiquer son propre culte et à faire œuvre de prosélytisme, si conformément au droit à l'égalité reconnu par la Constitution, elle avait été une émanation directe de l'Eglise de Scientologie américaine et si elle ne s'était pas constituée à l'inverse en entité autonome en tant qu'Eglise de Scientologie italienne.

D'autre part, doit être considérée comme inexacte et partielle - conformément aux explications plus extensives de Maître Spazzali qui prennent en considération des points de vue divers, ainsi qu'à celles d'autres mémoires, et du mémoire de Maître Vanni et de Maître D'Agostini - la définition du contexte culturel, au sein duquel se serait formée en Italie l'avis général " qui constitue le fondement direct de la décision de la Cour de renvoi.

A cet égard, la Cour de céans se bornera à relever qu'à ce titre, il faudrait également exclure les apports éloignés des philosophies et des religions d'Extrême-Orient tels qu'ils apparaissent chez nombre d'auteurs, qu'il s'agisse de la pensée des sophistes, des cyniques ou de Platon, ou de ceux plus récents consécutifs à la floraison et à la prolifération en Europe et en Italie de diverses doctrines religieuses d'inspiration orientales, qui ont indéniablement influencé la pensée d'Arthur Schopenhauer, lequel dans l'introduction à la première édition de son œuvre majeure - et déjà dans le titre, révélateur de l'inspiration invoquée - déclarait ouvertement avoir eu le privilège d'accéder à la sagesse de l'Upanishad et des Veda, qu'il avaient fait siennes au point de concevoir le monde comme une projection de la volonté individuelle et par conséquent comme une simple représentation et de considérer que l'éradication du désir aveugle de vivre était la seule voie de libération accessible à l'homme.

Les critiques soulevées sur ce point par l'ensemble des demandeurs, sous des approches et sur le fondement de moyens différents, sont donc fondées, puisqu'il est évident qu'une appréciation du caractère religieux de l'Eglise de Scientologie, réalisée sur la base et en fonction d'opinions dans une certaine mesure personnelles et, partant, arbitraires, au lieu de recourir aux critères formels et objectifs précisés dans l'arrêt de cassation - ainsi qu'invoqué notamment dans le mémoire de Maître Dominiononi aux paragraphes II/1-1/a et 1/b, et dans celui de Maître Leale aux paragraphes V/1-1/a, 1/c et 1/d - entraîne non seulement la cassation de la décision intervenue en ce qui concerne le choix des méthodes d'appréciation applicables en l'espèce, mais constitue également un contrôle inadmissible sur le caractère religieux d'une

foi ou d'un culte, contrôle à son tour illégal, parce que, ainsi que le font valoir les demandeurs, il résulte de l'exercice - par la Cour de renvoi - d'une prérogative qui n'appartient pas aux pouvoirs publics, compte tenu du caractère délibérément extrêmement général de la notion de religion retenue par la Constitution.

A partir d'une notion erronée de la religion, élaborée et adoptée ainsi que susindiqué, les juges du fond ont également fait une fausse application des critères d'appréciation définis par la Cour Constitutionnelle et énoncés par la Cour de céans dans son arrêt de cassation.

Le défaut de respect de ces critères par l'arrêt et les multiples vices de motivation invoqués par les divers demandeurs apparaissent évidents en l'état de la définition des notions de religion et de confession religieuse dans les termes susmentionnés et du rappel exprès des critères posés par la Cour de céans à partir des principes énoncés par la décision susmentionnée de la Cour Constitutionnelle ; car, ayant à bon droit relevé que le simple fait pour un groupe de se qualifier lui-même de religion ne suffit pas à lui conférer la qualité de confession religieuse, cette qualification devant résulter des critères objectifs susvisés (cf. déc. C. Const. 467/1992), pour exclure toute possibilité de recourir aux deux premiers critères proposés dans l'arrêt de cassation, les juges du fond ont raisonné en résumé comme suit : “ en l'espèce, aucune convention n'a été conclue entre l'Etat italien et l'Eglise de Scientologie, ni aucune reconnaissance publique de la Scientologie n'est encore intervenue “ .

Si une motivation aussi brève concernant la constatation de l'absence de convention est suffisante pour écarter l'application, en l'espèce, du premier critère juridique énoncé dans l'arrêt de cassation, elle ne saurait en aucun cas suffire au regard de l'autre critère - parce qu'elle ne constitue qu'une simple affirmation - pour satisfaire à l'obligation de motivation de l'arrêt, requise à peine de nullité par les articles 474/1 n° 4 et 475 n° 3 du Code de procédure pénale de 1930.

Ainsi qu'il résulte du terme “ ni “ du début de la seconde proposition du passage examiné, les juges du fond ont admis qu'une reconnaissance publique par voie de convention conclue entre l'Etat et une confession religieuse, en raison du caractère absolu et définitif qui découle d'un acte formel présupposant et impliquant en lui-même une telle reconnaissance de la part de l'Etat, est fort différente d'une reconnaissance publique découlant d'un acte émanant d'un démembrement dudit Etat ; en conséquence, pour pouvoir retenir, comme ils l'ont fait, l'absence de toute reconnaissance publique de l'Eglise de Scientologie, les juges du fond auraient dû, en premier lieu, déterminer si d'autres actes formels, différents d'une convention, constituaient ou impliquaient - même de manière incidente et seulement à titre de conséquence de la procédure à laquelle ils se rattachaient - la reconnaissance publique d'une confession religieuse ; ils auraient dû ensuite expliquer pourquoi ces actes émanant d'autorités publiques, telles que les décisions de juridictions judiciaires ou fiscales produites par les prévenus et figurant au dossier, prises et rendues au nom du peuple, dont l'Etat et la République sont l'expression formelle, n'étaient en aucun cas susceptibles de constituer une telle reconnaissance et ne comportaient en aucune manière, même indirectement, aucune reconnaissance publique, même si ces actes avaient une valeur inférieure à celle absolue ou définitive qui dans le système juridique caractérise l'acte formel, c'est-à-dire la convention conclue entre l'Etat et les représentants de l'organisation concernée en vertu de l'article 8 de la Constitution.

Si, ensuite, ils entendaient interpréter l'adjectif “ publique “ , appliqué au substantif “ reconnaissance “ , dans son acception signifiant “ populaire “ , ils auraient dû expliquer pourquoi les déclarations de milliers d'adeptes, qui font pourtant partie du peuple, n'étaient pas recevables, non plus que les avis des experts et les décisions des juges, qui font eux-

mêmes partie du peuple et qui dans leurs décisions tiennent nécessairement compte de l'expérience commune et de ce qui est notoire.

Le vice de motivation invoqué par les demandeurs est caractérisé à un triple point de vue, en ce qui concerne le critère de " l'avis général " .

La Cour de renvoi a fondé sa décision sur la considération que l'expression " avis général " équivaut à l'expression " opinion publique " au sens de celle de la " totalité de la communauté nationale " .

Une telle présupposition est erronée sur le plan philologique, lexical ou formel.

Sur le plan philologique et lexical, parce que le substantif " opinion " implique, outre une appréciation rationnelle des éléments juridiques disponibles, des intuitions, des impressions, des sensations et des émotions, tous éléments étrangers et contraires au substantif " avis " , qui implique seulement une appréciation rationnelle et pondérée des éléments juridiques disponibles et parce qu'en l'espèce des différences aussi importantes sont amplifiées par les qualificatifs des deux substantifs.

L'adjectif " général " se rapportant au substantif " avis " exprime des appréciations inévitablement subjectives et concordant le cas échéant avec d'autres. Il doit être compris au sens de " partagé " , ce qui implique que d'autres ont procédé à la même appréciation et sont parvenus aux mêmes conclusions. mais cette appréciation ne s'étend pas au delà du cercle des spécialistes et des personnes intéressées par le problème : l'adjectif " publique " , dans son acception originelle de " populaire " qui est celle qui, d'évidence, a été utilisée, vise, au contraire, l'unanimité de l'opinion elle-même.

Au plan formel, le vice de motivation reproché est donc constant ; soit parce qu'il n'est pas possible de reconnaître le choix des termes effectué par les juges constitutionnels pour exprimer leur pensée sur ce point ; soit parce que l'opinion publique étant définie par son caractère général, ce qui la distingue des convictions et des sentiments de la majorité - ainsi que le soutient le mémoire de Maître Leale -, il est impossible, aussi bien sur le plan institutionnel, que sur celui de la simple rationalité, de l'ériger en paramètre pour la protection garantie par la loi fondamentale aux minorités religieuses, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens qui, sur ce point, pensent différemment ; soit parce que la Cour de renvoi n'a pas procédé à une appréciation de l'ensemble des éléments de preuve visés par l'arrêt, méthode d'analyse qui s'impose pourtant aux juges, aux termes de l'article 192/1 du Code de procédure pénale de 1988, applicable en l'espèce en vertu de l'article 245/2/b des dispositions dudit code modifié, ce qui aurait pu amener lesdits juges du fond à conclure différemment, en vertu de la règle d'expérience que, examinés ensemble, des éléments de preuve isolément non significatifs peuvent permettre de faire apparaître un élément de preuve décisif.

Le vice de motivation soulevé et établi selon les motifs ci-dessus, est présent à plusieurs titres.

Et, en fait, après avoir affirmé, sans aucune explication, que " l'opinion publique de l'ensemble de la communauté nationale " ne pouvait être identifiée aux décisions d'une quelconque juridiction du fond, ni d'aucune commission fiscale, ni, non plus, à aucun " avis d'expert " , aussi éminent soit-il, émis par quelque universitaire italien que ce soit " , après avoir précisé que - en dépit de l'universalité de l'information et de l'accès, toujours plus étendu, à celle-ci découlant de la multiplication des sources médiatiques - les " études des universitaires étrangers ne concourent en aucun cas à la formation de l'opinion publique italienne " et ne sont donc pas utilisables, non plus que " les décisions des autorités judiciaires d'autres Etats " , les juges du fond n'ont pas expliqué par quels autres modes d'expression de

la pensée, ni où, ni comment, l'opinion publique de la totalité de la communauté nationale devrait être déterminée et auprès de quelles sources les juges l'ont recueillie, de sorte que, sur ce point, ils ont réellement procédé par de simples affirmations, incontrôlables au plan juridique et arbitraires, ainsi que susmentionné, parce qu'elles sont l'expression, ainsi que nous l'avons déjà relevé, d'une compétence sur le fond qui n'appartient à aucune instance de l'Etat.

Poursuivant dans la direction tracée avec la définition susmentionnée de la notion de " religion " et sur le fondement de cette définition, la Cour de renvoi a refusé la qualité de religion à la Scientologie, sur la considération, décisive sur ce point, " qu'il manque à cette doctrine, selon l'avis général " , qui n'est toujours pas défini dans l'arrêt, " un élément indispensable pour que l'on se trouve en présence d'une religion : le concept de salut de l'âme... réalisé grâce à l'instauration d'un lien entre l'homme et la divinité, et qui fait défaut " .

Un peu plus loin, examinant les statuts de l'Eglise de Scientologie de Milan, les juges ont relevé que la technologie de libération individuelle propre à l'association consistait en un " ensemble de vérités et de méthodes d'application développées par L. Ron Hubbard, aux termes de ses observations et recherches " destinées à amener l'homme " à un état lui permettant de répondre à ses propres questions et de résoudre ses propres problèmes " , en le rendant " conscient de sa connaissance de l'Etre suprême, par référence au Dieu que l'homme trouve en lui-même " .

Les affirmations et les principes ainsi extraits des statuts de la Scientologie - comme relevé dans les moyens quelque peu différents des demandeurs et, de manière plus incisive, dans le mémoire de Maître Leale - contredisent manifestement les conclusions auxquelles la Cour de renvoi est elle-même parvenue, ces principes appartenant à différentes religions et notamment, en ce qui concerne le dernier point - la connaissance de Dieu - à la religion chrétienne.

L'évident syncrétisme de la doctrine résultant des termes susmentionnés - phénomène qui n'est pas rare sur le plan historique - témoigne, de manière générale, d'une analogie avec toutes les religions qui retiennent comme méthode d'accès à Dieu l'expérience extatique - poursuivie aussi bien par des moyens physiques parmi lesquels des méthodes de maîtrise du corps et de la respiration, que par la voie de mortifications ou d'exaltations ascétiques, par des danses exténuantes ou l'absorption de liqueurs enivrantes ou fermentées - et l'ascèse proprement dite, mais réalisée aussi par l'introspection, avec la méditation ou la prière, ou, de manière plus spécifique en ce qui concerne les parcours de salvation, en Occident, avec l'enseignement socratique fondé sur la valeur de la connaissance de soi à l'origine de la conscience du devoir, sur la force divine propulsive du Logos et sur la force inspiratrice autant que divine du Daimon, que toute personne a en elle-même et, en Orient, avec la doctrine du Tao qui fait de l'arrachement à soi-même, au moyen de la méditation profonde et prolongée, l'unique possibilité d'entrevoir la Puissance créatrice.

De manière plus spécifique, si l'on considère qu'aux termes de la doctrine chrétienne, le Paradis, conçu comme vision béatifiée de Dieu, est la récompense éternelle du croyant méritant, la contradiction manifeste entre la conclusion critiquée et la définition de la religion susmentionnée à laquelle, avec une " certaine rigidité de pensée " , sont parvenus les juges du fond, apparaît d'autant plus clairement que ces derniers n'ont pas pris en considération les fins poursuivies par la Dianétique et la libération de l'esprit de l'homme par la connaissance de l'esprit de Dieu qui est en lui.

D'autre part et conformément aux considérations ci-dessus concernant les limites constitutionnelles de la compétence juridictionnelle en la matière, ainsi que certains avocats l'ont soulevé dans leurs mémoires, le caractère religieux de la Scientologie ne saurait être exclu du fait de l'aspect scientifique du parcours de libération conçu par son fondateur. Ainsi que l'observe à bon droit Maître Leale dans le mémoire par lui établi, le fait que Saint Thomas ait défini la Théologie comme une science n'a pas pour conséquence de faire perdre leur caractère religieux aux différentes églises chrétiennes et les prescriptions du principe constitutionnel précité interdisent toute appréciation semblable, sur le fond, d'une croyance religieuse.

Pendant, tout en excluant le caractère religieux de la Scientologie aux motifs susrappelés, la Cour de renvoi a relevé, sur le fondement de la décision de la Cour Constitutionnelle susmentionnée, que " la question doit être appréciée par référence à la nature réelle de l'organisation, ainsi qu'à l'activité effectivement poursuivie " et que, par conséquent, la simple qualification dans les statuts " n'est pas suffisante pour faire reconnaître à un groupe la nature de confession religieuse " , mais qu'il est nécessaire que cette qualité " résulte de données objectives, établies au moyen des critères susmentionnés " , et, se prévalant encore une fois de critères purement formels, la Cour de renvoi a exclu la qualification précitée sur le fondement de divers motifs, en invoquant les modifications des statuts, le fait que la nouvelle terminologie avait été récemment introduite, ainsi que l'utilisation de symboles religieux, " simples expédients introduits pour bénéficier du traitement plus favorable reconnu aux associations religieuses et éviter l'accusation ... d'exercice illégal de la médecine " .

Concernant la motivation retenue par les juges du fond pour parvenir à de telles conclusions et à laquelle il est reproché des incohérences et des violations de la loi.

De manière générale, en ce qui concerne le mode d'analyse des statuts, les juges du fond n'ont pas spécifié quels étaient les " indices sûrs " , assurément non découverts, d'appréciation du " caractère religieux " d'une association et de celle-ci en particulier. Il est de ce fait impossible de comprendre pourquoi, bien que des " indices " déduits d'un document écrit puisse n'avoir que la portée d'un écrit, n'ont pas toutefois été considérés comme des " indices sûrs " la répétition dans les statuts des substantifs " église et religion " , la " référence à des ouvrages religieux, à des rites et à la satisfaction de besoins spirituels " , et le fait qu'il est question de " fidèles " . Ainsi, les juges du fond ont souligné qu'aux termes de l'article 3 desdits statuts, la Scientologie " vise, au moyen d'axiomes et de technologies applicables, dans la tradition des sciences exactes, à apporter une solution aux problèmes fondamentaux de l'existence et de la pensée et à atteindre la liberté de l'esprit humain " . Etant donné que le phénomène religieux et les voies de la libération et du retour au Dieu créateur enseignées par diverses religions, y compris celles d'origine biblique auxquelles les juges se réfèrent expressément et exclusivement, ont des fondements essentiellement rationnels, il est de nouveau erroné d'invoquer le caractère prétendument intrinsèquement contradictoire de la Scientologie qui découlerait de la prétention de recourir à des principes et à des techniques propres aux sciences exactes pour des buts religieux, raisonnement qui, outre qu'il porte atteinte aux principes constitutionnels susmentionnés, peut être critiqué sur le plan rationnel - ainsi que soulevé au paragraphe I/L) du mémoire de Maître Leale - parce qu'il s'agit, pour les scientologues, d'un article de foi et parce que le recours à des techniques matérielles et à des procédés matériels pour parvenir à une vision quelque peu lointaine de l'esprit ou des esprits n'est pas étrangère, ainsi que nous l'avons montré, à diverses religions.

Est également fondée la critique formulée dans le mémoire de Maître Leale concernant l'absence d'analyse des statuts fondamentaux de la Scientologie qui en Italie ne sont pas ceux

de l'Eglise de Milan que la Cour territoriale a présumés, sans le moindre motif, identiques ou de même inspiration que ceux d'autres églises locales - ce qui apparaît en page 36 de son arrêt - mais ceux de l'Eglise de Scientologie d'Italie aux directives de laquelle l'Eglise de Milan se déclare assujettie dans le cadre de l'organisation nationale de ladite Eglise. Il est évident enfin, sur le plan logique, qu'il n'est pas possible de définir correctement la nature d'une association organisée en divers groupes au moyen de l'étude des statuts d'un seul de ces groupes, sans tenir compte en aucune manière du caractère propre de l'organisation entière considérée en tant que telle, ni de la manière dont chaque groupe se reconnaît au sein de cette organisation, ni du fait qu'il en reçoit reconnaissance et directives.

Passant maintenant à l'examen détaillé des motifs de l'arrêt attaqué, retenant les critiques soulevées par quelques prévenus dans le mémoire signé par Maître Vanni, avocat, paragraphe 4, la Cour de céans constate que la Cour de renvoi a sans examen ni motivation attribué aux déclarations du témoin Attack et à celles du témoin Armstrong qualifié antérieurement, dans l'arrêt, de " bras droit de Hubbard " , une valeur et une crédibilité absolues qui sont injustifiées et peuvent être aisément contestées sur le plan rationnel grâce à un examen plus approfondi des résultats.

En fait, les juges du fond ne se prononcent pas sur la crédibilité des deux témoins. Par ailleurs, ils n'ont pas replacé les déclarations précitées dans leur contexte. Ils n'ont pas non plus indiqué les sources des informations d'Attack retenues, ni les causes de l'interruption des relations entre Armstrong et Hubbard. Les juges du fond n'ont pas précisé le contexte dans lequel ces déclarations avaient été obtenues, ni si elles avaient été obtenues dans le cadre d'une procédure judiciaire, et dans ce cas le lien entre ces déclarations et la décision rendue ; ils n'ont pas, non plus, indiqué de quelle manière elles avaient été obtenues au cours de la procédure. Les juges du fond ont surtout oublié que, selon le rappel historique faisant l'objet de la première page de l'arrêt, la naissance de la Dianétique est très antérieure à celle de l'Eglise de Scientologie. Celle-ci est née dans le sillage du succès remporté par les théories résolument scientifiques élaborées par Hubbard dans son premier livre et dans les nombreux livres suivants sur le même thème. Par conséquent, sur le plan logique, il n'y a pas lieu d'exclure que l'encouragement final à la création de l'Eglise de Scientologie réside dans les raisons exposées par les deux témoins précités. En revanche, en l'état du silence conservé à ce sujet par les juges du fond, il n'y a pas lieu non plus d'exclure que l'Eglise soit née grâce au développement de la doctrine de la Dianétique et à l'action d'adeptes de plus en plus nombreux. Or, aucune confession religieuse ne pouvant exister sans la diffusion de ses propres doctrines fondamentales, il est évident que la diffusion et la connaissance de la Dianétique sur son territoire de mission et d'expansion a joué un rôle indispensable à la fondation des différentes Eglises nationales et locales de Scientologie. Tout comme la diffusion et la connaissance de l'Evangile ont été à l'origine des Eglises chrétiennes. C'est bien ce qui ressort également d'un témoignage visé et reproduit dans l'arrêt attaqué.

Cette dernière explication, tout à fait logique, révèle l'inconsistance des deux motifs suivants faisant l'objet - dans l'arrêt attaqué - des paragraphes b) et c). Dans ce contexte apparaît logique, pratique et planifiée, la fondation préalable de l'Institut de Dianétique, en tant qu'instrument apte à diffuser les idées et les théories de Hubbard, qui par la suite seront à l'origine de la doctrine et de l'organisation de la nouvelle Eglise de Scientologie. L'affirmation de l'absence de " tout changement dans l'activité de l'organisation " dont la finalité était le bien-être de ses fidèles et surtout de ses néophytes, s'avère donc non significative, étant donné qu'en ce qui concerne la propagande, la nouvelle structure n'aurait rien pu changer ni ajouter car les doctrines de base des Instituts n'avaient pas évolué, pas plus que la volonté d'en diffuser la connaissance.

Le défaut d'explication et de prise en compte du contexte dans lequel chaque fait marquant doit être apprécié conformément aux dispositions de l'article 192/1 du Code de procédure pénale, a ainsi pour effet d'enlever tout caractère suspect à un document saisi au siège de Rome qui déplorait, de manière générale, les difficultés rencontrées par l'Institut de Dianétique, devenu désormais " une cible facile " , parce qu'il agissait sans la protection spécifique dont bénéficient les confessions religieuses et " dans un milieu d'intérêts politiques, économiques et financiers " . Ce document évaluait également les " conséquences résultant du fait de ne pas être une Eglise en Italie " . Ces formules, entièrement extraites de leur contexte, ont une signification manifestement ambiguë, dans la mesure où elles peuvent avoir été utilisées pour justifier la carence des résultats obtenus ou l'échec des objectifs programmés, ou bien, beaucoup plus simplement, pour solliciter la fondation en Italie aussi, d'une Eglise de Scientologie, dont les participants avaient besoin.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu d'accorder un quelconque crédit aux déclarations du témoin Mme Visconti visées au paragraphe d). En effet, selon les mémoires de Maître Spazzali et de Maître Dominioni, ces déclarations demeurent isolées et sont clairement contredites par des dizaines de témoignages contraires, absolument ignorés par les juges du fond malgré le rappel explicite, dans l'arrêt de cassation, de l'obligation leur incombant d'examiner ces témoignages. En outre, selon les citations textuelles des paragraphes 39 et 40 de l'arrêt, il s'avère, et ceci de manière indiscutable, que la Scientologie avait été présentée à Mme Visconti comme une " religion " au moment où il lui avait été dit " qu'il n'y avait aucune incompatibilité entre les deux religions " , à savoir la Scientologie et le Christianisme, et que " même la religion catholique est un dogme " dans la mesure où les croyances dogmatiques sont le propre des religions et ceci de manière exclusive.

Les mêmes observations sont valables pour les déclarations faites par quelques autres témoins. Parmi les témoins cités dans l'arrêt, selon les témoins M. Capezza et M. Garrone (les propos de ce dernier étant reproduits littéralement) : " Sans aucun doute, au début, la Dianétique lui fut présentée par ses propagateurs comme un enseignement ou une série de cours visant à l'amélioration de nos conditions spirituelles. Par la suite, le tout fut présenté comme une sorte de credo religieux devant être accepté dans sa globalité et sans discussion. " Il y a lieu de préciser que M. Garrone, en relatant le cas qui le concerne, illustre, sans le vouloir, la technique de prosélytisme précédemment citée, en expliquant également les raisons pour lesquelles la fondation de l'Institut de Dianétique a précédé celle de l'Eglise de Scientologie. Le fait que d'autres témoins, dont la participation à l'Eglise de Scientologie n'a pas été démontrée mais uniquement la participation aux cours de Dianétique, n'aient pas entendu parler de pasteurs ni de conseils pastoraux est dénué de toute pertinence et l'on ne saurait en déduire que, en contradiction avec les dispositions statutaires, l'Eglise de Scientologie (et non l'Institut de Dianétique) n'a pas de credo religieux ni de pasteurs, ne se livre à aucune des activités pastorales que toute confession religieuse réserve généralement à ses fidèles et ne prend pas en charge ses catéchumènes, alors que ces fonctions sont systématiquement confiées aux responsables des cours de Dianétique. Cette dernière, d'après l'examen des statuts de l'Eglise de Scientologie de Milan effectué par les juges du fond, " fait partie intégrante de la Scientologie. "

De même, en ce qui concerne la prétendue absence de credo religieux original et exclusivement propre à la Scientologie, il y a lieu de faire une remarque préalable. Sur le plan scientifique et sur le plan empirique, il faut souligner l'incohérence de l'affirmation (contenue dans l'arrêt) selon laquelle : " une confession religieuse ne peut pas ne pas avoir une conception de la vie qui lui soit tout à fait originale et spécifique " .

Cette définition n'est pas cohérente non plus au regard de la notion limitative de religion que les juges du fond se sont appropriée. En effet, il est bien connu que le judaïsme, le christianisme et l'islam ont inspiré diverses confessions religieuses ayant en commun (et non en exclusivité) la partie essentielle de leur credo. Celui-ci est fondé, en ce qui concerne la première des religions monothéistes, sur la parole des prophètes. En ce qui concerne les deux autres, ce credo repose, respectivement mais non exclusivement, sur la parole du Christ et sur celle de Mahomet.

Le fait que l'Eglise de Scientologie n'ait pas " une conception de la vie qui lui soit tout à fait originale et spécifique " est dénué de toute pertinence. De même, le paragraphe 1-1/f du mémoire signé par Maître Leale relève, à juste titre, un autre fait dénué de pertinence et invoqué pour démontrer le caractère " non religieux " de l'association : la compatibilité du credo de la Scientologie avec celui d'autres confessions, cette compatibilité valant également pour d'autres confessions religieuses, y compris le bouddhisme, religion reconnue par l'Etat.

Enfin, en ce qui concerne la nature qu'on affirme scientifique et objective - et donc non religieuse - des pratiques d' " auditing " et de " purification " , quel que soit leur contenu thérapeutique - s'il y en a -, la Cour de céans observera que, ainsi qu'indiqué précédemment, n'importe quelle religion, y compris la religion chrétienne, connaît et met en œuvre à des niveaux très élevés qui lui sont propres, des techniques d'ascétisme et de purification qui, même si elles n'ont pas la prétention de se définir comme scientifiques, présentent cependant un caractère objectif propre, et qui sont presque toujours douloureuses, même au niveau physique, telles que la flagellation, la claustration, la solitude, la mortification de la chair, l'abstention de nourriture en général et de viande en particulier, le jeûne périodique. Le caractère prétendument scientifique du parcours intérieur vers le salut proposé par la Scientologie, contestable dans son fondement déclaré scientifique, ne permet donc pas d'en démontrer une prétendue absence de religiosité, car est ontologiquement religieux tout parcours spirituel qui affirme vouloir conduire à une meilleure connaissance de Dieu.

Enfin, à cet égard, pour constater la nature religieuse de l'association, ou la nier comme l'ont fait les juges du fond, selon les dispositions de l'arrêt de cassation ceux-ci auraient dû tenir compte - alors qu'ils ne l'ont absolument pas fait, ainsi que le relèvent à bon droit et l'invoquent au soutien de leur critique les mémoires signés par Maîtres Spazzali, Dominioni et Leale - " des nombreux témoignages obtenus au cours de l'instruction, ainsi que de la volumineuse documentation produite par les conseils des prévenus en vue de démontrer le caractère religieux de la Scientologie " ; le bien-fondé des critiques soulevées par les demandeurs invoquant diverses violations légales ne paraît pas douteux.

C'est donc uniquement dans le souci de traiter complètement la question que nous procéderons à l'examen de l'arrêt attaqué d'un autre point de vue.

Après avoir exclu dans les termes susindiqués la nature religieuse de ladite association et avoir procédé par une généralisation - que la Cour de céans a estimée excessive - à partir d'un nombre restreint de cas examinés et considéré que l'association avait été créée en tant qu'association de malfaiteurs, la Cour territoriale est parvenue, par une autre voie, à une conclusion identique, ainsi qu'il a été rappelé dans l'exposé des faits, et elle a considéré en premier lieu que l'association avait été constituée uniquement dans un but lucratif et en second lieu que les différents prévenus - qui avaient été amenés à commettre dans des circonstances différentes des délits de contenu identique - avaient obéi à des directives communes et avaient, par conséquent, été conscients de leur participation à un tel plan.

La Cour a fondé sa première affirmation, comme elle l'indique, " sur différents éléments de preuve " et en particulier sur deux directives émanant du fondateur lui-même ayant pour objet d'enseigner aux personnes auxquelles il s'adressait " comment gagner de l'argent à la pelle pour l'organisation " , de préciser que les tâches des F.B.O, c'est à dire des personnes chargées de collecter les fonds, sont " 1. de faire en sorte que l'organisation gagne davantage 2. de doter l'organisation d'un personnel bien rémunéré. 3. de rendre très avantageux pour Flag de la diriger et de l'aider " , et d'expliquer le cycle qui, " suivi correctement, procure de l'argent à l'organisation " .

Ces constatations sont cependant fort loin d'avoir l'importance qui leur a été attribuée par les juges du fond qui, dans leur appréciation, ont commis l'erreur de raisonner de manière illogique et à certains égards n'ont pas suffisamment justifié leur solution.

Ils ont en effet omis de prendre en considération le fait que :

a) la propagation de la foi religieuse - comme toute activité humaine - a un coût économique, qui peut être compressible, mais ne peut pas être complètement éliminé et qui d'ordinaire est assumé précisément grâce à l'obole des fidèles et des sympathisants;

b) les écrits - deux seulement sur un total d'environ huit mille écrits signés par Hubbard - sont adressés aux personnes chargées de la structure financière nécessaire à l'organisation et non pas à l'ensemble des adeptes, et par conséquent on ne peut pas soutenir avec raison qu'ils caractérisent et définissent dans le sens retenu par l'arrêt, l'ensemble des doctrines sur lesquelles est fondée ladite Eglise de Scientologie;

c) comme on peut le lire précisément dans les extraits des écrits qui ont été rapportés par l'arrêt, l'argent doit être collecté " pour l'organisation " et pour verser un bon salaire aux personnes qui y travaillent;

d) ces mêmes religions qui, selon l'opinion des juges du fond, déterminent " l'avis général " en la matière, ont toujours imposé aux fidèles le versement d'une obole, qui à l'origine allait bien au-delà de la valeur presque symbolique qu'on lui attribue de nos jours, s'il est vrai que, comme cela résulte des Actes des Apôtres et comme en témoigne Tertullien dans son Apologétique, la participation à la Communauté des croyants, c'est-à-dire à la Communauté Ecclésiale, comportait le renoncement par les intéressés à la propriété privée et la remise à l'Evêque de leurs biens personnels, et s'il est vrai que même Saint Ambroise - quelques siècles plus tard -, tout en estimant que les possessions privées sont licites, a défini la propriété privée comme une usurpation.

Apparaît plus exact, en revanche, mais seulement à première lecture et hors contexte, l'argument déduit de divers passages extraits de divers numéros du Bulletin International de Management de l'Eglise de Scientologie Internationale. Dans le premier de ces extraits, on peut lire, notamment et textuellement, que " le seul objectif pour lequel LRH a fondé l'Eglise et travaillé avec elle, a été de vendre et de diffuser directement la Dianétique et la Scientologie... C'est la seule justification de l'existence de l'Eglise " ; le deuxième extrait est ainsi libellé : " Vous êtes là pour vendre et fournir les matériels et les services aux clients " ; sont également données un certain nombre d'indications particulièrement détaillées concernant les méthodes de ventes, surprenantes en raison de leur agressivité.

On retiendra cependant que le caractère particulièrement cru du langage et l'agressivité des méthodes de promotion et de vente des livres et des services, qui constituent toute l'activité de prosélytisme de l'association, sont liés à la structure commerciale inhabituelle à la base de l'activité de prosélytisme susmentionnée, ainsi que, de manière générale, au financement de l'organisation, important et constant, conformément aux enseignements du

fondateur. Ces bulletins ne sont pas destinés à l'ensemble des adhérents, mais - ainsi que le relève plus particulièrement le mémoire de Maître Leale en son paragraphe 1-1/r - seulement aux quelques personnes qui, selon l'expression figurant dans l'arrêt, sont " chargées de vendre et de fournir les matériels et les services aux clients " , c'est-à-dire à celles qui au sein de ladite organisation ont pour mission d'obtenir un financement par le moyen de la vente de livres et de services.

D'autre part, si la recherche et le recrutement de prosélytes - inéluctablement propres à toute religion ou confession religieuse - doit, conformément aux plans du fondateur, se faire au moyen de la vente et de la diffusion directe de la Dianétique et de la Scientologie, le fait que dans un écrit de certains préposés à ces ventes, adressé généralement à d'autres préposés, il soit affirmé que Hubbard a fondé l'Eglise de Scientologie seulement à cette fin, point de vue limité et étroit d'une vision restrictive et purement commerciale propre à l'auteur, ne remet en aucun cas en cause l'objectif de prosélytisme librement et délibérément poursuivi à l'aide de la structure commerciale précitée, les indications adressées aux personnels spécialisés dans les ventes n'ayant aucune incidence ni sur les statuts, ni sur l'enseignement du fondateur et de la hiérarchie dirigeant les structures proprement religieuses de l'organisation.

Enfin, sur le plan de la simple logique, la rudesse des méthodes appliquées par l'organisation apparaît à l'examen nettement moins excessive si l'on considère les techniques de collecte de fonds utilisées dans le passé par l'Eglise catholique, lesquelles n'ont pourtant jamais conduit personne à nier le caractère religieux de celle-ci. Selon les Actes des Apôtres, Annie et sa femme Saphir sont morts au moment même où, séparément et l'un à la suite de l'autre, ils ont nié devant leur évêque avoir conservé pour leur usage personnel une partie des sommes reçues pour la vente de leurs biens, lesquelles devaient être consacrées pour l'essentiel - ainsi que les convertis étaient censés le faire à cette époque - à l'usage de la communauté des croyants, pratiques qui, dans notre monde chrétien et occidental, en d'autres temps et à divers stades de la civilisation ont revêtu la forme de ventes d'indulgences fondées sur le sacrement de pénitence dont les justifications - certainement valides sur le plan de la foi, mais en aucun cas sur celui de la simple raison - reposaient essentiellement sur une vision infantilissante, insupportable et terrorisante des souffrances expiatoires des croyants dans l'au-delà et se traduisaient, sur le plan pratique, par la garantie d'un rachat anticipé de ces souffrances, payée en espèces sonnantes et trébuchantes, consacrées indifféremment à la réalisation d'œuvres religieuses et de charité, comme au financement des guerres de religion ou au maintien de fait des droits féodaux sur le territoire italien.

Est dépourvue de toute signification - sinon d'établir de manière appropriée l'existence des services religieux déniée par les juges du fond dans une autre partie de l'arrêt - l'offre de ces services aux fidèles accompagnée de l'indication de leurs coûts, qui figure dans un autre document intitulé " Donations pour les services " . En fait, il y a quelques lustres seulement, des listes non moins précises et non moins détaillées étaient notoirement affichées aux portes de nombreuses sacristies d'églises catholiques, et, en tout cas, de telles informations pouvaient être obtenues auprès de tout prêtre chargé des services religieux, lesquels, aujourd'hui, sont notoirement fournis gratuitement, sous réserve de la possibilité d'une donation libre.

Ainsi qu'il ressort plus spécifiquement du mémoire de Maître Pesce, les juges n'expliquent pas dans leur décision - et le moyen apparaît dirimant - pourquoi les dirigeants et les adeptes auraient entendu faire partie d'une association de malfaiteurs constituée à des fins lucratives si les biens recueillis par celle-ci demeuraient à la disposition de l'organisation et n'étaient pas répartis, ni destinés à l'être, immédiatement ou ultérieurement, entre l'ensemble

des associés, ce qui est au contraire tout à fait logique si leur intention était d'adhérer et d'appartenir à une association à but pour le moins religieux et, comme tel, non criminel.

Par conséquent, c'est à juste titre que le mémoire de Maître Dominioni aux paragraphes 2-2/b et 2/c, le mémoire de Maître Vanni aux paragraphes 3-3/a et 3/b et celui de Maître Leale aux paragraphes 1-1/n et 1/q concluent que, aucun délit n'ayant été constaté dans l'activité ordinaire ainsi qu'il résulte du dossier d'instruction et de dizaines de milliers de dossiers de membres de ladite association, et les délits invoqués par le Parquet constituant, au contraire, une exception aux règles de conduite générale et apparaissant limités en nombre, la licéité des statuts de l'association ne saurait souffrir des effets de la preuve de manœuvres frauduleuses imputées à des individus, qui ayant décidé de participer à la réalisation des objectifs statutaires, n'ont pu consentir à participer à une association de malfaiteurs.

Dans le contexte résultant des constatations de la Cour de renvoi, le désintéret manifesté pour les conditions de salut des adeptes, relevé assurément dans un certain nombre de cas, le recours à des techniques de vente frauduleuses et l'abus de la crédulité de certains constituent seulement des symptômes qui, de manière encore plus évidente, apparaissent comme des déviances isolées, non imputables à l'organisation elle-même qui impose des pratiques constantes de vie associative aux divers intervenants, pratiques par conséquent dépourvues de la signification générale que leur attribuent encore une fois les juges du fond, ces derniers, ainsi que le relèvent de nombreux mémoires et en particulier celui de Maître Leale au paragraphe 1-1/q, n'ayant encore une fois pas tenu compte de la décision des juges du droit, la Cour de céans ayant décidé dans l'arrêt de cassation que le faible nombre de délits constatés ne justifiait en rien, ni sur le plan formel, ni sur celui de la simple rationalité, l'existence et la constitution d'une association à des fins criminelles d'une telle ampleur et disposant de ramifications aussi étendues.

On ajoutera seulement qu'à défaut d'autres preuves de la convergence des agissements attribués aux auteurs individuels et de l'uniformité des modalités de la commission des différents délits reprochés aux prétendus associés, imputables, selon la Cour de renvoi, à leur caractère commun et à l'identité des directives reçues, il est possible de les imputer, sur le plan rationnel, indifféremment à l'identité des conditions de l'action humaine dans lesquelles les prévenus individuels devaient opérer ou à la fixité propre au mode d'exécution habituel des délits qui leur sont imputés.

Il doit enfin être relevé que ces mêmes juges du fond ont brièvement mentionné quelques cas de remboursement - sans préciser s'il s'agissait de l'Institut de Dianétique ou de l'Eglise de Scientologie - au profit de quelques adeptes non satisfaits des services reçus et qu'ils ont expliqué que ces remboursements avaient été effectués " en raison de la forte détermination du demandeur ou de menaces de plainte " ; ils ont estimé justifiées en principe les tentatives prescrites par les responsables ou les actes effectivement accomplis par les intervenants pour convaincre d'autres membres, évidemment considérés comme se trouvant en état doute et d'incertitude, de renoncer à leurs demandes de remboursement et de demeurer au sein de l'organisation ; aucune conclusion négative d'ordre général ne peut être déduite de cette situation, notamment en l'état des recommandations déjà adressées à la Cour de renvoi par l'arrêt de cassation, et encore une fois ignorées par les juges du fond, relatives au nombre incomparablement plus important d'adeptes n'ayant jamais réclamé la restitution d'aucune des sommes, parfois objectivement considérables, versées à l'organisation.

Il est par conséquent évident - aussi bien en raison des violations de la loi que de l'incohérence et des défauts de motif relevés - que la Cour de renvoi a manqué aux obligations - qui lui ont été imposées par l'arrêt de cassation - de motiver sa décision conformément aux

règles expressément posées par ce dernier arrêt et précisées de manière plus détaillée dans le rappel des faits, concernant notamment le respect de certains critères déterminés considérés comme nécessaires par les juges du droit pour reconnaître ou refuser à l'Eglise de Scientologie la qualité de confession religieuse, ainsi que - eu égard aux limites imposées par le faible nombre de délits constatés par rapport au grand nombre de personnes contactées par ladite Eglise - de vérifier l'existence du délit d'association de malfaiteurs contesté, après prise en considération des relaxes invoquées par la défense, visées dans l'arrêt de cassation et non dans l'arrêt cassé, et de considérer que " la responsabilité des dirigeants de la Scientologie quant au délit d'association de malfaiteurs " ne saurait être établie par une présomption déduite d'une présomption.

La Cour de céans conclut en droit à la cassation de l'arrêt attaqué, avec renvoi pour qu'il soit de nouveau jugé par une autre chambre de la Cour d'Appel de Milan, qui devra se conformer aux recommandations émises dans le premier arrêt de cassation de la Cour de céans du 9 .2. 1995 et devra respecter les principes et les critères juridiques précisés par l'arrêt précité.

**Par ces motifs**

casse l'arrêt attaqué et renvoie l'affaire pour qu'il soit de nouveau jugé par une autre chambre de la Cour d'Appel de Milan.

Jugé le 8.10.1997.

Le Conseiller rapporteur Le Président Signature illisible Signature illisible

Le Greffier de la Chancellerie Déposé à la Chancellerie Lidia Scalfa Ce jour, le 22.10.1997

Signature illisible Greffier de la Chancellerie Signature illisible

Cour Suprême de Cassation

### 3. Cour de Cassation - Décision n° 5838 du 22 Mai 1995 sur l'Eglise de Scientologie

[CASS. PEN. - SEZ. II - 22 MAGGIO 1995, N. 5838 -

Pres. Simeone, Est. Sirena - Imp. Segalla e altri.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Natura di confessione religiosa - Natura di dottrina filosofica o di associazione meramente culturale - Distinzione - Accertamento - Necessità - Previsioni statutarie (esclusivamente) mirate al compimento di reati - Illiceità assoluta - Svolgimento, sin dall'origine, di attività commerciali - Ammissibilità anche per le confessioni.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Esercizio del diritto di libertà religiosa - Limiti - Specificità - Limiti costituzionali (impliciti) - Sussistenza - Limite espresso - Ricorrenza - Buon costume - Nozione.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Ipotesi di reato associativo - Esclusione - Autoqualificazione come confessione religiosa - Insufficienza - "Indici" utili per riconoscere realtà autenticamente confessionali - Corrispondenza - Accertamento - Necessità.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Associazione per delinquere - Modifica da parte di tutti gli aderenti delle regole statutarie (originariamente) confessionali - Accertamento - Necessità - Costituzione di associazione illecita di una parte degli aderenti - Accertamento - Necessità.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Associazione lecita - Reati-fine - Concorso morale dei dirigenti - Consapevole contributo causale al singolo reato-fine - Accertamento - Necessità - Presunzione di colpevolezza fondata su di un indizio - Incertezza dell'elemento indiziario - Insufficienza - Presunzione di colpevolezza fondata su altra presunzione - Carattere grave, preciso e concordante della "praesumptio de praesumpto" -

Esclusione.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Reati-fine - Truffe - Esercizio abusivo della professione medica -

Commissione delle condotte criminose - Accertamenti specifici - Necessità - Causa di non punibilità - Esercizio del diritto di libertà religiosa - Esclusione.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Reati-fine - Estorsione - Elementi del reato - Violenza fisica o minaccia (come prospettazione di male futuro la cui verifica dipenda dall'agente) - Ricorrenza - Necessità.

Libertà di religione (individuale e collettiva) - Nuovi movimenti religiosi - Chiesa di Eglise de Scientologie- Reati-fine - Reati tributari - Causa di non punibilità - Esonero dal pagamento dell'imposta - Natura religiosa dell'ente - Attività conformi alle finalità istituzionali - Accertamento - Necessità.

L'affermazione, secondo cui non avrebbe "alcun rilievo né interesse stabilire l'esatta natura delle idee professate da ... (un')associazione, siano esse filosofiche, religiose o meramente culturali, ovvero non abbiano alcuno di questi requisiti ... dal momento che dette dottrine ricevono in ogni caso, come qualsiasi altra manifestazione del pensiero, tutela nel

nostro ordinamento”, non sembra condivisibile. Vi è, infatti, una non trascurabile differenza tra la tutela costituzionale del diritto di manifestare liberamente il proprio pensiero con la parola, lo scritto ed ogni altro mezzo di diffusione, prevista dall’art. 21 della Costituzione e la tutela delle confessioni religiose e della libertà di religione, prevista dagli articoli 8, 19 e 20

della stessa Carta costituzionale. Ed, in vero, alcune norme del nostro ordinamento giuridico stabiliscono particolari agevolazioni per le confessioni religiose; conseguentemente è necessario che la pubblica amministrazione o, in caso di controversia, gli organi giurisdizionali accertino se un gruppo di persone rivesta effettivamente tale qualità, ovvero non si tratti di un gruppo che, facendo leva sul desiderio di religiosità diffuso, persegua interessi personali (profani) dei suoi fondatori o amministratori. Anzi, in tal caso, se più persone dovessero riunirsi e fondare una “chiesa”, prevedendo nello statuto riti ed attività che consistano (esclusivamente) in condotte integranti gli estremi di fatti penalmente perseguibili, costoro – a prescindere dalla commissione dei singoli reati - si renderebbero in ogni caso responsabili del delitto di associazione per delinquere, per la cui sussistenza è irrilevante l’eventuale mancata consumazione dei delitti programmati. Viceversa lo svolgimento, sin dalle origini, di un’eventuale attività di tipo commerciale - anche se di vaste proporzioni - da parte di una “chiesa” non è sufficiente a farle perdere la connotazione di “confessione religiosa” di cui all’articolo 8 della Costituzione.

Pur nella sua specificità la libertà religiosa non si presenta nell’ordinamento giuridico italiano come una libertà sconfinata e non soggetta ad alcun freno. Il diritto corrispondente non può essere esercitato, infatti, con azioni in contrasto con valori e interessi aventi la stessa rilevanza costituzionale della libertà religiosa e la cui commissione costituisca una violazione delle norme e dei principi posti a tutela dei così detti “diritti personalissimi” o del “diritto alla salute” o dei valori supremi ai quali devono conformarsi anche le disposizioni, che godono, come quelle concordatarie, di una particolare “copertura costituzionale”, oltre che del “buon costume” (espressamente) previsto dall’articolo 19 della Carta costituzionale. Per altro, ad avviso della Corte, l’espressione “buon costume” non può essere intesa nel senso penalistico di osceno o contrario alla pubblica decenza, ma in quello più ampio di attività conforme ai principi etici che costituiscono la morale sociale, in quanto ad essi uniforma il suo comportamento la generalità delle persone oneste, corrette, di buona fede e di sani principi, in un determinato ambiente ed in una determinata epoca.

L’accertamento del carattere religioso di Eglise de Scientologie appare essenziale, giacché una “chiesa”, con regole statutarie ben precise, non può trasformarsi in associazione per delinquere, salvo che tutti i suoi aderenti non decidano di cambiare le regole in precedenza adottate, dando così vita ad un nuovo soggetto, diverso dall’originario. L’accertamento del caso di specie non può fondarsi, per altro, sull’autoqualificazione dei membri di Eglise de Scientologie come appartenenti ad una confessione religiosa. Pur in mancanza di una definizione legislativa, la Corte costituzionale (sent. n. 195 del 1993) ha precisato che per l’ammissione a determinati benefici, connessi alla natura religiosa di un gruppo, non può bastare che il richiedente si autoqualifichi come confessione religiosa, ed ha enucleato alcuni indici utili per riconoscere le realtà autenticamente confessionali. Tali indici non sono sicuramente esaustivi e lasciano un ampio margine discrezionale all’interprete, che è libero di elaborarne altri; essi rappresentano, tuttavia, un punto di partenza obbligato per affrontare il tema della religiosità o no di un gruppo che si autoqualifica come “confessione” o “chiesa”. Si tratta, per altro, di un tema che l’interprete istituzionale non può eludere tutte le volte in cui l’accertamento di cui si è detto è necessario ai fini di una decisione.

Chiarito che una “chiesa” non può identificarsi con una associazione per delinquere, salvo che tutti i suoi aderenti non decidano di cambiare le originarie regole statutarie, i giudici

del merito avrebbero dovuto accertare se l'organizzazione di Eglise de Scientologie fosse o no una confessione religiosa, e nell'ipotesi affermativa se - avuto riguardo ai reati commessi da alcuni dei suoi appartenenti - essa si fosse trasformata in una associazione per delinquere; ovvero se - come era stato già sostenuto dalla Procura ed appare ipotizzabile - nell'ambito di una attività lecita dell'organizzazione possa essere sorta, in modo distinto ed autonomo, una associazione illecita.

Qualora venga accertato che i fini di una associazione, così come indicati nello statuto, siano perfettamente leciti, così da escludere la responsabilità dei dirigenti in ordine al reato associativo, gli stessi possono rispondere a titolo di concorso morale dei reati-fine, rientranti nel programma delinquenziale, commessi dagli autori materiali solo se si dimostra che i medesimi dirigenti abbiano voluto anch'essi lo specifico reato-fine apprestandovi consapevolmente un contributo causale. A tal fine, in assenza di prove dirette, il giudice può fondare legittimamente il proprio convincimento su prove indirette (indizi), purché si tratti di elementi gravi precisi e concordanti ex art. 192, comma 2, del C.p.p. del 1988. Alla luce del principio implicito in tale disposto non appare corretto ricorrere ad una *praesumptio de praesumpto* al fine di affermare la responsabilità penale di un imputato. È pertanto censurabile il ragionamento seguito dai giudici di merito, quando hanno ritenuto che gli imputati i quali si trovavano ai vertici dell'associazione "non potevano non avere avuto conoscenza" di una determinata pratica e quindi dei metodi adottati dai singoli operatori. Se, infatti, il giudice può, partendo da un fatto noto, risalire da questo ad un fatto ignoto, non può in alcun caso

porre quest'ultimo come fonte di un'ulteriore presunzione, in base alla quale motivare una sentenza di condanna.

Non può sostenersi l'esclusione dell'elemento soggettivo dei reati di truffa, adducendo che i riti di Eglise de Scientologie non sarebbero un artificio e un raggirio per indurre taluno in errore, al fine di procurare a sé o ad altri un ingiusto profitto, in quanto si concretizzerebbero, al contrario, in atti di esercizio del diritto di libertà religiosa. Si è, infatti, precisato che, per l'ordinamento giuridico italiano, qualsiasi rito incontra limiti ben precisi, tra i quali quello di compiere fatti di reato, o fatti la cui commissione costituisca una violazione del buon costume, ovvero dei principi costituzionali dei quali si è fatto cenno. Alla stessa stregua non esclude la punibilità del delitto di esercizio abusivo della professione medica il ritenere in buona fede di agire nel superiore interesse dell'"anima" del paziente, giacché, per come si è già accennato, la tutela alla salute costituisce un limite indubbio all'esplicazione della libertà religiosa.

L'adozione di una serie di comportamenti insistenti e molesti - sia pure reiterati - o di comportamenti concretantisi in meri "ricatti morali", non è sufficiente a realizzare gli estremi del delitto di estorsione, che può essere commesso solo mediante la violenza fisica o la minaccia, intesa come prospettazione di un male futuro la cui verifica dipenda dall'agente.

Non è sostenibile che, nella specie, ricorrano gli estremi di una causa di non punibilità, ai sensi dell'art. 152, comma 2, del C.p.p. del 1930. Ed in vero, l'applicabilità o meno nel caso concreto dell'articolo 20, comma 2, del D.P.R. 29 settembre 1973, n. 598, nella parte in cui esonera dal pagamento di imposta le cessioni di beni e le prestazioni di servizi "effettuate in conformità alle finalità istituzionali da associazioni politiche, sindacali e di categoria, religiose etc.", richiede, anzitutto, che all'organizzazione di Eglise de Scientologie sia riconosciuta la natura di associazione religiosa, fatto questo non evidente e che dovrà essere accertato dai giudici del rinvio. Né apparirebbe evidente, ancorché fosse stata provata la religiosità della Chiesa di Scientology, che le suddette cessioni e prestazioni siano state

effettuate in conformità alle finalità istituzionali dell'associazione stessa, risultando anzi, dalla sentenza di secondo grado, che tali operazioni avevano vera e propria natura commerciale.

(Omissis)

### Il problema della religiosità di Scientology

La prima di tali questioni riguarda il problema della religiosità della chiesa di Scientology. Ed infatti, l'obiezione fondamentale mossa da tutti i ricorrenti sin dalle prime battute del presente procedimento, e reiterata nei vari ricorsi, è che si volesse processare una religione, solo perché diversa da quelle ufficiali; e che in tal modo si intendesse limitare quel diritto di "professare liberamente la propria fede religiosa in qualsiasi forma, individuale o associata", tutelato dall'articolo 19 della Costituzione.

In quest'ottica sono stati redatti, almeno in parte, numerosi motivi di ricorso (...) nei quali si lamenta sostanzialmente che i giudici di merito avrebbero errato ad esercitare controlli ovvero ad esprimere giudizi sulla conformità dei metodi della chiesa di Eglise de Scientologie ai principi del nostro ordinamento, dal momento che una simile investigazione costituirebbe una indebita interferenza in quella libertà di professare una fede religiosa, garantita da norme costituzionali.

Tali doglianze sono destituite di fondamento, anche se questa Corte non ritiene del tutto corretto il ragionamento effettuato dai giudici di secondo grado per respingerle.

Va, anzitutto, osservato che questi ultimi hanno chiarito di non avere voluto "in alcun modo processare la chiesa di Eglise de Scientologie per le sue idee ovvero per avere svolto una determinata attività (come le sedute di "auditing" o i corsi di "purification" ovvero gli altri corsi menzionati)", e di non avere inteso "addentrarsi nei più reconditi significati che queste pratiche possono avere avuto", ma di essersi limitati ad "accertare se sia conforme al nostro ordinamento il metodo adottato nello svolgimento delle predette attività" (...).

Ed infatti, per i giudici della Corte di appello non avrebbe "alcun rilievo né interesse stabilire l'esatta natura delle idee professate da quell'associazione, siano esse filosofiche, religiose o meramente culturali, ovvero non abbiano alcuno di questi requisiti"; e ciò in quanto sarebbe "del tutto indifferente per il nostro ordinamento giuridico che le dottrine esposte sin dagli anni 50 da Ron Hubbard possano qualificarsi o meno come una religione, dal momento che dette dottrine ricevono in ogni caso, come qualsiasi altra manifestazione del pensiero, tutela nel nostro ordinamento" (...).

Senonché tale affermazione non sembra sia condivisibile, giacché v'è una non trascurabile differenza tra la tutela costituzionale del diritto di manifestare liberamente il proprio pensiero con la parola, lo scritto ed ogni altro mezzo di diffusione, prevista dall'articolo 21 della Costituzione e la tutela delle confessioni religiose e della libertà di religione, prevista dagli articoli 8, 19 e 20 della stessa Carta costituzionale.

Alcune norme del nostro ordinamento giuridico - come quelle di natura tributaria di cui al capo di imputazione n. 40 - stabiliscono, infatti, particolari agevolazioni per le confessioni religiose; conseguentemente è necessario che la pubblica amministrazione ovvero - in caso di controversia - che gli organi giurisdizionali accertino se un gruppo di persone, che si autoqualificano come appartenenti ad una confessione religiosa, rivestano effettivamente tale qualità, ovvero se non si tratti di gruppi che, facendo leva sul desiderio di religiosità diffuso, perseguono interessi personali dei loro fondatori o amministratori.

Certo, in mancanza di una definizione legislativa del concetto di confessione religiosa - controverso anche in dottrina, che non è riuscita ad elaborarne una definizione unanime - il compito dell'interprete non è semplice; ma ciò non toglie che tale sforzo debba essere compiuto tutte le volte in cui siffatto accertamento è necessario ai fini della decisione; ed a tale scopo sembra opportuno fare riferimento ad una recente pronuncia della Corte Costituzionale sul tema.

Con sentenza n. 195 del 27 aprile 1993, il suddetto organo giurisdizionale - nel dichiarare l'illegittimità di alcune norme regionali che limitavano alcune sovvenzioni per l'edilizia di culto alle sole confessioni religiose che avevano stipulato un'intesa con lo Stato, ai sensi dell'articolo 8, comma 3, della Costituzione - ha enucleato alcuni indici utili per riconoscere le realtà autenticamente confessionali.

La suddetta sentenza ha, infatti, riaffermato che "per l'ammissione ai benefici non può bastare che il richiedente si autoqualifichi come confessione religiosa"; ma ha precisato, al contempo, che "nulla quaestio quando sussista un'intesa con lo Stato", e che "in mancanza di questa, la natura di confessione potrà risultare anche da precedenti riconoscimenti pubblici, dallo statuto che ne esprima chiaramente i caratteri, comunque dalla comune considerazione".

Gli indici suddetti non sono sicuramente esaustivi e riecheggiano alcune posizioni dottrinali, per le quali possono essere avanzati gli stessi dubbi che sono stati formulati per le rispettive tesi di riferimento; essi lasciano, inoltre, un ampio margine discrezionale all'interprete, che è libero di elaborarne altri; ma rappresentano comunque un punto di partenza per affrontare il tema della religiosità o meno di un gruppo che si autoqualifica come "confessione" o "chiesa".

Ora, come si è cennato, i giudici della Corte di appello di Milano non si sono mossi in questa direzione, e non hanno affrontato in maniera diretta il tema della religiosità della chiesa di Scientology, anche se hanno affermato che questa "si è manifestata nella sua essenza, sin dall'inizio come un'attività commerciale, volta alla vendita, con tutti i metodi previsti dai manuali in materia, di un determinato prodotto, attività in ogni caso più che lecita e di per sé non costituente in alcun modo una associazione per delinquere" (...).

Quest'ultima affermazione dei giudici di merito farebbe pensare che, per gli stessi, Eglise de Scientologienon è una chiesa o una confessione religiosa.

Senonché tale affermazione è priva di motivazione che faccia riferimento agli "indici" di cui alla sentenza della Corte costituzionale citata, giacché, in ogni caso, un'eventuale attività di tipo commerciale - anche se di vaste proporzioni - svolta da una "chiesa" non è sufficiente a farle perdere la connotazione di "confessione religiosa" di cui all'articolo 8 della Costituzione.

Peraltro, l'accertamento della religiosità di Eglise de Scientologiesarebbe stato, nel caso concreto, rilevante non solo con riferimento ai reati tributari, ma anche con riferimento al reato di cui all'articolo 416 C.P.: e ciò perché, una volta riconosciuto a Eglise de Scientologieil carattere di confessione religiosa,

non sarebbe ipotizzabile una trasformazione di questa in un'associazione per delinquere, a meno che tutti i membri della chiesa non avessero, di comune accordo, cambiato le regole statutarie, dando vita ad un soggetto nuovo e diverso da quello originario. Mentre sarebbe ipotizzabile quanto sostenuto dal Procuratore generale presso la Corte di appello di Milano e cioè "che nell'ambito di un'attività lecita dell'organizzazione, potrebbe essere sorta, in modo distinto ed autonomo, una associazione illecita" (...).

Quanto sopra affermato non significa, tuttavia, che ogni "chiesa" o confessione religiosa possa, nel nostro Paese, agire liberamente, violando impunemente le leggi penali; la

libertà religiosa non si presenta, infatti, nell'ordinamento giuridico italiano come una libertà sconfinata e non soggetta, quindi, ad alcun freno. Ed anzi, essa incontra sempre sia quei limiti fondamentali che costituiscono le condizioni imprescindibili per la realizzazione di una pacifica convivenza dei singoli nel corpo sociale, sia quei limiti che sono imposti dalla civiltà stessa e dai valori essenziali ed inderogabili che alla medesima si accompagnano e che informano e compenetrano l'ordinamento giuridico positivo.

Tali limiti sono modesti, ma sussistono, come risulta del resto confermato anche da una disamina superficiale delle norme positive vigenti.

Ed infatti, è la stessa Costituzione, all'articolo 19, a porre un primo limite generale, quello del "buon costume", al diritto di professare liberamente la propria fede religiosa; peraltro, l'espressione "buon costume", ad avviso di questa Corte, non può essere intesa nel senso penalistico di osceno o contrario alla pubblica decenza, ma in quello più ampio, di attività conforme ai principi etici che costituiscono la morale sociale, in quanto ad essi uniforma il suo comportamento la generalità delle persone oneste, corrette, di buona fede e di sani principi, in un determinato ambiente ed in una determinata epoca.

Ma oltre al limite generale del "buon costume", costituiscono altrettanti indubbi limiti alla liceità delle attività religiose: a) il rispetto per la persona umana nei suoi così detti "diritti personalissimi", i quali trovano la loro previsione costituzionale nella garanzia da questa assicurata ai diritti inviolabili dell'uomo nello sviluppo della sua personalità e della pari dignità sociale; b) la tutela della "salute", espressamente prevista dall'articolo 32 della Carta costituzionale; c) nonché le prescrizioni relative a quei principi che appartengono all'essenza dei valori supremi sui quali si fonda la Costituzione italiana, ed ai quali devono conformarsi anche quelle norme che godono di una particolare "copertura costituzionale", come le disposizioni del Concordato (si veda a tal proposito la sentenza della Corte costituzionale, n. 1146 del 1988).

Dunque, ad avviso di questa Corte, non può dubitarsi che il diritto di libertà religiosa non possa essere esercitato con azioni in contrasto con valori e interessi aventi la stessa rilevanza costituzionale della libertà religiosa stessa o, comunque, compiendo fatti che siano previsti dalla legge come reato, e la cui commissione costituisca anche una violazione delle norme e dei principi di cui si è appena detto, oltre che del "buon costume" previsto dall'articolo 19 della Carta costituzionale.

Ed anzi, se più persone dovessero riunirsi e fondare una "chiesa", prevedendo nello statuto riti o comportamenti contrari a tali norme e principi ed integranti, al contempo, gli estremi di fatti penalmente perseguibili, costoro - a prescindere dalla commissione dei singoli reati - si renderebbero in ogni caso responsabili del delitto di associazione per delinquere, per la cui sussistenza è irrilevante l'eventuale mancata consumazione dei delitti programmati.

Alla stregua delle superiori argomentazioni appare evidente che le doglianze dei ricorrenti, secondo cui il procedimento penale in questione sarebbe stato iniziato "per processare una religione diversa da quelle ufficiali", sono totalmente destituite di fondamento; e che non possono, del pari, trovare accoglimento le censure specifiche mosse dall'avvocato Leale con il terzo (nullità della perizia sull'E-meter perché prova acquisita in violazione dell'articolo 19 della Costituzione e quindi dell'ordinanza di rinvio a giudizio), il quarto (nullità dell'istruttoria in relazione all'articolo 416 C.P. e della perizia sull'E-meter per violazione degli articoli 7, 8 e 19 della Costituzione) e l'undicesimo motivo di ricorso (esercizio da parte del giudice di potestà non riconosciute dalla legge); appare, inoltre, in maniera altrettanto evidente che non sussistono i vizi di illegittimità costituzionale denunciati pure dall'avvocato Leale (...).

## Il problema del concorso morale

La seconda considerazione di carattere generale riguarda il problema del concorso morale dei dirigenti di Eglise de Scientologienei reati commessi da altre persone facenti parte dell'organizzazione.

Ed infatti, molti episodi criminosi erano stati contestati oltre che agli autori materiali, anche a quelle persone che - all'epoca dei fatti - rivestivano la qualità di presidenti o vice presidenti della "chiesa", sul rilievo che costoro avrebbero dovuto rispondere del fatto delittuoso, a titolo di concorso morale.

Il Tribunale aveva, però, escluso la colpevolezza di questi imputati, ritenendo che non vi era la "prova che essi avessero materialmente partecipato a tali delitti o che in qualche modo avessero moralmente concorso alla loro commissione"; e ciò anche in base al rilievo che i fini dell'associazione, così come indicato nello statuto, erano perfettamente leciti, e che i prevenuti avevano negato che qualsiasi operatore potesse avere agito in modo delittuoso in base a disposizioni ricevute dai rappresentanti dell'organizzazione.

(Omissis)

Della questione si è già occupata la giurisprudenza di questa Corte, affrontando sia la problematica della responsabilità concorsuale dei dirigenti di un'azienda per le attività compiute dai loro sottoposti, sia quello della responsabilità concorsuale dei capi di un'associazione criminosa per i delitti-scopo rientranti nel programma delinquenziale.

Ebbene, con riferimento alla prima ipotesi si è stabilito che "in caso di affidamento dell'organizzazione produttiva di un'azienda a soggetti diversi, l'eventuale responsabilità penale per contravvenzione non si estende automaticamente ai titolari o contitolari dell'impresa unicamente in funzione di tale qualità, ma occorre sempre accertare, caso per caso, se sussista la compartecipazione al fatto reato, o per dolo, o per colpa, o perché sussista la possibilità di controllo o per altri elementi emergenti dal processo (fattispecie relativa alla società Standa)" (Cass. pen., sez. III, 6 dicembre 1974, Cenisti; cfr. anche: Cass. pen., sez. VI, 6 aprile 1976, Tanoni).

Ed a tale giurisprudenza questa Corte ritiene di dovere aderire.

Ma anche in ordine al problema della responsabilità concorsuale dei capi di un'associazione criminale per delitti commessi dai partecipanti all'associazione, la giurisprudenza, occupandosi della così detta criminalità politico-terroristica, si è spesso espressa aderendo a principi simili a quello sopra enunciato; in particolare le Sezioni unite di questa Corte, occupandosi di fatti terroristici verificatisi in Alto Adige, ebbero a stabilire che la posizione preminente di capo o dirigente "non autorizza logicamente, di per sé sola, la presunzione che tutto quanto compiuto dalle squadre di azione sia stato ordinato dai capi, ma (...) occorre la prova specifica dello specifico mandato emesso di volta in volta" (Cass. pen., sez. un., 18 marzo 1970, Kofler e altri).

Ed, allo stesso modo, per i delitti commessi nei così detti "anni di piombo" dalle "Brigate rosse", dopo alcune esitazioni, l'elaborazione giurisprudenziale del problema si è incanalata in una prospettiva di continuità rispetto all'approccio su indicato, ed ha distinto nettamente tra la posizione anche gerarchicamente preminente occupata in un'associazione criminosa, e la responsabilità a titolo di concorso morale nei reati-fine; muovendosi in questa

direzione, la Cassazione ha, perciò, stabilito che per aversi responsabilità a titolo di concorso è necessario dimostrare che il singolo associato abbia anche voluto lo specifico reato-fine apprestandovi consapevolmente un contributo causale (cfr.: Cass. pen., sez., 14 febbraio 1984, Segrebondi; Cass. pen., sez., 31 maggio 1985, Pecchia; Cass. pen., sez., 30 novembre 1989, Picciafuoco).

Dunque, correttamente i giudici del secondo grado hanno, in linea di principio, ritenuto che avrebbero dovuto pervenire all'assoluzione dei concorrenti morali tutte le volte in cui non fossero stati ravvisati altri elementi al di fuori di quelli indicati dal rappresentante della pubblica accusa; e che, invece, avrebbero dovuto condannare quando fosse stato configurabile anche un elemento di specifico collegamento tra l'imputato ed il fatto.

Tale specifico elemento di collegamento, tuttavia, in conformità alla su citata giurisprudenza di questa Corte, per giustificare una condanna a titolo di concorso morale, non si deve limitare a rafforzare la presunzione cui si è fatto cenno, ma deve essere idoneo a dimostrare sia che l'imputato ha, con il suo comportamento, fornito un contributo causale alla verifica del fatto, sia la sua volontà di cooperare nel reato.

E poiché - come meglio si vedrà nel prosieguo della trattazione - i giudici della Corte di appello, in alcuni casi, hanno ravvisato in circostanze inidonee allo scopo da loro stessi enunciato, quegli utili elementi di collegamento ai quali si erano riferiti, sono stati presentati numerosi motivi di ricorso proprio sul tema specifico della responsabilità a titolo di concorso morale nel reato commesso da altri (...).

Tali motivi - per la ragione su enunciata - sono in parte fondati e saranno presi in considerazione quando verranno trattate le singole fattispecie criminose.

Ma i motivi suddetti sono in parte fondati anche per un'altra ragione: la sentenza impugnata viola in più punti l'articolo 192 del codice di

procedura penale del 1988, che - nella specie - è applicabile, giusto il disposto dell'articolo 245 del D.Lg. 28 luglio 1989, n. 271 (norme di

attuazione, di coordinamento e transitorie del codice di procedura penale).

Il comma 2 del menzionato articolo 192, dispone, infatti, che "l'esistenza di un fatto non può essere desunta da indizi, a meno che questi siano gravi precisi e concordanti".

Tale norma stabilisce, dunque, che in assenza di prove dirette il giudice, nel libero processo di formazione del suo convincimento, può fondare legittimamente il giudizio di responsabilità su prove indirette (indizi) purché dall'analisi critica delle risultanze processuali esaminate nella loro concatenazione logica si possa pervenire, per l'univocità e convergenza delle stesse, ad una soluzione di certezza. Occorre cioè che gli elementi indiretti, giudizialmente accertati, costituiscano la sicura premessa di un sillogismo, in forza del quale sia possibile pervenire con rigore logico ad un giudizio di certezza del fatto ignoto (Cass. pen., sez. II, 5 marzo 1991, Belleri).

Da tale principio consegue che la circostanza assumibile come indizio deve, perché da essa possa essere desunta l'esistenza di un fatto, essere certa. Tale requisito benché non espressamente indicato dal menzionato articolo 192 c.p.p., è da ritenersi insito nella previsione di tale precetto;

con la certezza dell'indizio, infatti, viene postulata la verifica processuale circa la reale sussistenza dell'indizio stesso, posto che non potrebbe essere consentito fondare la prova critica (indiretta) su un fatto verosimilmente accaduto, supposto o intuito, inammissibilmente

valorizzando - contro indiscutibili postulati di civiltà giuridica - personali impressioni o immaginazioni del decidente (Cass. pen., sez. VI, 13 dicembre 1991, Grillo e altro).

Dunque, se il giudice può, partendo da un fatto noto, risalire da questo ad un fatto ignoto, non può in alcun caso porre quest'ultimo come fonte di un'ulteriore presunzione, in base alla quale motivare una pronuncia di condanna. La così detta *praesumptio de praesumpto*, inammissibile anche nelle controversie civili (cfr.: Cass. civ., sez. I, 17 febbraio 1986, n. 934; Cass. civ., sez. I, 28 gennaio 1874, n. 217), in nessun caso può costituire un indizio "grave, preciso e concordante" idoneo a giustificare una condanna dell'imputato.

Ed invece, nella specie, i giudici della Corte di appello di Milano hanno fatto riferimento, in molti casi, proprio ad una *praesumptio de praesumpto* al fine di affermare la responsabilità penale dei vari prevenuti.

Ciò si è verificato, ad esempio, tutte le volte in cui essi hanno ritenuto che gli imputati i quali si trovavano ai vertici dell'associazione "non potevano non avere avuto conoscenza" di una determinata pratica e quindi dei metodi adottati dai singoli operatori.

Tale ragionamento, per le ragioni prima esposte, deve essere censurato perché in violazione dei principi stabiliti dall'articolo 192 c.p.p.: ed infatti, i giudici di secondo grado, partendo dalla osservazione che i dirigenti di Eglise de Scientologienon potevano - per la posizione rivestita all'interno della chiesa - non essersi occupati dei singoli casi (presunzione semplice), hanno ricavato, come ulteriore conseguenza di tale deduzione, che i metodi degli operatori erano loro sicuramente noti (*praesumptio de praesumpto*). Mentre essi avrebbero dovuto motivare fornendo elementi

idonei a provare la effettiva conoscenza da parte dei singoli dirigenti dei metodi usati dai loro sottoposti che si erano resi responsabili di reati, ovvero indicando fatti certi (e non un fatto presunto) dai quali si potesse pervenire con rigore logico ad un giudizio di certezza relativo alla detta conoscenza.

Questione applicazione amnistia:

2.3.a). alle truffe

(Omissis)

Secondo la giurisprudenza di questa Corte, (...) "qualora l'imputato sia stato assolto con formula piena e la sentenza sia stata impugnata dal pubblico ministero, il giudice dell'impugnazione può applicare il decreto di amnistia medio tempore sopravvenuta, e già in vigore al momento della pronuncia impugnata, solo se reputi fondata l'impugnazione, sì da escludere che possa restare ferma la pronuncia di merito più favorevole all'imputato, dando congrua motivazione del suo convincimento difforme da quello del precedente giudice" (Cass. pen., sez. VI, 8 febbraio 1982, Bombardini; Cass. pen., sez. IV, 4 ottobre 1984, Faccenda; Cass. pen., sez. VI, 30 aprile 1988, Arno; Cass. pen., sez. II, 28 luglio 1992, Liotta).

Ebbene, nella specie i giudici della Corte di appello si sono fondamentalmente attenuti a tale principio. Essi hanno, infatti, accolto l'impugnazione del pubblico ministero, sovvertendo completamente il ragionamento svolto dai giudici di primo grado, ed irrogando severe condanne per i reati più gravi; e nel far ciò hanno dato adeguata motivazione anche delle ragioni che li hanno indotti ad applicare l'amnistia ad ipotesi di reato come le truffe, per le quali, in difetto di un provvedimento di clemenza, avrebbero affermato la penale responsabilità dei prevenuti.

Né può sostenersi - come hanno tentato i ricorrenti - che i giudici di secondo grado avrebbero ritenuta provata l'esistenza dell'elemento soggettivo dei reati di truffa, sul

presupposto che “i riti di Eglise de Scientology non fossero che un artificio e un raggio per indurre taluno in errore, al fine di procurare a sé o ad altri un ingiusto profitto”, violando in tal modo i principi costituzionali posti a tutela della libertà religiosa.

A tale censura si è risposto, infatti, nella prima considerazione di ordine generale, allorché si è esaminato il problema della religiosità di Scientology, e si è affermato che, per l'ordinamento giuridico italiano, qualunque “rito” incontra limiti ben precisi, tra i quali va annoverato quello di compiere fatti che siano previsti dalla legge come reato, e la cui commissione costituisca una violazione del buon costume, ovvero dei principi costituzionali dei quali si è fatto cenno.

Alla stregua delle superiori considerazioni, appare evidente che i motivi di ricorso su indicati, concernenti l'applicazione dell'ammnistia per i delitti di truffa in ordine ai quali v'era stata assoluzione in primo grado, debbono essere rigettati.

### 2.3.b) al reato di esercizio abusivo della professione medica

Poiché i giudici di secondo grado hanno ritenuto di concedere l'ammnistia anche per il reato di esercizio abusivo della professione medica (capo di imputazione 43), vanno a questo punto, per ragioni di sistematicità, presi in esame quei motivi di impugnazione con cui i ricorrenti lamentano l'erronea applicazione del provvedimento di clemenza a tale fattispecie.

Ora, non sembra sostenibile che l'opera svolta dagli operatori di Eglise de Scientology non integri (quanto meno con riferimento alle ipotesi in cui sono state sottoposte al trattamento persone malate) - come affermano taluni (...) - gli estremi del reato di cui all'articolo 348 C.P., in quanto all'epoca

dei fatti contestati non vigeva alcuna normativa in ordine alle sedute psicoanalitiche, alle quali si possono assimilare le sedute così dette di “auditing”, e perché il trattamento così detto di “purification” consiste in sottoposizione a saune e in somministrazione di vitamine, attività queste assolutamente libere e che non richiedono alcun controllo medico.

Ed infatti, secondo la giurisprudenza di questa Corte (addirittura anteriore alla così detta legge “Ossicini”, che ha regolamentato la materia), “in relazione alla professione medica che si estrinseca nell'individuare e diagnosticare le malattie, nel prescrivere la cura, nel somministrare i rimedi, anche se diversi da quelli ordinariamente praticati), commette il reato di esercizio abusivo della professione medesima chiunque esprima giudizi diagnostici e consigli, ed appresti le cure al malato. Da tale condotta non è esclusa la psicoterapia, giacché la professione in parola è caratterizzata dal fine di guarire e non già dai mezzi scientifici adoperati: onde, qualunque intervento curativo, anche se si concreti nell'impiego di mezzi non tradizionali o non convenzionali da parte di chi non sia abilitato all'esercizio, integra il reato previsto dall'articolo 348 C.P.” (Cass. pen., sez. II, 11 agosto 1973, RV 124844).

In aderenza al principio giurisprudenziale sopra esposto, e fornendo ulteriori argomentazioni (...), pienamente condivise da questa Corte, i giudici di secondo grado hanno dimostrato che l'attività svolta dagli operatori di Scientology, con riferimento alle dette sedute di “auditing” e di “purification” - laddove sono state sottoposte al trattamento persone malate - rientra perfettamente negli schemi del delitto di esercizio abusivo della professione sanitaria; dal che consegue l'obbligo dello Stato di reprimere detta attività, a meno che non venga esercitata da professionisti abilitati.

Né è di alcuna importanza che gli adepti di Eglise de Scientology possano attribuire alle sedute di “auditing” e di “purification” una valenza esclusivamente religiosa. Esse sono, infatti, obiettivamente pratiche con cui, in taluni casi, vengono somministrate cure a soggetti

affetti da turbe psichiche, e dunque rientrano in ogni caso tra quelle per cui è necessario l'intervento di personale sanitario qualificato.

Nel nostro Paese, infatti, non è possibile che alcuno metta in pericolo la salute dei cittadini, propinando loro cure per i mali del corpo o della mente, senza avere conseguito il titolo professionale che lo abilita a tenere siffatto comportamento: e ciò anche se questi in buona fede dovesse ritenere di agire nel superiore interesse della loro "anima", giacché, come si è detto prima, la tutela della salute costituisce un indubbio

limite all'esplicazione della libertà religiosa.

Sono, conseguentemente infondate tutte le doglianze mosse dai ricorrenti relativamente all'affermazione della responsabilità penale dei prevenuti, ed alla conseguente applicazione dell'amnistia da parte dei giudici dell'appello, in ordine al delitto di cui all'articolo 348 C.P.

### Il delitto di associazione per delinquere

Vanno a questo punto presi in esame i motivi di ricorso concernenti gli altri reati, iniziando da quello di associazione per delinquere, che coinvolge il maggior numero di imputati, e che, per la sua rilevanza è stato oggetto delle censure di tutti i ricorrenti.

(Omissis).

Le suddette censure sono in parte fondate. Ritiene, infatti, la Corte che i giudici del secondo grado - nella loro pur pregevole sentenza, frutto di un lodevole sforzo volto alla ricerca della verità - abbiano reso una motivazione illogica proprio su tale delicato punto.

Si è, peraltro, già messo in rilievo un primo vizio della motivazione della sentenza impugnata in ordine all'affermazione di responsabilità degli imputati per il delitto di associazione per delinquere, quando si è evidenziato che i giudici della Corte di appello di Milano, dopo avere affermato di non volere affrontare in maniera diretta il tema della religiosità della chiesa di Scientology, facendo in tal modo professione di agnosticismo, hanno poi asserito che tale organizzazione si era "manifestata nella sua essenza, sin dall'inizio come un'attività commerciale, volta alla vendita, con tutti i metodi previsti dai manuali in materia, di un determinato prodotto".

Si è, inoltre, chiarito che tale ultima affermazione dei giudici di merito farebbe pensare che, per gli stessi, Eglise de Scientologienon è una chiesa o una confessione religiosa; ma che la stessa affermazione è priva di motivazione che faccia riferimento agli "indici" di cui alla sentenza della Corte costituzionale citata, e che questa mancanza, per le ragioni esposte trattando del problema della religiosità di Scientology, è censurabile.

Ma la suddetta affermazione è anche illogica sotto altri profili: sia perché un'attività commerciale svolta da una organizzazione religiosa non è idonea a farle perdere la connotazione di "confessione", di cui all'articolo 8 della Costituzione; ma soprattutto perché non ha tenuto conto delle numerose testimonianze assunte nel corso dell'istruzione nonché della copiosa documentazione prodotta dai difensori degli imputati, volte a dimostrare il carattere religioso di Scientology.

Ed è il caso di ribadire che tale accertamento, nella specie, appare essenziale, giacché una "chiesa", con regole statutarie ben precise, non può trasformarsi in associazione per delinquere, salvo che tutti i suoi aderenti non decidano di cambiare le regole in precedenza adottate, dando così vita ad un nuovo soggetto, diverso dall'originario.

Dunque, i giudici del merito avrebbero dovuto accertare se l'organizzazione di Eglise de Scientologiefosse o meno una confessione religiosa, e nell'ipotesi affermativa se - avuto riguardo ai reati commessi da alcuni dei suoi appartenenti nei confronti delle persone che entravano a far parte dell'associazione - essa si sia trasformata in una associazione per delinquere; ovvero se - come aveva sostenuto il Procuratore generale presso la Corte di appello di Milano - nell'ambito di un'attività lecita dell'organizzazione, possa essere sorta, in modo distinto ed autonomo, una associazione illecita.

(Omissis).

Le estorsioni

Terminato l'esame dei motivi di ricorso concernenti il delitto di associazione per delinquere, ritiene la Corte di prendere in esame quelli concernenti la fattispecie criminosa prevista dall'articolo 629 C.P. (...) e si osserva che le censure riguardanti le condanne inflitte agli imputati per i reati di estorsione loro attribuiti sono parzialmente fondate.

I giudici di secondo grado hanno ritenuto la sussistenza di tale reato tutte le volte in cui è risultata provata una sorta di abitualità nei seguenti atteggiamenti: "la reiterazione di comportamenti insistenti e molesti; il non farli cessare se non con l'adesione alle richieste di versamenti di altre somme di denaro; il circondare la parte lesa con una costante presenza di persone da cui non possa liberarsi se non con l'iscrizione a nuovi e sempre più costosi corsi; in altre parole l'accumulo di condotte, che - pur non integrando reati (al più quello di molestie), se prese isolatamente - nel loro insieme costituivano, però, una vera e propria persecuzione ai danni del soggetto passivo, che rimaneva del tutto sopraffatto e privato della libertà della scelta".

Tali comportamenti, infatti, sono stati ritenuti dalla Corte di merito "idonei a coartare la volontà del soggetto, o quanto meno a far sorgere in lui il timore di non potere agire altrimenti".

(Omissis).

Questa Corte ritiene che una serie di comportamenti insistenti e molesti - sia pure reiterati sino al limite da produrre nella persona che li subisce un senso di fastidio profondo, per liberarsi del quale può essere indotta ad accondiscendere alle richieste di coloro che tali comportamenti pongono in essere - non è sufficiente a realizzare gli estremi del delitto di estorsione, che (...) può essere commesso solo mediante la violenza fisica o la minaccia.

é pur vero che il modo e la forma della minaccia sono indifferenti ai fini della sussistenza del reato punito dall'articolo 629 C.P.; e che, conseguentemente, è indifferente che la minaccia sia diretta o indiretta, palese o larvata, reale, figurata o scritta, determinata o indeterminata ovvero che venga fatta personalmente dal colpevole, o da un intermediario, imputabile o non imputabile, ovvero a mezzo di comunicazione postale, telegrafica o telefonica e così via di seguito.

Ma si deve pur sempre trattare di minaccia, ossia di prospettazione di un male futuro, la cui verifica dipende dall'agente; e tale non può essere considerata la reiterazione di comportamenti molesti, obiettivamente fastidiosi in sé, ma con i quali non viene minacciato alcun danno a chi li subisce.

Peraltro, ad accedere ad una tesi diversa, le così dette "vendite dure", che i giudici della Corte di appello di Milano hanno ritenuto legittime, finirebbero con il rientrare nell'ambito delle estorsioni, dal momento che, in quel tipo di contrattazione, il compratore

finisce, il più delle volte, con l'aderire alle richieste del venditore al solo fine di liberarsi della sua presenza.

Né, ad avviso di questa Corte, possono essere considerati estorsivi quei comportamenti concretantisi in meri "ricatti morali", come - ad esempio quello tenuto dal Colman, il quale per vincere le resistenze della madre della Calzà e convincerla a sborsare le somme di denaro necessarie a pagare i corsi di Scientology, le rivolse la frase "ma che cosa contano i soldi, se sua figlia può anche morire" (...).

In tali casi, infatti, i prevenuti si sono limitati a prospettare ad altre persone un danno la cui verifica non dipendeva in alcun modo dalla loro attività. Ed una condotta siffatta, ad avviso di questa Corte, è idonea ad integrare gli estremi del delitto di circonvenzione di incapaci, ove sussista anche l'abuso dei bisogni, delle passioni o della inesperienza di una persona minore, oppure dello stato d'infermità o deficienza psichica di una persona; ovvero gli estremi della truffa aggravata ingenerando nella persona offesa il timore di un pericolo immaginario, ove il danno prospettato sia inesistente; ma non quelli dell'estorsione, postulando tale reato - come si è già detto - che il male minacciato sia (o che quanto meno appaia) riferibile ad un'attività posta in essere dall'agente.

(Omissis).

(Omissis)

#### I reati tributari

Vanno, a questo punto, prese in esame le doglianze avverso quella parte della sentenza impugnata, che ha riconosciuto la responsabilità penale di alcuni imputati in ordine ai reati tributari.

(Omissis).

Non è, (...) sostenibile che, nella specie, ricorrano gli estremi per l'applicazione dell'articolo 152, comma 2, del codice di procedura penale del 1930: non esistono, infatti, prove le quali rendono evidente che il fatto non sussiste o che gli imputati non l'hanno commesso o che il fatto non è previsto dalla legge come reato.

Ed invero, l'applicabilità o meno nel caso concreto dell'articolo 20, comma 2, del D.P.R. 29 settembre 1973, n. 598, nella parte in cui esonera da pagamento di imposta le cessioni di beni e le prestazioni di servizi "effettuate in conformità alle finalità istituzionali da associazioni politiche, sindacali e di categoria, religiose etc.", richiede, anzitutto, che all'organizzazione di Eglise de Scientologiesia riconosciuta la natura di associazione religiosa, fatto questo non evidente e che dovrà essere accertato dai giudici del rinvio. Né apparirebbe evidente, ancorché fosse stata provata la religiosità della Chiesa di Scientology, che le suddette cessioni e prestazioni siano state effettuate in conformità alle finalità istituzionali dell'associazione stessa, risultando anzi, dalla sentenza di secondo grado, che tali operazioni avevano vera e propria natura commerciale.

Devesi, conseguentemente, annullare su tale punto l'impugnata sentenza, in quanto la contravvenzione suddetta è estinta per amnistia.(Omissis).

#### **4. Normes sur les différents cultes autre que le catholique. Document informatif du Ministère de l'Intérieur italien, Avril 1998.**

Introduzione

Il riconoscimento civile degli enti di culto

La vigilanza sugli enti di culto

L'autorizzazione al compimento di atti e contratti costituenti alienazioni di beni

L'approvazione delle nomine dei ministri di culto

Le intese I.N.P.S.

L'assistenza religiosa ai detenuti o agli internati

I pareri in ordine al rilascio dei visti di ingresso e dei permessi di soggiorno ai ministri di culto ed ai missionari stranieri

Il rilascio delle attestazioni relative ai luoghi di culto

Analisi dei rendiconti delle confessioni che hanno stipulato " intese " con lo Stato

Il decreto relativo alle festività religiose ebraiche

Le richieste di accesso agli atti d'archivio a fini di studi e ricerche

Elenco degli Enti di culto dotati di Personalità giuridica

Introduzione

La Divisione affari dei culti diversi dal cattolico è preposta in particolare a curare l'osservanza degli art. 3, 8 e 19 della Costituzione che - com'è noto - concernono : l'eguaglianza di tutti i cittadini senza distinzione, tra l'altro, di religione ; la pari libertà delle confessioni religiose che hanno diritto di organizzarsi secondo propri statuti e i cui rapporti con lo Stato sono regolati per legge sulla base di " intese " ; il diritto di tutti (quindi non solo dei cittadini ma anche degli stranieri ed apolidi) di professare la propria fede, farne propaganda ed esercitare il relativo culto alla sola condizione, però, che si tratti di riti non contrari al buon costume.

La Divisione, da qualche anno a questa parte, va assumendo sempre maggior rilievo in relazione al proliferare di nuove religiosità, effetto - questo - e della immigrazione massiccia avutasi e della crisi di valori che ha seguito la trasformazione sociale del nostro Paese a partire dagli anni '60 (non è un caso che il richiamo delle nuove religioni si esercita soprattutto sui giovani tra i 18 e i 35 anni), crisi cui le religioni tradizionali non hanno dato, evidentemente, risposte adeguate.

A fronte di istanze sociali nuove, la normativa di base che la Divisione si trova ad applicare è ancora quella del periodo fascista sui " culti ammessi " : la legge 24 giugno 1929, n. 1159 ed il relativo regolamento di attuazione approvato con R.D. 28 febbraio 1930, n. 289, cui la Corte Costituzionale, con qualche sentenza, ha apportato solo taluni aggiustamenti.

A tale normativa si sostituiscono - per le confessioni che con lo Stato abbiano stipulato un apposito accordo, ossia l' " intesa " ex art. 8, 3° comma, Cost. - le leggi con cui gli accordi stessi divengono operanti nel nostro ordinamento giuridico.

Ad oggi, le confessioni suddette sono sei : la Tavola Valdese, l'Unione delle Chiese cristiane avventiste del settimo giorno, le Assemblee di Dio in Italia, l'Unione delle Comunità ebraiche italiane, l'Unione cristiana evangelica battista d'Italia, la Chiesa evangelica luterana in Italia.

Per queste confessioni valgono, come detto, leggi particolari che sembra utile richiamare e della cui attuazione la Divisione affari dei culti diversi dal cattolico si trova, per le parti di propria competenza, ad occuparsi.

Vediamo ora, in particolare, quali sono i procedimenti e le questioni di interesse della Divisione.

#### Il riconoscimento civile degli enti di culto

E' facoltà discrezionale dello Stato italiano conferire o meno la personalità giuridica agli istituti delle confessioni, disponendo l'art. 2 della legge n. 1159/1929, che detti istituti " possono essere eretti in ente morale ".

Perciò il riconoscimento della personalità giuridica di istituti (o, per usare un linguaggio attuale, enti, cioè associazioni o fondazioni) di tali confessioni è condizionato al fatto che si tratti di religioni i cui principi e le cui manifestazioni esteriori (riti) non siano in contrasto con l'ordinamento giuridico dello Stato. Il riconoscimento comporta la possibilità per l'ente di culto di acquistare e possedere beni in nome proprio e di avvalersi delle agevolazioni tributarie previste per gli enti di beneficenza e di istruzione.

Il riconoscimento viene concesso, dopo attenta ed articolata istruttoria, su proposta del Ministro dell'Interno, con decreto del Presidente della Repubblica, uditi il Consiglio di Stato (parere di legittimità) ed il Consiglio dei Ministri (parere di opportunità politica).

Con legge 15 maggio 1997, n. 127 (c.d. " Bassanini bis ") è, a dire il vero, venuta meno l'obbligatorietà del parere del Consiglio di Stato : permane, peraltro, in capo all'Amministrazione, la facoltà di adire l'Organo consultivo quando se ne ravvisi l'opportunità.

Un'istruttoria più celere ed agevole è invece prevista - a somiglianza di quella delineata per gli enti cattolici - per il riconoscimento degli enti di confessioni con le " intese " ; il provvedimento, per questi, è inoltre concesso con decreto ministeriale e non con decreto presidenziale, senza la preventiva audizione del Consiglio dei Ministri.

#### La vigilanza sugli enti di culto

Gli organismi ai quali sia stata riconosciuta la personalità giuridica ex legge n.° 1159/1929 sono soggetti all'istituto della vigilanza che lo Stato esercita mediante il Ministero dell'Interno - Divisione culti diversi dal cattolico ; ciò al fine di accertare che gli enti in parola non esplicino attività contrarie non solo all'ordinamento giuridico ma anche alle proprie finalità, che sono di interesse pubblico consistendo nella soddisfazione dei bisogni religiosi delle comunità di fedeli.

La vigilanza include la facoltà di ordinare visite ed ispezioni sino ad arrivare, in caso di gravi irregolarità, allo scioglimento dell'amministrazione dell'ente ed alla nomina di un Commissario governativo per la temporanea gestione.

E' uno strumento - quello dello scioglimento degli organi statutari dell'ente - che, se pur previsto dalla normativa del 1929 e 1930, è in pratica inattuato ; infatti la Direzione Generale degli affari dei culti, consapevole della delicatezza dei rapporti connessi alle questioni religiose, è incline a rifuggire da forme autoritative prediligendo invece, per quanto possibile, le soluzioni concordate ed avvalendosi, per questo, dell'opera di mediazione che in loco è svolta dai Prefetti.

L'autorizzazione al compimento di atti e contratti costituenti alienazioni di beni

Venuta meno l'autorizzazione agli acquisti a termini della c.d. Bassanini bis (legge n.127/1997), rimane ferma la competenza dell'Amministrazione ad autorizzare il compimento di alienazioni di beni da parte di quegli enti che - non avendo stipulato l'intesa con lo Stato ex art. 8, 3<sup>o</sup> comma, Cost. - sono tuttora soggetti alla legge n. 1159/1929.

Si precisa che fra gli atti o contratti per i quali è necessaria l'autorizzazione governativa, si comprendono, oltre le alienazioni propriamente dette, le affrancazioni di censi e di canoni, i mutui, gli atterramenti di piante di alto fusto, le esazioni e gli impieghi di capitali, le locazioni ultranovennali di immobili, le liti, sia attive che passive, attinenti alla consistenza patrimoniale dell'ente.

Si soggiunge, da ultimo, che l'Amministrazione dell'Interno provvede con proprio decreto, concedendo o negando l'autorizzazione, secondo una competenza ripartita per valore tra Ministero e Prefetture.

L'approvazione delle nomine dei ministri di culto

I ministri di culto possono chiedere al Ministero dell'Interno - Divisione affari dei culti diversi dal cattolico - l'approvazione della propria nomina.

Tale provvedimento, però, non è diretto ad attribuire rilevanza giuridica alla nomina ma solo a consentire al ministro di culto interessato il compimento di atti produttivi di effetti giuridici. Senza l'approvazione, pertanto, i ministri di culto non possono celebrare matrimoni con efficacia civile, non possono essere dispensati dalla chiamata alle armi in caso di mobilitazione delle forze armate dello Stato, non possono ricevere testamenti nelle situazioni (di calamità pubbliche, di luogo dove domina una malattia reputata contagiosa o di infortuni) previste dall'art. 609 del cod. civ., ecc..

Una notazione: la qualifica di ministro di culto è incompatibile con l'incarico di giudice di pace a termini della legge 21 novembre 1991, n. 374.

Le intese I.N.P.S.

La legge n. 903/1973, concernente l' "Istituzione del fondo di previdenza del clero e dei ministri di culto delle confessioni religiose diverse dalla cattolica e nuova disciplina dei relativi trattamenti pensionistici", stabilisce che sono soggetti all'obbligo dell'iscrizione al fondo I.N.P.S. tutti i ministri di culto di organismi diversi dal cattolico - che abbiano cittadinanza italiana e che siano residenti nel nostro territorio - dall'inizio del loro ministero in Italia fino alla data di decorrenza della pensione di vecchiaia ovvero di quella di invalidità.

La stessa normativa dispone inoltre - e qui è la competenza della Divisione culti diversi dal cattolico - che si provveda, con decreto del Ministro dell'Interno, previa intese con le rappresentanze delle singole confessioni religiose che ne facciano richiesta.

L'assistenza religiosa ai detenuti o agli internati

Il diritto di libertà religiosa viene anche assicurato quando il soggetto si trovi detenuto o internato in un istituto di prevenzione e pena. Infatti la legge n. 354/1975 recante "Norme sull'ordinamento penitenziario e sulle misure privative e limitative della libertà", quale modificata dalla legge n. 663/1986, dopo avere riconosciuto in modo esplicito l'importanza della religione come mezzo di rieducazione, prevede che i detenuti e gli internati abbiano facoltà di ricevere, qualora ne facciano richiesta, l'assistenza dei ministri del proprio culto e di celebrarne i riti; a tal fine la Direzione generale degli affari dei culti provvede a formare gli elenchi dei ministri di culto abilitati ad accedere negli istituti di prevenzione e pena a termini

del regolamento di esecuzione della citata legge n. 354 (D.P.R. n. 431/1976), curandone la trasmissione al Ministero di Grazia e Giustizia.

I pareri in ordine al rilascio dei visti di ingresso e dei permessi di soggiorno ai ministri di culto ed ai missionari stranieri

Da alcuni anni sono frequenti le iniziative di cittadini stranieri volte a costituire nel nostro Paese movimenti religiosi già attivi all'estero ed a raccogliere per questi il maggior numero di proseliti.

Questi stranieri, qualificandosi di volta in volta ministri di culto o missionari, chiedono di soggiornare in Italia per scopi di culto, dimostrando di possedere i mezzi di sussistenza necessari per tutto il periodo del soggiorno.

La domanda viene accolta, per un periodo di tempo determinato (possibilmente non superiore a due anni), subordinatamente al parere favorevole del Dipartimento di P.S. - Servizio Stranieri, nonché della Direzione generale degli affari dei culti - Divisione culti diversi dal cattolico.

Nel caso in cui qualcuna delle organizzazioni confessionali, cui si riferiscono le domande degli interessati, non sia ancora "nota", la Divisione di cui sopra sospende di esprimere il proprio parere in attesa di conoscere, tramite le competenti Prefetture, l'esistenza del culto in Italia, i suoi scopi ed i suoi riti, i mezzi finanziari di cui dispone, i nomi degli amministratori, ecc..

Qualora dalle informazioni ricevute risulti che dall'esercizio di un culto prima "non noto" potrebbe derivare pregiudizio ai principi essenziali che regolano la vita dello Stato, la Divisione esprime "parere contrario" in ordine alla domanda di soggiorno per "motivi di culto" presentata dallo straniero.

Il rilascio delle attestazioni relative ai luoghi di culto

Il D.P.R. 29/9/1973, n. 597 (e la disposizione è rimasta sostanzialmente immutata nel successivo D.P.R. n. 917/1986) ha stabilito una presunzione di improduttività di reddito, ai fini fiscali, dei fabbricati destinati esclusivamente all'esercizio del culto, purché questo sia compatibile con gli art. 8 e 19 della Costituzione.

Il Ministero delle Finanze, a suo tempo interpellato da un'organizzazione confessionale diversa dalla cattolica, con risoluzione 4/1/1980, ha dichiarato che la destinazione degli immobili "può" essere certificata dal Ministero dell'Interno al quale sono demandati il controllo e la vigilanza a termini della legge 24/6/1929, n° 1159 : è in base a tale risoluzione che la Divisione affari dei culti diversi dal cattolico provvede al rilascio delle relative attestazioni, esperita - ovviamente - l'istruttoria di rito (tesa, soprattutto, a verificare la reale destinazione dell'immobile per il quale si richiede l'esenzione fiscale) attraverso le Prefetture.

Analisi dei rendiconti delle confessioni che hanno stipulato "intese" con lo Stato

Come'è noto, le confessioni religiose (attualmente sei) che hanno stipulato "intese" ex art. 8, 3° comma, Cost., concorrono - insieme allo Stato ed alla Chiesa Cattolica - alla ripartizione della quota pari all'8 per mille del gettito IRPEF, secondo le scelte espresse dai contribuenti in sede di denuncia annuale dei redditi. Non solo : tenuto conto delle finalità di pubblico interesse che le confessioni perseguono, le diverse leggi di recepimento delle intese prevedono che le persone fisiche possano dedurre dal proprio reddito, agli effetti dell'IRPEF,

le erogazioni liberali in denaro effettuate (fino a lire 2.000.000) in favore delle confessioni per il raggiungimento dei fini di queste (fini non solo di culto ma anche di assistenza, di istruzione religiosa, ecc.).

A fronte di tali agevolazioni, le confessioni beneficiarie trasmettono annualmente al Ministero dell'Interno - Divisione culti diversi dal cattolico - un rendiconto relativo alle somme ricevute ed all'utilizzo effettuatone ; la Divisione interessata, a sua volta, esamina i rendiconti, relazionando al Ministero del Tesoro ed al Ministero delle Finanze.

#### Il decreto relativo alle festività religiose ebraiche

La libertà religiosa comporta anche il diritto al riposo nei giorni delle festività del proprio culto (è un diritto che peraltro, al momento, trova attuazione solo per le confessioni che hanno stipulato intese con lo Stato). Significativo, sotto tale aspetto, è il "Regolamento recante norme sull'accesso agli impieghi nelle pubbliche amministrazioni e le modalità di svolgimento dei concorsi unici e delle altre forme di assunzione nei pubblici impieghi" (D.P.R. 9 maggio 1994, n. 487) che all'art. 6 dispone che "le prove del concorso sia scritte che orali non possono aver luogo nei giorni festivi nè, ai sensi della legge 8 marzo 1989, n. 101, nei giorni di festività religiose ebraiche...".

La citata legge n. 101/1989 è, come noto, quella che ha recepito l'intesa ex art. 8 Cost. con l'Unione delle Comunità ebraiche italiane, i cui art. 4 e 5 - dopo avere sancito il diritto degli ebrei di osservare il riposo sabbatico e le festività religiose proprie della confessione (si pensi alla "festa delle Capanne", al "Kippur", ecc.) - stabiliscono che, entro il 30 giugno di ogni anno, l'Unione comunica il calendario delle festività cadenti nell'anno solare successivo al Ministero dell'Interno (Divisione affari dei culti diversi dal cattolico) che ne dispone la pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale.

#### Le richieste di accesso agli atti d'archivio a fini di studi e ricerche

Negli ultimissimi anni si assiste ad un forte interesse per la materia dei culti diversi dal cattolico : ne è riprova, tra l'altro, l'alto numero di studenti che, per la compilazione di tesi di laurea, chiede di avere colloqui e scambi di opinione con gli addetti all'Ufficio. Taluni studiosi chiedono inoltre di potere consultare gli archivi, da cui traggono preziosi spunti di riflessione che trovano spazio nella redazione di libri.

Consapevole del vantaggio reciproco che viene dal confronto con il mondo accademico e con l'utenza in genere, la Divisione ha sempre manifestato la propria apertura ad ascoltare quesiti ed a mettere a disposizione di quanti abbiano interesse le conoscenze di cui è in possesso.

Nell'ambito della Divisione degli affari dei culti diversi dal cattolico è stata inoltre formalizzata, nel '95, l'istituzione dell' "Osservatorio sulle libertà religiose". All'organismo è affidato sostanzialmente il compito di monitorare le realtà religiose diverse dalla cattolica presenti in Italia, al fine di avere, come si legge nel provvedimento istitutivo dell'Osservatorio stesso, una più approfondita conoscenza del fenomeno religioso in adesione alle raccomandazioni più volte formulate in sede comunitaria. Finalità ultima dell'Osservatorio è poi quella di proporsi quale raccordo per la soluzione di particolari quesiti da parte delle pubbliche amministrazioni e quale punto di raccolta delle eventuali denunce di violazioni del diritto di libertà religiosa.

Il lavoro dell'Osservatorio ha messo in luce l'esistenza di oltre cinquecento realtà religiose (ma il dato non è ancora definitivo), distinte tra confessioni che hanno stipulato le intese ex art. 8, 3° comma, Cost., confessioni che le hanno richieste, enti di culto dotati di

personalità giuridica ed organismi vari (enti di fatto, enti dotati di personalità giuridica in ordinamenti stranieri e che operano in Italia a condizioni di reciprocità ex art. 16 delle preleggi, enti che definendosi “ laici ” hanno chiesto ed ottenuto la personalità giuridica di diritto comune).

Il monitoraggio ha evidenziato la presenza - oltre che di gruppi tradizionali quali ebrei, luterani, battisti, valdo-metodisti, ortodossi - anche di realtà profondamente diverse che coinvolgono milioni di persone : si tratta dei c.d. nuovi movimenti religiosi, espressione - questa - che, mutuata dal linguaggio anglosassone (new religious movements), è largamente utilizzata in alternativa al termine “ sette ” che, nella terminologia comune, sembra implicare un giudizio di valore negativo.

Queste le nuove religiosità : dai gruppi cristiani e dai gruppi di matrice orientale, legati all’induismo e al buddhismo, a quelli che vengono chiamati del “ potenziale umano ” perché promettono un ampliamento del campo di coscienza della singola persona, dai gruppi ufologici o dei dischi volanti ai culti satanici, ed infine ai gruppi sincretistici ed a quelli esoterici.

Ma è soprattutto la presenza islamica quella che occupa nel panorama religioso italiano il ruolo di maggior spicco, pur costituendo un fenomeno piuttosto recente, derivato - com’è noto - dal consistente flusso immigratorio che peraltro ancora non si è concluso. Si tratta di una presenza essenzialmente maschile anche se soprattutto dal ‘91 si assiste al fenomeno dei ricongiungimenti familiari.

Una determinazione quantitativa dei musulmani in Italia non è agevole e le stime proposte soffrono di buona approssimazione.

Nel ‘94 gli immigrati originari da Paesi musulmani e legalmente presenti erano circa 305 mila. Accanto a questi vanno però considerate le presenze clandestine che ammontano a 150 mila - 200 mila persone e quelle dei musulmani italiani convertiti e in possesso della cittadinanza, circa 30 mila, secondo dati forniti dalle stesse organizzazioni interessate.

Ma la questione dei numeri è la meno rilevante nell’esame del fenomeno religioso islamico in Italia ; infatti la diffusione dell’islam va considerata soprattutto sotto l’aspetto qualitativo. Ed è pertanto opportuno che lo Stato soddisfi le esigenze della comunità musulmana che non contrastino con l’ordinamento giuridico. Ma se l’Italia deve compiere passi verso la comprensione e accettazione degli islamici è altrettanto auspicabile che questi vadano incontro al mondo occidentale e che le due culture si confrontino in modo sempre più costruttivo.

Enti di culto dotati di personalità giuridica

Al 15/4/1998 gli Enti di Culto diversi dal Cattolico dotati di personalità giuridica ammontano a 95.

- Ente patrimoniale della Chiesa di Gesù Cristo dei Santi degli ultimi giorni (Corporation of the Presiding Bishop of the Church of Jesus Christ of latter day Saints) (Mormoni)
- Chiesa Cristiana Evangelica Missionaria Pentecostale
- Movimento Evangelico Internazionale “ Fiumi di Potenza ”
- Chiesa di Cristo di Milano
- Congregazione Cristiana Evangelica
- Chiesa e Confraternita dei SS. Pietro e Paolo dei Nazionali Greci
- Chiesa Cristiana Millenarista

- Associazione Chiesa del Regno di Dio
- Comunità religiosa serbo-ortodossa di Trieste
- Chiesa Ortodossa Russa in Roma
- Chiesa Ortodossa Russa a San Remo
- Comunità Armena dei fedeli di rito armeno gregoriano
- Comunità greco orientale ortodossa
- Comunità Evangelica di Confessione Elvetica o Chiesa Evangelica Riformata Svizzera di Trieste
- Comunità Evangelica di Confessione Elvetica o Chiesa Evangelica Riformata Svizzera di Firenze
- Chiesa Cristiana dei Fratelli
- Ente Cristiano Evangelico dei Fratelli
- Associazione Cristiana Ortodossa dei Santi Agapito Martire e Serafino di Sarov in S. Felice/Pistoia
- Comunità evangelica di Merano di confessione augustana
- Assemblee di Dio in Italia
- Istituto Evangelico Betania-Emmaus (A.D.I.)
- Istituto Evangelico Betesda (A.D.I.)
- Istituto Evangelico Eben-Ezer (A.D.I.)
- Centro islamico culturale d'Italia
- Chiesa evangelica luterana in Italia — C.E.L.I
- Comunità evangelica luterana di Venezia (C.E.L.I)
- Comunità evangelica luterana di Trieste (C.E.L.I)
- Chiesa cristiana protestante di Milano (C.E.L.I.)
- Chiesa evangelica luterana parrocchia di Roma (C.E.L.I.)
- Chiesa evangelica luterana parrocchia di Napoli (C.E.L.I.)
- Comunità evangelica ecumenica di Ispra Varese (C.E.L.I.)
- Comunità evangelica luterana di Firenze (C.E.L.I.)
- Comunità evangelica luterana di Bolzano (C.E.L.I.)
- Comunità evangelica luterana di Genova (C.E.L.I.)
- Comunità evangelica luterana di San Remo (C.E.L.I.)
- Comunità evangelica luterana di Torre Annunziata (C.E.L.I.)
- Unione delle comunità ebraiche italiane
- Comunità ebraica di Ferrara
- Comunità ebraica di Ancona
- Comunità ebraica di Bologna
- Comunità ebraica di Casale Monferrato
- Comunità ebraica di Firenze
- Comunità ebraica di Genova
- Comunità ebraica di Livorno
- Comunità ebraica di Mantova

- Comunità ebraica di Merano
- Comunità ebraica di Milano
- Comunità ebraica di Modena
- Comunità ebraica di Napoli
- Comunità ebraica di Padova
- Comunità ebraica di Parma
- Comunità ebraica di Pisa
- Comunità ebraica di Roma
- Comunità ebraica di Torino
- Comunità ebraica di Trieste
- Comunità ebraica di Venezia
- Comunità ebraica di Vercelli
- Comunità ebraica di Verona
- Deputazione ebraica di assistenza e servizio sociale di Roma
- Opera Pia “ ospedale israelitico ” di Roma
- Opera pia ricovero israeliti poveri invalidi
- Ospizio israelitico ospedale “ Settimio Saadun ”
- Orfanotrofio israelitico italiano “ G. V. Pitigliani ” di Roma
- Asili infantili israelitici di Roma
- Società israelitica di misericordia-Siena
- Tavola Valdese
- Facoltà teologica valdese
- Ospedale evangelico valdese
- Commissione Sinodale per la Diaconia
- Concistoro valdese di Angrogna
- Concistoro valdese di Luserna S. Giovanni
- Concistoro valdese di Bobbio Pellice
- Concistoro valdese di Massello
- Concistoro valdese di Perrero Maniglie
- Concistoro valdese di Pomaretto
- Concistoro valdese di Prali
- Concistoro valdese di Pramotto
- Concistoro valdese di Pravostino
- Concistoro valdese di Rodoretto
- Concistoro valdese di Rora
- Concistoro valdese di S. Germano
- Concistoro valdese di Torre Pellice
- Concistoro valdese di Villar Pellice
- Concistoro valdese di Villasecca
- Ospedali Pomaretto Val Pellice (valdese)

- Rifugio Re Carlo Alberto (valdese)
- Opera per le chiese evangeliche metodiste in Italia (OPCEMI)
- Congregazione cristiana dei Testimoni di Geova
- Unione italiana delle chiese cristiane avventiste del 7° giorno
- Ente patrimoniale dell'Unione italiana delle chiese cristiane avventiste del 7° giorno
- Fondazione apostolica - ente patrimoniale della Chiesa Apostolica in Italia
- Fondazione dell'Assemblea spirituale nazionale dei Baha'i d'Italia
- Unione buddhista italiana
- Associazione " Santacittarama "
- Ente patrimoniale dell'Unione cristiana evangelica Battista d'Italia.